



RAPPORT ANNUEL RAPPORT DE QUALITÉ 2015/16



L'EXPERTISE EN TOUTE CONFIANCE.

RAPIDE SURVOL

LE GROUPE DE CLINIQUES PRIVÉES HIRSLANDEN EN CHIFFRES*

16

cliniques dans 11 cantons



2030

médecins accrédités et employés



8 750

collaborateurs (sans médecins employés)



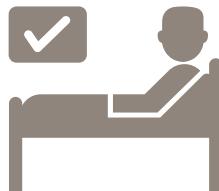
6 570

postes à plein temps



98 600

patients, stationnaires



469 200

jours de soins**



6 230

nouveau-nés



*année d'exercice 2015/16

**basé sur le recensement des jours d'hospitalisation,
sans nouveau-nés

SOMMAIRE

ANNÉE D'EXERCICE

Éditorial	3
Entretien avec la Direction générale	4
Rétrospective de l'année	6
Les principaux chiffres	8
Organigramme	9
Investissements	10
Ressources humaines	12
Politique de la santé	13

QUALITÉ

Accroître la qualité des soins	14
Satisfaction des patients	16
Réadmissions et réopérations non planifiées et chutes	20
Surveillance des infections et sécurité des patients	24
La mortalité dans les unités de soins intensifs	28
L'«Initiative Qualitätsmedizin»	30
La procédure de «Peer Review»	31
Une gestion de la qualité intégrale	34
CIRS	36

PRESTATIONS

L'année 2015/16 en chiffres	38
Nos prestations	39
SwissDRG	40
Diagnostics et opérations	42
CIM et CHOP	43
Les Diagnosis Related Groups (DRG) en chiffres	44
Spécialités par clinique	46
En point de mire: la médecine cardiaque	47

OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

Infrastructure des cliniques	48
Glossaire	50
Sites Hirslanden en Suisse	52
Partenariats stratégiques et impression	54

ÉDITORIAL



CHERS AMIS DE HIRSLANDEN, MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de son histoire, le Groupe de cliniques privées Hirslanden a toujours su s'adapter à l'évolution du secteur de la santé. Afin qu'il en reste ainsi à l'avenir, nous avons décidé de réajuster notre orientation stratégique. D'exploitant d'hôpitaux, Hirslanden évolue actuellement vers un groupe de santé intégré. Cela signifie deux choses: premièrement que nous voulons appuyer notre croissance, non seulement sur nos activités de base mais aussi sur une offre accrue de prestations complémentaires. Deuxièmement que nous mettons en place dans tout le Groupe des structures et processus unifiés ayant pour but d'accroître encore le bénéfice pour les patients. En cela, la qualité des soins médicaux, la satisfaction des patients et l'amélioration de la productivité constituent des priorités absolues.

Pour ce qui est de nos activités de base, le développement de notre offre de prestations ambulatoires et diagnostiques est au premier plan de la croissance. Aujourd'hui déjà, Hirslanden possède quatre centres médicaux ambulatoires ainsi que onze instituts de radiologie et quatre de radiothérapie. D'autres établissements de ce type sont en projet, de même que des centres chirurgicaux ambulatoires à proximité des cliniques. Nous examinons également les possibilités de croissance dans des domaines connexes comme la psychiatrie. L'objectif consiste à proposer un éventail de prestations qui couvrent l'ensemble des niveaux de soins ambulatoires, semi-hospitaliers et hospitaliers, de la médecine de famille à la médecine hautement spécialisée en passant par le diagnostic.

Avec nos offres de prestations ambulatoires, nous ne nous contentons pas de réagir aux besoins croissants du marché et au déplacement de prestations hospitalières vers le secteur ambulatoire; nous renforçons notre démarche d'apport

de soins interdisciplinaire par une seule et même organisation, éliminant par là pertes de temps et d'informations. Cela signifie une qualité de soins accrue et une plus grande efficacité, objectifs que nous poursuivons également dans le domaine de nos activités de base dans les cliniques, où nous continuons à améliorer nos prestations. De fait, nous voyons comme un prestataire de système qui ne se borne pas à mettre une infrastructure à la disposition de médecins accrédités mais assure également toutes les fonctions médicales transversales. Celles-ci comprennent la médecine interne et la radiologie, l'anesthésie, la médecine intensive et la médecine d'urgence. Ces fonctions transversales sont assurées tout autant par des médecins accrédités que par des médecins employés. Ayant la possibilité de recourir à ces prestations de services quand ils le veulent, les centres de compétence interdisciplinaires peuvent se concentrer pleinement sur leur cœur de métier. Cette division du travail a un effet positif non seulement sur les résultats de traitement mais aussi sur la satisfaction des patients, des collaborateurs et des médecins référents.

Nous sommes convaincus que, en tant que groupe de santé intégré, nous pourrons accroître encore considérablement le bénéfice pour nos patients. Mais ce n'est pas tout: étant le plus grand réseau médical de Suisse, nous apportons une contribution majeure à des soins de santé économiques et de haute qualité dans notre pays.

DR OLE WIESINGER
Chief Executive Officer

ENTRETIEN AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE



**Dr Christian Westerhoff, CCO, Dr Daniel Liedtke, COO, Magnus Oetiker, CSO,
Dr Ole Wiesinger, CEO, et Andreas Kappeler, CFO (de gauche à droite)**

DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ, LA PRESSION SUR LES TARIFS VA CROISSANT. C'EST LÀ L'UNE DES RAISONS QUI VOUS POUSSENT À ACCROÎTRE ENCORE LA PRODUCTIVITÉ DES ACTIVITÉS DE BASE. COMMENT PROCÉDEZ-VOUS POUR CELA?

DR DANIEL LIEDTKE: Pour pouvoir s'améliorer, il faut savoir où l'on se situe. Le meilleur moyen d'y parvenir est de se comparer à d'autres - pour autant que les choses soient comparables bien entendu. Aussi comparons-nous les cliniques Hirslanden qui sont dotées d'un profil similaire, comme les services d'orthopédie de la Klinik Am Rosenberg et de la Klinik Birshof. Ces comparaisons nous permettent ensuite d'établir des benchmarks internes qui servent de références pour les autres cliniques. Ces benchmarks vont de la consommation de matériel par intervention au taux d'occupation des lits par clinique en passant par le coût de la minute d'intervention chirurgicale. De cette manière, nous créons une saine compétition entre les cliniques et les incitons à apprendre des meilleures. Ceci a pour effet d'augmenter constamment le niveau de performance au sein des cliniques.

DR CHRISTIAN WESTERHOFF: En nous référant aux meilleures pratiques, nous entendons accroître non seulement la productivité mais aussi le bénéfice pour les patients de façon générale. Parallèlement à l'optimisation de la rentabilité, nous cherchons en effet à améliorer la qualité des soins médicaux et la satisfaction des patients.

**«POUR POUVOIR S'AMÉLIORER,
IL FAUT SAVOIR OÙ L'ON SE SITUE.»**

**OUTRE LE FAIT QUE VOUS APPRENEZ DES MEILLEURES,
QUE VOUS APPORTENT LES COMPARAISONS ENTRE CLINIQUES?**

DR DANIEL LIEDTKE: Nous tenons notamment compte des résultats pour l'élaboration de l'offre de prestations des différentes cliniques, dont les listes des hôpitaux cantonaux et les mandats de soins qui en découlent constituent le cadre. Il va de soi que nous renforçons les spécialités dans lesquelles les cliniques génèrent un bénéfice important pour les patients. L'époque où le rôle de nos cliniques se bornait

à mettre une infrastructure à la disposition de médecins accrédités de multiples disciplines est révolue. Aujourd'hui, les différentes spécialités doivent être adaptées les unes aux autres et se compléter mutuellement. Nous voulons, de cette façon, préciser le profil des cliniques et nous positionner mieux encore sur le marché.

DR CHRISTIAN WESTERHOFF: A cela vient s'ajouter le fait que, à l'avenir, les différentes spécialités seront intégrées au sein d'un système global. Celui-ci repose sur une division du travail claire entre les fonctions médicales transversales comme l'anesthésie, la radiologie et la médecine intensive, et les équipes médicales de plus en plus sous- ou super-spécialisées. Il s'agit là d'une forme d'organisation qui correspond à une démarche de prestataire de système.

LA DÉFINITION DU PROFIL DES CLINIQUES N'A DONC PAS POUR OBJET D'ACCROÎTRE LES OFFRES DE PRESTATIONS LES PLUS PROFITABLES DESTINÉES AUX PATIENTS PRIVÉS?

DR OLE WIESINGER: Ce reproche de «picorage» a toujours été infondé et l'est plus que jamais aujourd'hui. Quinze de nos seize cliniques figurent sur les listes des hôpitaux cantonaux. Nous avons donc l'obligation d'admettre sans restriction les patients assurés de base. Et c'est précisément ce que nous voulons faire. La part de ces patients a d'ailleurs encore augmenté lors de l'exercice écoulé; elle s'élève actuellement à 43.5 pour cent et même à plus de 60 pour cent sur certains sites.

HIRSLANDEN REVOIT ENTIÈREMENT LA RÉPARTITION DES TÂCHES ENTRE LE SIÈGE SOCIAL, LE CORPORATE OFFICE, ET LES UNITÉS OPÉRATIONNELLES. QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE CONCRÈTEMENT?

MAGNUS OETIKER: Au cours des années à venir, nous allons standardiser et centraliser encore davantage de nombreuses prestations non médicales. Ce faisant, nous allégeons la tâche du management de la clinique sur place et l'aidons à se concentrer pleinement sur sa tâche principale, à savoir, comme nous le disions tout à l'heure, accroître le bénéfice pour les patients. Le fait de concentrer ce type de prestations permet par ailleurs de réaliser d'importantes économies d'échelle. Nous entendons exploiter le potentiel de diminution des coûts avec méthode. Ce n'est qu'en exploitant systématiquement les avantages de groupe que nous pourrons continuer à croître de manière rentable malgré la baisse des tarifs.

ANDREAS KAPPELER: Cela ne concerne pas seulement la croissance de nos offres de prestations actuelles. L'uniformisation et la centralisation des tâches de support constituent également une condition essentielle de notre stratégie de croissance par le rachat ou la mise en place de nouvelles unités opérationnelles. Ces dernières sont alors bien plus faciles à intégrer au Groupe et peuvent profiter dès le départ de ses standards.

DR OLE WIESINGER: Nous aimerais également faire bénéficier des hôpitaux publics de ces avantages de groupe en prenant la gestion en charge sur mandat par exemple. Grâce à notre taille et aux économies d'échelle qu'elle permet, nous serions en mesure d'améliorer la structure des coûts des achats et d'autres domaines non médicaux et, par là, d'alléger la charge des contribuables et des caisses maladie.

«CE REPROCHE DE «PICORAGE» A TOUJOURS ÉTÉ INFONDÉ ET L'EST PLUS QUE JAMAIS AUJOURD'HUI.»

DURANT L'EXERCICE ÉCOULÉ, HIRSLANDEN S'EST DOTÉ D'UNE NOUVELLE STRUCTURE DE DIRECTION. QUELLE EST LA RAISON D'ÊTRE D'UNE DIRECTION OPÉRATIONNELLE OU «OPERATIONS COMMITTEE», EN PLUS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE, QUI PORTE DÉSORMAIS LE NOM D'«EXECUTIVE COMMITTEE»?

DR OLE WIESINGER: Cette structure permet de répartir les tâches à la tête de notre entreprise à bon escient compte tenu de sa taille. L'Executive Committee (EXCO) est responsable de la planification stratégique de l'entreprise à long terme; compte tenu de la complexité croissante, celle-ci revêt une importance considérable. L'Operations Committee (OPSCO), quant à lui, s'occupe de la mise en œuvre de cette stratégie et de l'optimisation des prestations, ici et maintenant.

QUI SIÈGE À L'OPERATIONS COMMITTEE?

DR DANIEL LIEDTKE: L'OPSCO est formé de directeurs de clinique et de cadres du Corporate Office, qui assument ensemble la responsabilité opérationnelle du Groupe. De cette façon, nous garantissons une large entente entre le siège et les unités organisationnelles et, partant, une assise décisionnelle étendue, tout en assurant une mise en œuvre cohérente de la stratégie de groupe.

RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE 2015/16

AVRIL

CLINIQUE LA COLLINE

La Clinique la Colline est l'un des premiers hôpitaux de Suisse à s'équiper d'un O-arm® de la seconde génération. Cet appareil permet de réaliser des images 3D haute résolution durant des interventions orthopédiques et neurochirurgicales avec une irradiation minimale.



HIRSLANDEN BERNE

Pour la première fois, les cliniques Hirslanden bernoises prennent part à l'étude de benchmarking indépendante «Great Place to Work®» et arrivent en deuxième place dans la catégorie «secteur social et de la santé».

KLINIK ST. ANNA

Avec l'arrivée du Dr Gerson Strubel à la Klinik St. Anna, Hirslanden compte parmi son personnel médical l'un des rares spécialistes en lymphologie de Suisse. La clinique lucernoise peut donc désormais accueillir des personnes atteintes d'œdèmes lymphatiques et de lipœdèmes venant de tout le pays. Ouverture en avril également de l'espace multifonctionnel d'urologie équipé notamment d'un lithotriteur permettant la fragmentation des calculs.

MAI

KLINIK BIRSHOF

Inauguration du service de radiologie qui, après agrandissement, possède maintenant une superficie de 600 m²; il dispose de nouveaux systèmes d'IRM, de TDM et de radiographie. Dorénavant, la Klinik Birshof peut assurer toute la chaîne de soins, du diagnostic au traitement en passant par la kinésithérapie et l'ergothérapie.



HIRSLANDEN KLINIK AARAU

La Hirslanden Klinik Aarau reçoit le Hirslanden Award pour l'introduction réussie d'un concept de traitement qui permet une guérison rapide après une opération de prothèse du genou ou une arthroplastie totale de la hanche. Ce concept offre une plus grande sécurité, favorise un retour rapide au quotidien et accroît la satisfaction du patient.

JUIN

CLINIQUE LA COLLINE

Stéphan Studer, âgé de 40 ans, est nommé Directeur de la Clinique la Colline. Pour cette nouvelle étape dans sa carrière, il renonce à une autre: durant vingt-quatre ans, ce Genevois a été arbitre de football à titre extra-professionnel, depuis 2009, au niveau international pour la FIFA.

HIRSLANDEN BERNE

Dans le cadre du premier «World Pancreas Forum» à Berne, la Klinik Beau-Site retransmet deux opérations du pancréas depuis son bloc opératoire à l'intention d'un public spécialisé de renommée internationale.

JUILLET

KLINIK IM PARK

La clinique ouvre le VorsorgeZentrum Zürich, qui propose aux patients des programmes individuels de prévention en matière de santé et de dépistage précoce. Ce centre médical applique les directives internationalement reconnues de la «Preventive Service Taskforce» américaine pour les examens.

ANDREASKLINIK

Le Tribunal administratif fédéral donne raison à l'AndreasKlinik au sujet de la limitation du nombre de lits. En 2011, la clinique avait déposé un recours après que le Conseil d'Etat du canton de Zug avait limité ce nombre à 37 pour les patients zougois.

AOÛT

CLINIQUE BOIS-CERF

Avec l'Institut de radiologie de l'ouest lausannois (IROL), Hirslanden Lausanne ouvre une nouvelle filiale. Dotée d'une superficie de base de 600 m², elle est équipée d'appareils radiologiques de la dernière génération.



KLINIK BIRSHOF

Daniela de la Cruz (43 ans) prend la direction de la Klinik Birshof à Münchenstein. Depuis 2006, elle travaillait au Département des finances et de la santé du canton de Glaris, en dernier lieu en tant que responsable de la section principale de la santé.

SEPTEMBRE

KLINIK ST. ANNA

En janvier 2015 déjà, le département d'urologie de la Klinik St. Anna mettait en service un robot Da Vinci de la toute dernière génération. D'autres départements en profitent également à présent. Ainsi, depuis septembre, l'équipe de chirurgiens du département de chirurgie viscérale mène avec succès des interventions robot-assistées.

KLINIK HIRSLANDEN

A l'occasion de la Journée mondiale du cœur, 170 élèves de l'école Balgrist ont pu assister à un cours de réanimation d'une journée dispensé par des spécialistes. La manifestation avait pour but de sensibiliser durablement les enfants à ce thème et de développer leur courage civique.



CLINIQUE CECIL

Jean-Claude Chatelain, âgé de 68 ans, est devenu le nouveau directeur de la Clinique Cecil. Il possède une très longue expérience dans le secteur de la santé en Suisse et en particulier dans le domaine de la gestion hospitalière et a assuré pendant de longues années la présidence de la Conférence des directeurs d'hôpitaux de Suisse romande et du Tessin.

OCTOBRE

KLINIK STEPHANSHORN

La Klinik Stephanshorn est le premier et, à ce jour, le seul hôpital du canton de Saint-Gall à se voir attribuer quatre étoiles par la «European Foundation for Quality Management» (EFQM) pour son excellente gestion de la qualité. La clinique obtient donc le niveau EFQM «Reconnaissance pour l'Excellence».

NOVEMBRE

KLINIK AM ROSENBERG

La Klinik Am Rosenberg réussit l'audit de renouvellement de la certification ISO 9001:2008 sans remarque. Elle se voit en outre attribuer le certificat EFQM «Engagement vers l'Excellence» qui confirme que la clinique met en œuvre avec succès des éléments d'un excellent système de gestion.

KLINIK BIRSHOF

La Klinik Birshof obtient le niveau EFQM «Reconnaissance pour l'Excellence» avec trois étoiles.

ANDREASKLINIK

Après deux mois de travaux de transformation, l'Andreasklinik fête la réouverture de son service d'obstétrique avec une journée portes ouvertes.



CLINIQUE CECIL

La Clinique Cecil a deux motifs de célébration: l'ouverture de son bloc opératoire agrandi, qui abrite la première salle d'opération hybride pour les interventions cardiovasculaires de Romandie et celle d'un nouveau centre chirurgical ambulatoire.



HIRSLANDEN KLINIK AARAU

Radio Argovia diffuse toute la journée une émission consacrée au cœur depuis l'Hirslanden Klinik Aarau. Le programme du matin prévoit une opération cardiaque avec le professeur Thierry Carrel et le Dr Lars Englberger. L'après-midi, les auditeurs peuvent suivre des interventions réalisées dans le laboratoire de cathétérisme.



KLINIK ST. ANNA

La Klinik St. Anna a agrandi son AltersunfallZentrum et est la première clinique du Groupe Hirslanden à le faire certifier.

KLINIK ST. ANNA

La Klinik St. Anna continue à étendre son site à la gare de Lucerne. De nouveaux cabinets viennent accroître l'éventail de prestations cliniques et un nouveau système d'IRM 3 Tesla y est installé.



JANVIER

KLINIK HIRSLANDEN

En janvier, la Klinik Hirslanden ouvre ENDOMIN (Zentrum für Endoskopische & Minimal-invasive Neurochirurgie). Ce centre de neurochirurgie endoscopique et mini-invasive garantit les meilleurs résultats chirurgicaux avec irradiation minimale pour les patients.

CLINIQUE BOIS-CERF

Au service d'ophtalmologie, la construction d'un bâtiment annexe permettra d'abriter de nouvelles salles d'examen, une seconde salle d'opération et une salle de traitement par chirurgie réfractive.

HIRSLANDEN KLINIK AARAU

Face à la demande croissante en médecine spécialisée, la Hirslanden Klinik Aarau investit dans l'agrandissement et la transformation de son centre d'urgences, dans la rénovation de l'unité de soins intensifs, ainsi que dans de grands équipements de la toute dernière génération pour le laboratoire de cathétérisme et la radiothérapie.

HIRSLANDEN FRIBOURG

Après neuf mois de travaux de transformation, le Hirslanden Praxiszentrum Düdingen ouvre ses portes. Le centre médical à Guin propose, dans cette région, des prestations ambulatoires dispensées par des médecins de famille et des spécialistes ainsi qu'un service de radiologie.

KLINIK BELAIR

Le centre médical installé à la gare de Schaffhouse a derrière lui une première année passionnante et couronnée de succès. Il a assuré des consultations sans rendez-vous à court terme tout comme des suivis médicaux à long terme par des médecins de famille.

La Klinik Belair a un nouveau directeur: le Dr Peter Werder. Âgé de 42 ans, il a été en charge de la communication d'entreprise du Groupe de cliniques privées Hirslanden de 2011 à 2015.

MARS

KLINIK BIRSHOF

En mars, la Klinik Birshof ouvre son nouvel espace d'accueil et le restaurant «le bistouri».

HIRSLANDEN KLINIK MEGGEN

Andrea Bazzani devient la nouvelle Directrice de la Hirslanden Klinik Meggen. En cela, elle succède à Jost Barmettler qui prend sa retraite.

KLINIK IM PARK

La Klinik Im Park transforme et agrandit son service d'urgences. Ce service, qui doit ouvrir ses portes à l'été 2016 et fonctionnera 24 heures sur 24, disposera de six cabines d'urgence séparées et d'un service ambulatoire.

LES PRINCIPAUX CHIFFRES

LES PRINCIPAUX CHIFFRES CONSOLIDÉS POUR 2015/16 AVEC, POUR COMPARAISON, LES VALEURS CORRESPONDANTES DES EXERCICES PRÉCÉDENTS

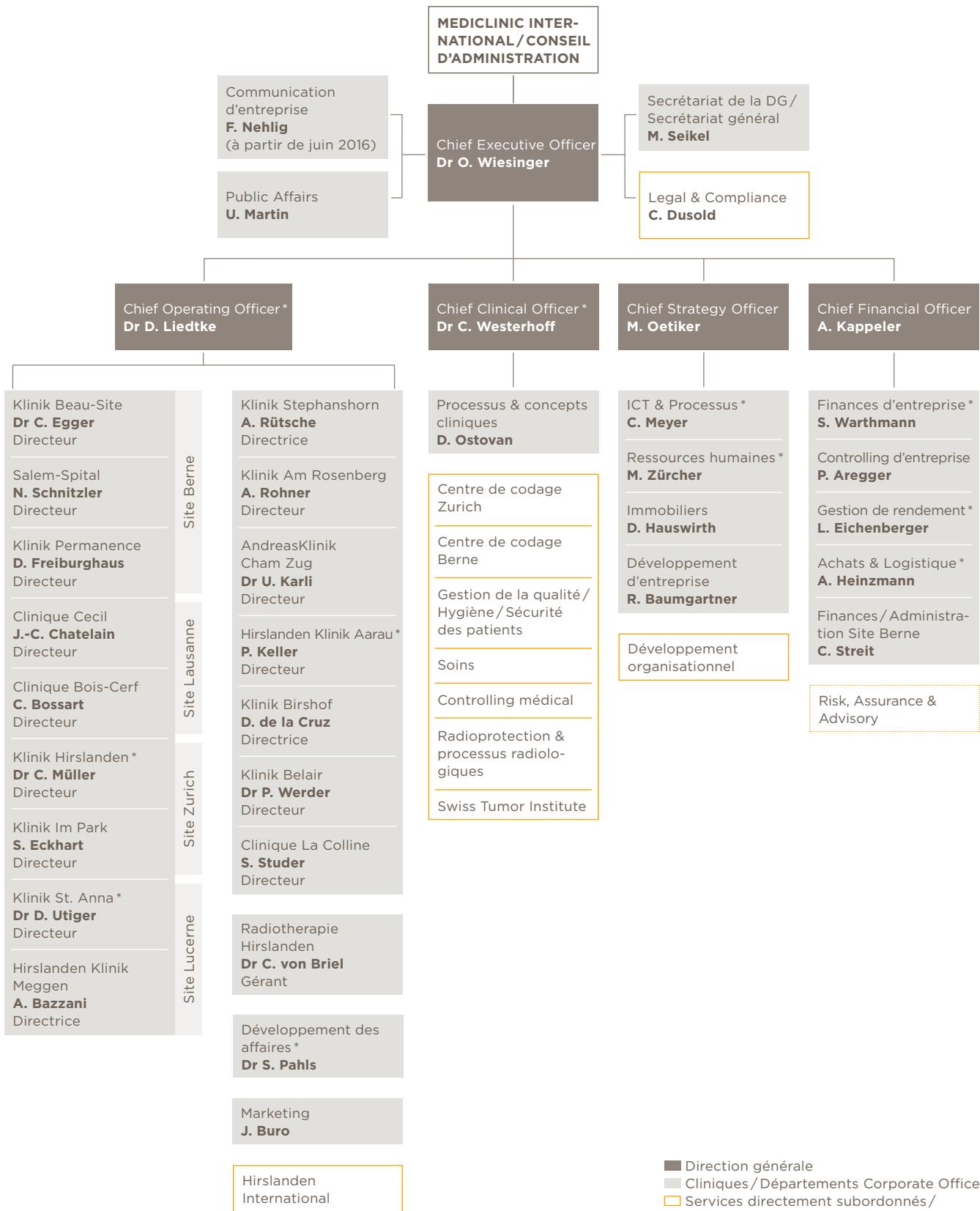
	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	Variation en % par rapport à 2014/15
Patients					
Patients, accouchées ¹	82 653	87 248	94 037	98 609	5%
Jours de soins ²	396 488	418 711	453 741	469 167	3%
Durée du séjour	4.8	4.8	4.8	4.8	-1%
Chiffre d'affaires					
Chiffre d'affaires (en mio CHF)	1 314	1 437	1 563	1 647	5%
Chiffre d'affaires prestations hospitalières (en mio CHF)	1 010	1 114	1 222	1 288	5%
Chiffre d'affaires prestations ambulatoires (en mio CHF)	241	252	262	275	5%
Autres produits d'exploitation (en mio CHF)	63	71	79	85	8%
Effectif du personnel					
Nombre moyen de postes à plein temps ³	5 065	5 530	6 213	6 573	6%

¹ hospitalisés, sans nouveau-nés

² recensement des jours d'hospitalisation, sans nouveau-nés

³ personnes en formation, étudiants et stagiaires, y c. médecins employés

ORGANIGRAMME



APERÇU DES INVESTISSEMENTS 2015/16

Au cours de l'exercice 2015/16, le Groupe de cliniques privées Hirslanden a investi une fois encore dans des biens immobiliers et mobiliers, en l'occurrence pour un montant total de 144 millions de CHF. En procédant à des investissements continus dans de nouveaux sites et de nouvelles infrastructures techniques, le Groupe applique systématiquement sa stratégie de croissance et crée sans cesse de la valeur ajoutée pour les patients comme pour les médecins accrédités.

La réalisation d'un réseau de soins intégrés renforçant la collaboration régionale entre les cliniques est au cœur de la stratégie de croissance de Hirslanden. Au sein de ce

réseau, les patients ont accès rapidement à des consultations de médecine générale ou spécialisée ainsi qu'à des traitements dans les cliniques Hirslanden par le biais de centres médicaux ambulatoires comme celui qui a ouvert ses portes en janvier 2016 à Guin.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des principaux investissements dans des biens immobiliers et mobiliers effectués durant l'exercice écoulé.

Clinique	Projet	Volume total du projet
Klinik Stephanshorn	Pavillon d'hospitalisation et service d'urgence	7000
Klinik Birshof	Radiologie et cabinets médicaux	17000
Clinique Bois-Cerf	Transformation de la salle d'opération d'ophtalmologie	2800
Clinique Bois-Cerf	Institut de radiologie de l'ouest lausannois (IROL)	4600
Klinik Hirslanden	2 ^e scanographe	3260
Clinique Cecil	Salle d'opération hybride et centre de chirurgie ambulatoire	19950
Hirslanden Fribourg	Praxiszentrum Düdingen	6700
Hirslanden Klinik Aarau	Unité de soins intensifs, salle de réveil et service d'urgence	8700
Hirslanden Klinik Aarau	Accélérateur linéaire	3250
Klinik Hirslanden	Remplacement de l'unité de production de froid	3400
Klinik Im Park	Transformation du service d'urgence	3700
Klinik Hirslanden	Accélérateur linéaire	2960
Klinik St. Anna	Accroissement de la capacité opératoire	2950
Klinik Stephanshorn	Accroissement de la capacité opératoire	2900

KLINIK BIRSHOF

Au terme de 18 mois de travaux de planification et de construction, la Klinik Birshof a ouvert de nouveaux cabinets médicaux et un service de radiologie en mai 2015.



600	m ² de surface pour le nouveau service de radiologie
16	nouvelles salles de traitement
14	nouveaux bureaux de médecins

CLINIQUE BOIS-CERF

Depuis août 2015, l'Institut de radiologie de l'ouest lausannois (IROL) traite des patients de la région cinq jours par semaine.



600	m ² de surface
2	radiologues expérimentés dirigent l'IROl
6	appareils radiologiques de la dernière génération sont en service à l'IROl

CLINIQUE CECIL

Depuis début novembre 2015, la Clinique Cecil de Lausanne est dotée d'un centre de chirurgie ambulatoire ainsi que de la première salle d'opération hybride pour les interventions cardiovasculaires de Romandie.



900	m ² de surface pour le nouveau centre
9	lits de jour au centre de chirurgie ambulatoire
80	m ² de surface pour la salle d'opération hybride

HIRSLANDEN FRIBOURG

Avec le Praxiszentrum Düdingen, les patients du district de la Singine bénéficient d'une offre médicale étendue, allant de prestations de médecine de famille à des prestations de diagnostic radiologique.



20	nouveaux postes de travail
9	médecins
12	professionnels de la santé

RESSOURCES HUMAINES: DES COLLABORATEURS SATISFAITS SONT LA MEILLEURE PUBLICITÉ QUI SOIT

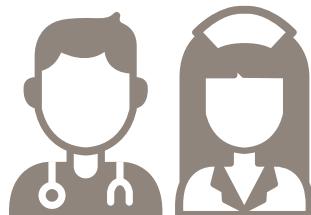
LE PERSONNEL EST LA PLUS IMPORTANTE RESSOURCE D'UN GROUPE DE SANTÉ. OR, LE MARCHÉ DU TRAVAIL N'ABONDE PAS EN MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE. C'EST LE CAS EN PARTICULIER DANS LE DOMAINE DES SOINS INFIRMIERS, NOTAMMENT SPÉCIALISÉS. AUSSI LE GROUPE HIRSLANDEN CONSENTE-T-IL D'IMPORTANTS EFFORTS POUR, D'UNE PART, PROMOUVOIR SES COLLABORATEURS ACTUELS ET LES FIDÉLISER À LONG TERME ET, D'AUTRE PART, RECRUTER LES PERSONNES LES PLUS TALENTUEUSES.

DES LIENS ÉMOTIONNELS PUISSANTS

Le principal facteur d'une fidélité durable est l'attachement des collaborateurs à leur poste et à leur équipe. C'est ce qui a incité la société-mère, Mediclinic, à lancer le programme «Employee Engagement» dans le cadre d'une stratégie internationale de ressources humaines. En 2015, le Groupe de cliniques privées Hirslanden a lui aussi mené pour la première fois l'enquête «Your Voice», d'une durée de quatre ans, auprès de son personnel dans le but de déterminer, d'analyser et enfin de renforcer les liens émotionnels qui unissent les collaborateurs à l'entreprise et leur satisfaction à l'égard de leur travail. Comparé à ses entreprises sœurs de Dubaï et d'Afrique du Sud, Hirslanden a enregistré le taux de participation le plus élevé (78%). Les résultats de l'enquête étaient plus réjouissants encore: le Groupe a obtenu de bons résultats en matière de satisfaction des collaborateurs (3,94 points sur 5) mais aussi de liens émotionnels (3,85 points sur 5). Au cours des prochains mois, les résultats feront l'objet d'une analyse approfondie et des mesures seront prises dans l'optique d'accroître l'attachement des collaborateurs à l'entreprise et d'améliorer leur satisfaction.

RECRUTER ET FIDÉLISER LES PERSONNES TALENTUEUSES

L'année dernière, de nombreuses récompenses ont montré que Hirslanden était un employeur attractif et perçu comme tel. Ainsi, Hirslanden Berne a été nommé d'emblée au palmarès des «Meilleurs employeurs de Suisse» dans le cadre de l'étude de benchmarking «Great Place to Work®». Une étude d'Universum, premier spécialiste mondial de la marque employeur, a montré quelle force les étudiants attribuaient à la marque «Hirslanden»: sur 50 entreprises du secteur médecine/santé, Hirslanden venait en troisième position par ordre de préférence. Les récompenses de ce type nous aident à positionner Hirslanden de façon optimale sur tous les canaux médiatiques ainsi que lors des foires/expositions et des conférences et, par là, à recruter les jeunes les plus talentueux. L'étude Best Recruiter actuelle a confirmé ces efforts, plaçant Hirslanden au sixième rang des meilleurs recruteurs et le désignant même meilleur recruteur dans le domaine de la santé parmi les 89 meilleurs employeurs de Suisse.



8 750
6 730
2 020
78
3.94
3.85

collaborateurs (sans médecins employés)

collaborateurs de sexe féminin

collaborateurs de sexe masculin

pour cent de participation à l'enquête auprès du personnel

sur un total de 5 points, c'est la note obtenue par Hirslanden pour la satisfaction des collaborateurs

sur un total de 5 points, c'est la note obtenue par Hirslanden pour les liens émotionnels des collaborateurs

POLITIQUE DE LA SANTÉ: CONTOURNER LE LIBRE CHOIX DE L'HÔPITAL PAR DES MOYENS DÉTOURNÉS?

VOICI MAINTENANT PLUS DE QUATRE ANS QUE LE NOUVEAU FINANCEMENT HOSPITALIER EST ENTRÉ EN VIGUEUR. LES ESPRITS SE SONT CALMÉS ET, PETIT À PETIT, LE NOUVEAU SYSTÈME SE MET EN PLACE. LA CONCURRENCE, CEPENDANT, DEMEURE UN PROBLÈME POUR BEAUCOUP. AUSSI CERTAINS CANTONS CHERCHENT-ILS À CONTOURNER LE LIBRE CHOIX DE L'HÔPITAL À TRAVERS LEUR RÔLE DE PROPRIÉTAIRE D'ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS – UNE ÉVOLUTION PROBLÉMATIQUE.

A Berne, un hôpital est transformé en centre d'accueil pour demandeurs d'asile; dans de nombreux autres cantons, des hôpitaux publics affichent des pertes financières, certains doivent même réduire leurs effectifs. Dans le même temps, les cliniques privées parviennent chaque année à gagner d'importantes parts de marché. Quatre ans après l'introduction du nouveau financement hospitalier, les effets de la réforme commencent à se faire sentir. La concurrence souhaitée par le législateur joue bel et bien. Cette évolution portant ombrage à de nombreux cantons, notamment dans leur fonction d'exploitants d'hôpitaux, ils cherchent à en-traver le libre choix de l'hôpital.

DES TARIFS DE RÉFÉRENCE ALÉATOIRES

Logiquement, avec le financement hospitalier, les prix de base dans les cantons devraient s'harmoniser progressivement et la rétribution des hôpitaux dépendre de la sévérité des cas cliniques. Les différences de rémunération s'expliqueraient alors par des tarifs inférieurs pour le traitement de cas moins complexes à l'intérieur du canton et par des tarifs plus élevés pour des interventions plus complexes dans des hôpitaux spécialisés et universitaires situés en dehors du canton. Telle est du moins la théorie.

Dans la pratique, le contraire se produit. Certains cantons de Suisse romande rétribuent en effet une simple opération de la main sur leur territoire avec un prix de base supérieur de près de CHF 1000 à un quadruple pontage coronarien à cœur ouvert en dehors du canton. Par peur que leurs propres hôpitaux perdent des patients au profit des cliniques privées, les tarifs de référence pour les traitements hospitaliers hors canton sont fixés arbitrairement à des niveaux si bas que les prestataires extracantonaux n'ont aucun intérêt à prendre ces patients en charge. Or, en introduisant le nouveau financement hospitalier, le législateur fédéral entendait précisément atteindre l'effet inverse, à savoir créer une concurrence par-delà les frontières des cantons au lieu d'édifier des murs tarifaires.

LA ROMANDIE S'ISOLE

La définition de contingents pour les cliniques privées de Romandie constitue un autre exemple. Certains cantons n'ont attribué que des contingents très restreints aux cliniques privées de leur territoire tandis que les prestataires publics ne se voyaient que peu limités. De plus, les cantons n'acceptent pas le traitement extracantonal de patients en hôpital privé. Un certain nombre de procédures judiciaires sont en cours.

DES CANTONS ATTAQUENT D'AUTRES CANTONS

Le troisième exemple est celui de la Suisse alémanique. Le Tribunal administratif fédéral a donné raison à un canton qui jugeait incorrecte la planification hospitalière de deux autres. Si les motifs qui ont poussé ce canton à recourir à une procédure judiciaire sont compréhensibles, les conséquences de ces deux jugements sont très incertaines. Par crainte d'être sanctionnés par les tribunaux, de nombreux cantons repoussent l'échéance de révision de leurs listes hospitalières, cimentant par là temporairement le statu quo. A moyen terme, il existe toutefois des risques que les cantons passent des accords sur la planification hospitalière et se prennent mutuellement en considération en tant qu'exploitants d'hôpitaux au détriment des cliniques privées. Un tel comportement irait à l'encontre de la volonté du législateur fédéral qui prescrit l'égalité de traitement des prestataires publics et privés.

Favorable à une concurrence libre et loyale, le Groupe de cliniques privées Hirslanden est aussi prêt à y faire face. Il importe donc de prévenir les restrictions qui s'y opposent et d'attirer l'attention sur les inégalités de traitement. La version révisée de la loi sur l'assurance-maladie doit être appliquée dans l'esprit voulu par le législateur fédéral, de telle façon que les patients puissent choisir leur hôpital sur des critères de qualité et de rentabilité, par-delà les frontières des cantons.

ACCROÎTRE LA QUALITÉ DES SOINS ET LE BÉNÉFICE POUR LE PATIENT

VOICI PLUS DE DIX ANS MAINTENANT QUE LE GROUPE DE CLINIQUES PRIVÉES HIRSLANDEN COLLECTE UN IMPORTANT VOLUME DE DONNÉES SUR LA QUALITÉ, QU'IL PUBLIE DANS SON RAPPORT ANNUEL ET DE QUALITÉ DEPUIS 2010. LA COLLECTE ET LA PUBLICATION DE CES DONNÉES ONT POUR EFFET DE PROMOUVOIR LA QUALITÉ DES SOINS DISPENSÉS DANS LES HÔPITAUX SUISSES MAIS AUSSI LA COMPÉTITION ENTRE CES HÔPITAUX EN TERMES DE QUALITÉ.

Le Groupe de cliniques privées Hirslanden a pour objectif premier de générer un bénéfice pour les patients. Pour y parvenir et accroître ce bénéfice de façon continue, la qualité des soins et la sécurité des patients doivent être garanties. Hirslanden contrôle chaque année si ces objectifs sont remplis (et comment) au moyen de vastes évaluations de la qualité. Les résultats sont publiés dans son rapport de qualité. Pour la première fois, le rapport de qualité 2015/16 détaillé est mis à disposition en ligne pour cet exercice. La version imprimée fournit un rapide aperçu des principales informations et des chiffres clés issus des différentes collectes de données.

ÉVALUER LA QUALITÉ

Evaluer la qualité médicale est une tâche de grande ampleur et relativement complexe exigeant un grand engagement de la part de toutes les cliniques. Pour ce faire, Hirslanden s'appuie sur des chiffres cliniques clés, pour lesquels des systèmes d'indicateurs ont été développés et améliorés au fil des années, ainsi que sur des directives de santé nationales et internationales. L'emploi de méthodes de collecte de données identiques dans les différents établissements permet de comparer les cliniques proposant un éventail de prestations similaires et d'établir un benchmark spécifique.

Ce dernier facilite l'évaluation des prestations de services et contribue à définir des mesures ayant pour but d'améliorer encore la qualité des soins et la sécurité des patients. Par ailleurs, le relevé d'indicateurs nationaux et internationaux permet d'effectuer des comparaisons avec des hôpitaux suisses et étrangers.

COMPRENDRE LES ÉVALUATIONS DE QUALITÉ

Comprendre la méthode et les fondements des différents relevés de la qualité suppose d'examiner de près de quoi il s'agit. En outre, si la collecte de données en elle-même exige un processus de réflexion différencié, la complexité des résultats obtenus impose une analyse et une interprétation poussées. Au sein du Groupe Hirslanden, ces analyses et interprétations sont assurées par différentes instances responsables de la gestion de la qualité. Il incombe ensuite à ces dernières de tirer des résultats obtenus des mesures correspondantes et, par là, de poursuivre le processus d'amélioration continue.

Hirslanden compte plusieurs instances impliquées dans l'évaluation et le maintien de la qualité: d'une part, une commission de qualité de composition interprofessionnelle et, dans chaque clinique, une commission chargée de l'hygiène et une autre chargée du traitement des quasi-accidents (Critical Incident Reporting System, CIRS); d'autre part, en 2014, un poste de Chef de département des Services cliniques a été mis en place dans chaque clinique Hirslanden. Ce dernier apporte son soutien aux directeurs de cliniques en matière de qualité médicale et de sécurité des patients et assume la responsabilité professionnelle de la fourniture des prestations médicales. Il est par ailleurs responsable du respect des exigences réglementaires et de la mise en œuvre correcte des mandats de prestations cantonaux.

COMPARER LES RÉSULTATS

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'un des avantages d'une évaluation continue à l'échelle du groupe est la possibilité d'établir des comparaisons entre cliniques ainsi que des benchmarks. En cela, les meilleures pratiques constituent toujours la référence. Les résultats, cependant, ne sont pas les seuls points de comparaison. La gestion de la qualité des cliniques fait l'objet d'échanges systématiques visant à élaborer des mesures concrètes et à prévenir toute perte de qualité de façon proactive. L'implication, depuis le début de l'exercice, des Services cliniques au sein de la direction générale témoigne de la place accordée à Hirslanden à l'évaluation, au contrôle et à l'amélioration de la qualité.

LA QUALITÉ MÉDICALE EN SUISSE

Dans le secteur suisse de la santé, il existe un grand nombre d'initiatives visant à améliorer la qualité, témoignage de l'engagement du pays en faveur de soins de haute qualité et toujours meilleurs. En tant que membre de différents comités dédiés à l'amélioration de la qualité, Hirslanden apporte ici une contribution active. Ainsi, le Groupe de cliniques privées est par exemple membre de l'Association nationale pour le développement de la qualité dans les hôpitaux et les cliniques (ANQ). Financée par H+ (Les Hôpitaux de Suisse), les cantons, l'organisation faîtière de la branche des assureurs (santésuisse) et les assureurs sociaux fédéraux, cette association a pour mission d'identifier des solutions qui permettraient d'améliorer la qualité et ce, grâce à une évaluation unifiée de la qualité des résultats obtenus dans les hôpitaux suisses.

Le programme de mesures de l'ANQ relatif aux soins somatiques aigus utilise les indicateurs suivants:

- Taux de réhospitalisations (méthode SQLape)
- Taux de réopérations (méthode SQLape)
- Infections postopératoires des plaies (avec Swissnoso)
- Satisfaction des patients
- Mesure de la prévalence des escarres (méthode LPZ)
- Mesure de la prévalence des chutes (méthode LPZ)
- Registre des implants SIRIS

Hirslanden considère que l'instrument d'évaluation de l'ANQ est précieux en ceci qu'il permet une comparaison qualitative des hôpitaux suisses et relève par ailleurs d'autres indicateurs. Le lecteur trouvera dans les pages suivantes des informations détaillées sur la satisfaction des patients, les readmissions et réopérations non planifiées et les chutes. Par ailleurs, Hirslanden fournit des données au sujet de la surveillance des infections et de la sécurité des patients, ainsi que sur la mortalité dans les unités de soins intensifs et selon CH-IQI (Swiss Inpatient Quality Indicators; indicateurs de qualité pour les hôpitaux de soins aigus de l'Office fédéral de la santé).

LA QUALITÉ MÉDICALE CHEZ HIRSLANDEN AU COURS DE L'EXERCICE 2015/16

Dans les pages qui vont suivre, le lecteur trouvera une présentation de différents indicateurs de qualité relevés chaque année par Hirslanden, ainsi que des explications s'y rapportant. Un bref résumé des principaux résultats permet toutefois de se rendre compte au préalable des principaux changements survenus: les enquêtes de satisfaction auprès des patients sur la base de l'ANQ révèlent une légère baisse à 9.2 (année précédente 9.5) pour Hirslanden. Les valeurs pour les indicateurs «réadmission non planifiée», «réopération non planifiée» et «chutes documentées» ont baissé par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne la surveillance des infections, le taux de «septicémies associées à la présence d'un cathéter» a augmenté. Les autres taux d'infections relevés ont continué à s'améliorer par rapport à l'année précédente. Le taux de mortalité effectif des patients ayant séjourné dans une unité de soins intensifs est passé de 3.2 pour cent à 4.1 pour cent. Cette augmentation est attribuable à l'accroissement du nombre de patients atteints de maladies concomitantes et de cas de médecine cardiaque.

SATISFACTION DES PATIENTS

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES PATIENTS CONSTITUENT UN ÉLÉMENT CENTRAL DE GESTION DE LA QUALITÉ DU GROUPE DE CLINIQUES PRIVÉES HIRSLANDEN. IL S'AGIT LÀ EN EFFET DU SEUL MOYEN POUR LES CLINIQUES DE RÉPONDRE TOUJOURS MIEUX AUX BESOINS DES PATIENTS ET DONC D'ACCROÎTRE LE BÉNÉFICE QUI LEUR EST OFFERT.

Les enquêtes de satisfaction des patients diffèrent par leur étendue et leur profondeur. Tandis que certaines fournissent une image globale et, donc, peu détaillée de la satisfaction des patients, d'autres suivent une approche qualitative permettant aux patients non seulement d'attribuer des points, mais aussi de s'exprimer librement au sujet de ce qu'ils ont vécu. Les deux approches ayant leurs avantages, le Groupe de cliniques privées Hirslanden met en œuvre à la fois des méthodes quantitatives et qualitatives avec l'«Enquête nationale auprès des patientes et patients» de l'Association nationale pour le développement de la qualité dans les hôpitaux et les cliniques (ANQ) et l'enquête HCAHPS (Hospital Consumer Assessment of Healthcare Providers and Systems). Les réponses fournies au petit nombre de questions générales de l'ANQ sont rapportées aux réponses détaillées de l'HCAHPS de façon à obtenir une image complète de la satisfaction des patients dans les établissements du Groupe. L'intégration des questions

HCAHPS présente en outre l'avantage de renseigner sur l'interaction du patient et du personnel infirmier, qui est un facteur essentiel de bien-être des patients.

Les enquêtes révèlent chaque année des potentiels d'amélioration et de développement des soins, ce qui en fait des éléments importants d'accroissement du bénéfice pour le patient.

Les enquêtes réalisées auprès des patients en 2015 font apparaître une légère variation. L'enquête ANQ atteint un nombre de points de 9.4 en moyenne (année précédente: 9.5), 83 pour cent des patients recommanderaient dans tous les cas la clinique Hirslanden dans laquelle ils ont été traités (année précédente: 84 pour cent). Les résultats se situent dans l'intervalle de confiance.



52

pour cent de taux de réponse aux enquêtes ANQ auprès des patients

9.4

points sur 10 sont attribués aux cliniques Hirslanden pour la question «Reviendriez-vous dans cet hôpital pour le même traitement?»

83

pour cent des patients recommanderaient dans tous les cas la clinique Hirslanden où ils ont été traités à leur famille ou à leurs amis

ENQUÊTE NATIONALE AUPRÈS DES PATIENTS (ANQ)

L'Association nationale pour le développement de la qualité dans les hôpitaux et les cliniques (ANQ) évalue chaque année la satisfaction des patients au moyen de l'«Enquête nationale auprès des patients et patients». Celle-ci compte cinq questions, composantes obligatoires du programme de mesure de l'ANQ:

1. Reviendriez-vous dans cet hôpital pour le même traitement?
2. Quelle est votre appréciation de la qualité du traitement que vous avez reçu?
3. Quand vous posez des questions à un médecin, recevez-vous des réponses intelligibles?
4. Quand vous posez des questions au personnel infirmier, recevez-vous des réponses intelligibles?
5. Avez-vous été traité(e) avec respect et dignité pendant votre séjour à l'hôpital?

L'Enquête nationale de 2015 a été réalisée en septembre dernier. Le questionnaire a été remis à 6127 patients après leur sortie d'une clinique Hirslanden; 52 pour cent y ont répondu. Les résultats pour les cinq premières questions sont présentés dans le graphique. Pour toutes les questions, il est possible d'attribuer de 0 point (dans le cas de la question 1: «en aucun cas») à 10 points (dans le cas de la question 1: «dans tous les cas»). Le nombre de points obtenus à la question 1 est considéré comme un indicateur pertinent de la satisfaction globale des patients.

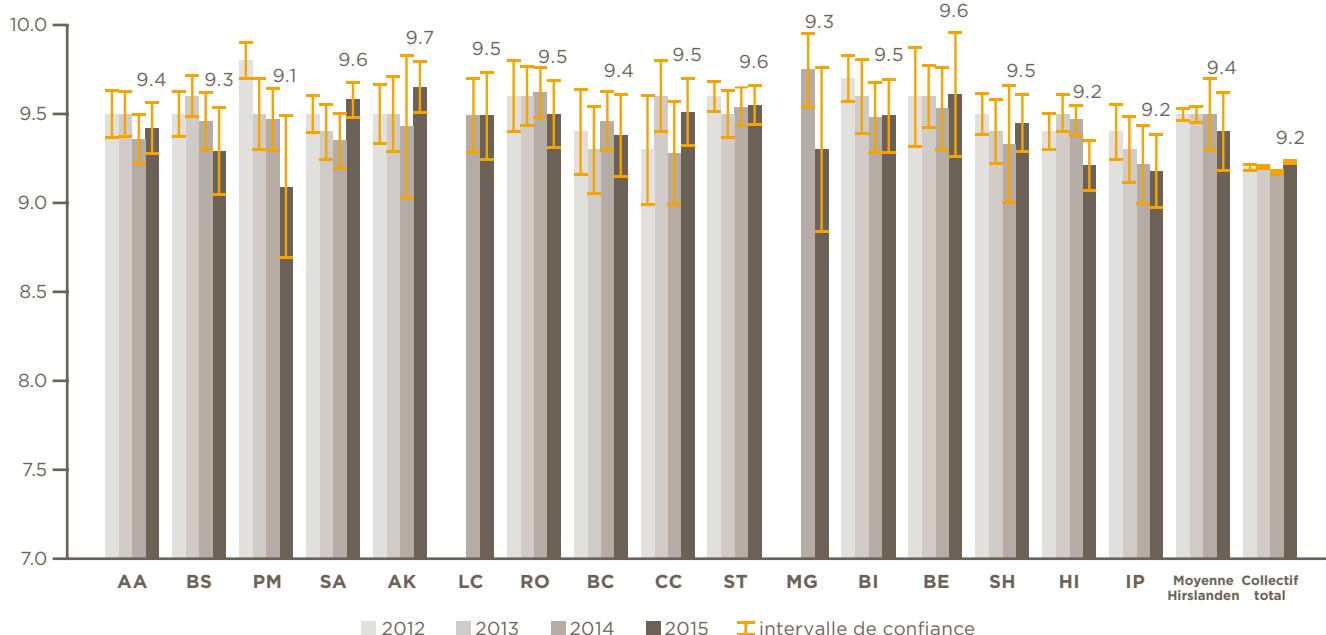
AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne
PM Klinik Permanence, Berne
SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug
LC Clinique La Colline, Genève
RO Klinik Am Rosenberg, Heiden
BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne
MG Hirslanden Klinik Meggen
BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse
SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich
IP Klinik Im Park, Zurich

ANQ, QUESTION N° 1: «REVIENDRIEZ-VOUS DANS CET HÔPITAL POUR LE MÊME TRAITEMENT?» (2012-2015)



MESURE COMPLÉMENTAIRE DE LA SATISFACTION DES PATIENTS

L'enquête de l'ANQ se limitant à cinq questions, elle ne fournit qu'une impression globale de la satisfaction des patients. De plus, presque tous les hôpitaux de Suisse sont notés entre 9 et 10. Ce manque de différenciation affaiblit le caractère informatif des résultats. C'est pourquoi Hirslanden complète l'enquête sur la satisfaction des patients par des questions tirées de l'enquête HCAHPS (Hospital Consumer Assessment of Healthcare Providers and Systems, prononcé «H-caps»). HCAHPS est la première enquête standardisée, couvrant l'ensemble du territoire des États-Unis, sur la satisfaction des patients hospitalisés

à avoir été publiée. Les questions de HCAHPS permettant de fournir des réponses qualitatives, on obtient, d'une part, un tableau plus différencié de la satisfaction des patients et, d'autre part, de précieuses informations sur les potentiels d'amélioration.

Le graphique présente l'analyse des réponses à la question: «Recommanderiez-vous cette clinique à votre famille et à vos amis?» Elle est comparable à la première question de l'ANQ.

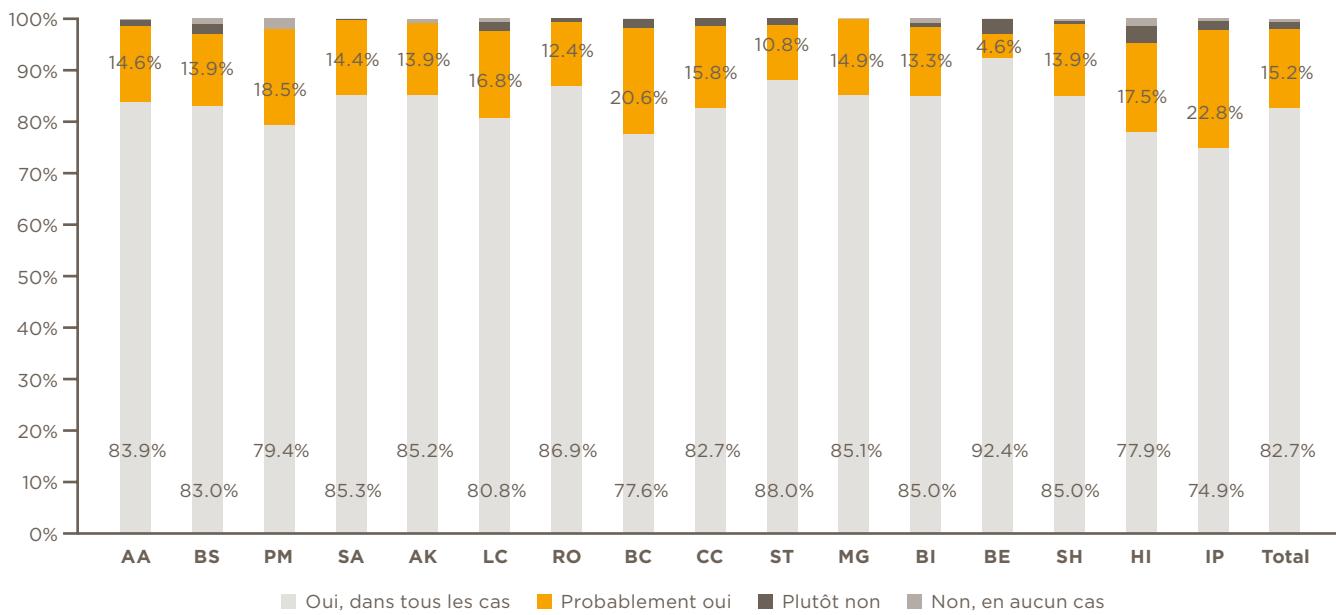
AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne
PM Klinik Permanence, Berne
SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug
LC Clinique La Colline, Genève
RO Klinik Am Rosenberg, Heiden
BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne
MG Hirslanden Klinik Meggen
BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse
SH Klinik Stephanhorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich
IP Klinik Im Park, Zurich

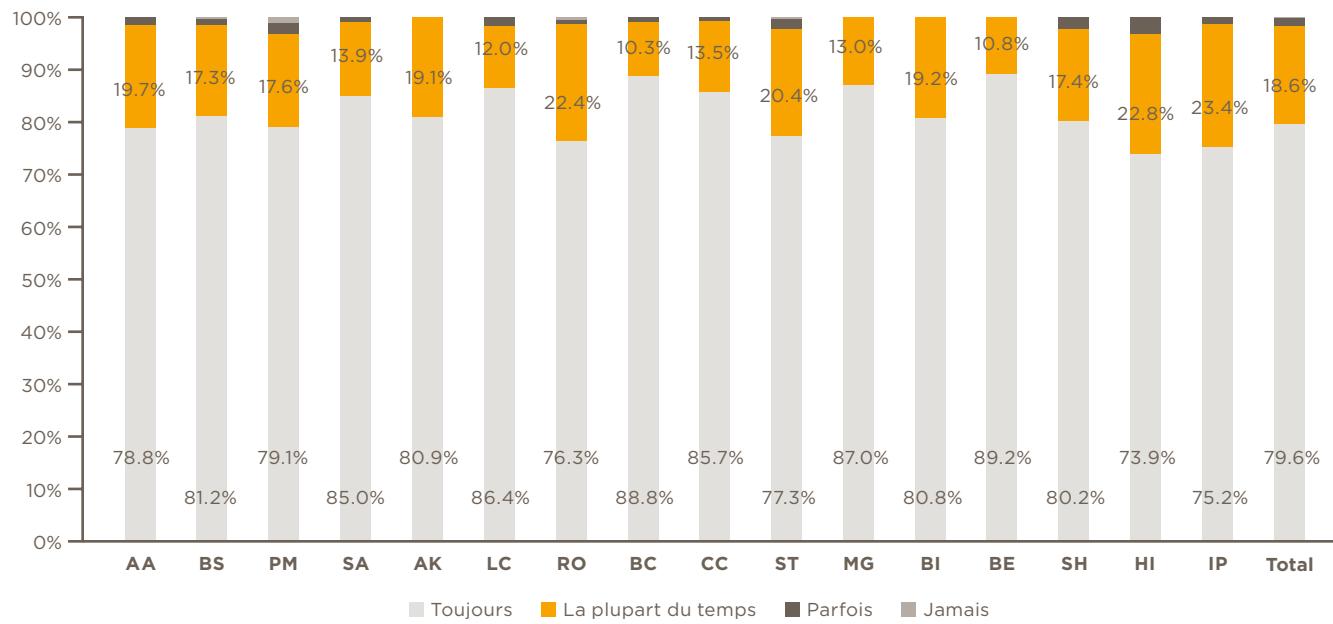
HCAHPS, QUESTION N° 31: «RECOMMANDERIEZ-VOUS CETTE CLINIQUE À VOTRE FAMILLE ET VOS AMIS?»



Tandis que l'enquête de l'ANQ ne compte qu'une question sur l'évaluation des soins (question 4: Quand vous posez des questions au personnel infirmier, recevez-vous des réponses intelligibles?), l'enquête HCAHPS évalue les interactions entre les patients et le personnel infirmier à l'aide d'une douzaine de questions. Citons à titre d'exemple: «À quelle fréquence, avez-vous été traité(e) avec respect et courtoisie par le personnel soignant?» ou encore «Combien de fois le personnel infirmier a-t-il tout mis en

œuvre pour soulager vos douleurs?» A la plupart des questions, les cliniques Hirslanden obtiennent des appréciations allant de bonnes à très bonnes. Comme les années précédentes, certaines révèlent qu'il reste des possibilités d'amélioration.

HCAHPS, QUESTION N° 10: «À QUELLE FRÉQUENCE, AVEZ-VOUS ÉTÉ TRAITÉ(E) AVEC RESPECT ET COURTOISIE PAR LE PERSONNEL SOIGNANT?»



RÉADMISSIONS ET RÉOPÉRATIONS NON PLANIFIÉES ET CHUTES

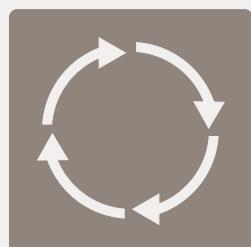
LE GROUPE DE CLINIQUES PRIVÉES RELÈVE LES INDICATEURS PRINCIPAUX QUE SONT LES RÉADMISSIONS ET RÉOPÉRATIONS NON PLANIFIÉES, AINSI QUE LES CHUTES DOCUMENTÉES SUR LA BASE DE L'INTERNATIONAL QUALITY INDICATOR PROJECT, APPORTANT PAR LÀ UNE PRÉCIEUSE CONTRIBUTION À L'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DES RÉSULTATS EN MÉDECINE.

Le relevé de ces indicateurs repose sur l'International Quality Indicator Project (IQIP), qui a été développé en 1985 par des hôpitaux de l'Etat du Maryland aux Etats-Unis. Ayant recueilli la participation de plus de 2000 organisations de santé, l'IQIP a été le plus grand projet de recherche sur l'évaluation de la qualité des résultats en médecine. Rien qu'en Europe, 200 entreprises hospitalières s'étaient engagées à prendre part aux évaluations. Le projet IQIP a pris fin en 2013 suite à la reprise par la société de recherche américaine Press Ganey. Hirslanden continue néanmoins d'utiliser cet instrument bien établi dans ses établissements.

S'il n'est plus possible d'effectuer des comparaisons internationales, le Groupe étant seul à continuer à employer cet instrument, les comparaisons entre cliniques restent possibles, de même qu'un suivi de l'évolution des chiffres pour chacune d'entre elles. Ces chiffres clés sont d'une grande utilité pour déterminer les mesures d'amélioration possibles et garantissent donc un processus d'amélioration continue. Ce dernier compte trois étapes successives: l'analyse et l'interprétation des résultats par les instances compétentes dans les cliniques, l'élaboration de mesures d'optimisation et de prévention concrètes et, enfin, des échanges au sujet de ces mesures dans le cadre de rencontres à l'échelle du groupe en vue de parvenir à une adhésion aux «meilleures pratiques».

Les trois principaux indicateurs relevés par Hirslanden se sont améliorés en 2015. De fait, il y a eu moins de réadmissions et réopérations non planifiées ainsi que de chutes documentées.

Lors de l'interprétation des mesures, deux aspects sont à prendre en compte. Tout d'abord, les différences entre cliniques doivent être interprétées également dans le contexte de leur gamme respective de prestations. Deuxièmement, une tendance fiable ne peut se dégager qu'à l'issue d'une comparaison sur plusieurs années car les changements mesurés sur une année sont inférieurs aux intervalles de confiance. L'«intervalle de confiance» décrit l'intervalle à l'intérieur duquel la valeur exacte d'un paramètre a la plus forte probabilité (95%) de se situer. Son ampleur dépend de plusieurs facteurs, l'un des plus importants étant la fréquence de l'événement en question. Plus celui-ci est rare, plus l'intervalle de confiance est large.



98.7

98.7

998

pour cent des départs de patients ne sont suivis d'aucune réadmission non planifiée

pour cent des opérations ne sont suivies d'aucune réopération non planifiée

jours de traitement sur 1000 sans chute

RÉADMISSION NON PLANIFIÉE

L'indicateur «Réadmission non planifiée en 15 jours» a très légèrement diminué par rapport à l'exercice précédent. Il convient toutefois de noter que les valeurs relevées ne sont pas corrigées du risque, ce qui rend la comparaison difficile.

Pour garantir la pertinence de l'indicateur «Réadmission non planifiée», les cliniques doivent faire une distinction précise entre les réadmissions non planifiées et planifiées selon les consignes. Plusieurs cycles de chimiothérapie compteront par exemple au nombre des réadmissions planifiées. Ainsi que l'ont révélé des audits de saisie réalisés dans les cliniques, cette différenciation ne fonctionne pas encore correctement partout.

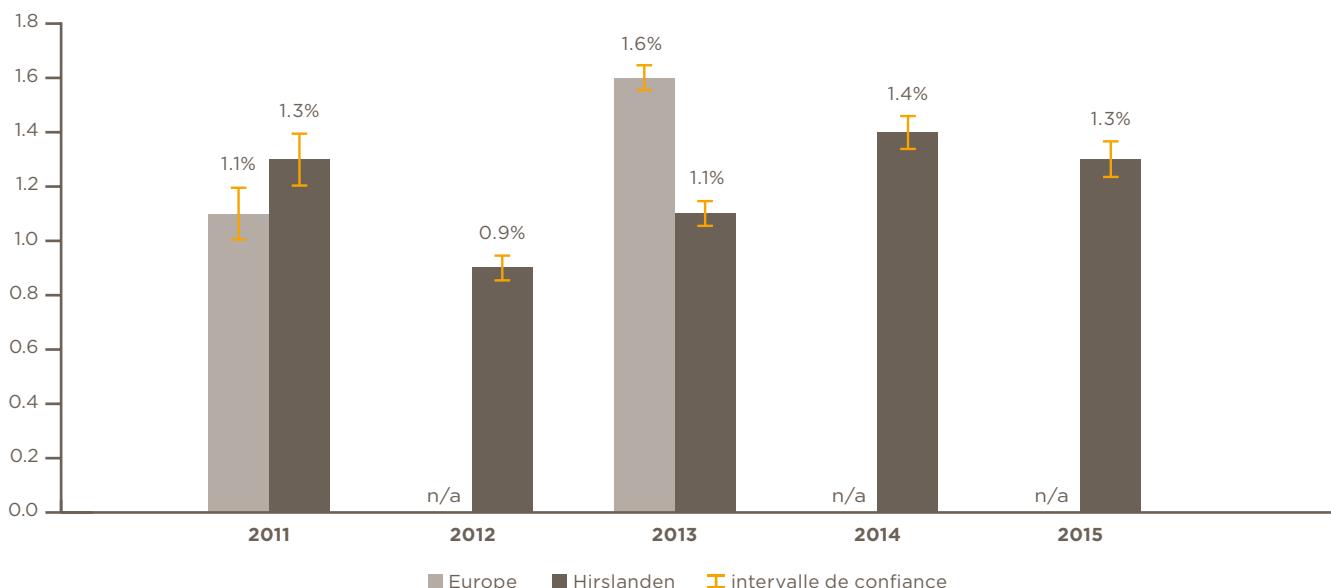
AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne
PM Klinik Permanence, Berne
SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug
LC Clinique La Colline, Genève
RO Klinik Am Rosenberg, Heiden
BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne
MG Hirslanden Klinik Meggen
BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse
SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich
IP Klinik Im Park, Zurich

Réadmission non planifiée (<= 15 jours)
(2011-2015)



Réadmission non planifiée (<= 15 jours), données 2015

	AA	BS	PM	SA	AK	LC	RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP	Total
Nombre de sorties	10 258	6 620	3 463	9 885	4 166	3 837	3 898	3 592	3 853	11 977	11 80	3 269	1 431	7 313	18 963	7 021	100 726
Nombre de réadmissions non planifiées	125	153	19	108	44	63	29	45	54	269	6	15	14	75	217	52	1 288
%	1.22	2.31	0.55	1.09	1.06	1.64	0.74	1.25	1.40	2.25	0.51	0.46	0.98	1.06	1.14	0.74	1.28

RETOUR NON PLANIFIÉ EN SALLE D'OPÉRATION

L'indicateur «Retour non planifié en salle d'opération» est en légère baisse par rapport à l'exercice précédent. Les intervalles de confiance des années 2014 et 2015 se chevauchant toutefois fortement, on ne peut en conclure que le résultat s'est amélioré.

Concernant les différentes valeurs de cet indicateur, il convient là aussi d'examiner si des réopérations planifiées n'ont pas été comptabilisées par erreur. A titre d'exemple, le renouvellement régulier de pansements en salle d'opération ne doit pas être comptabilisé dans cette mesure.

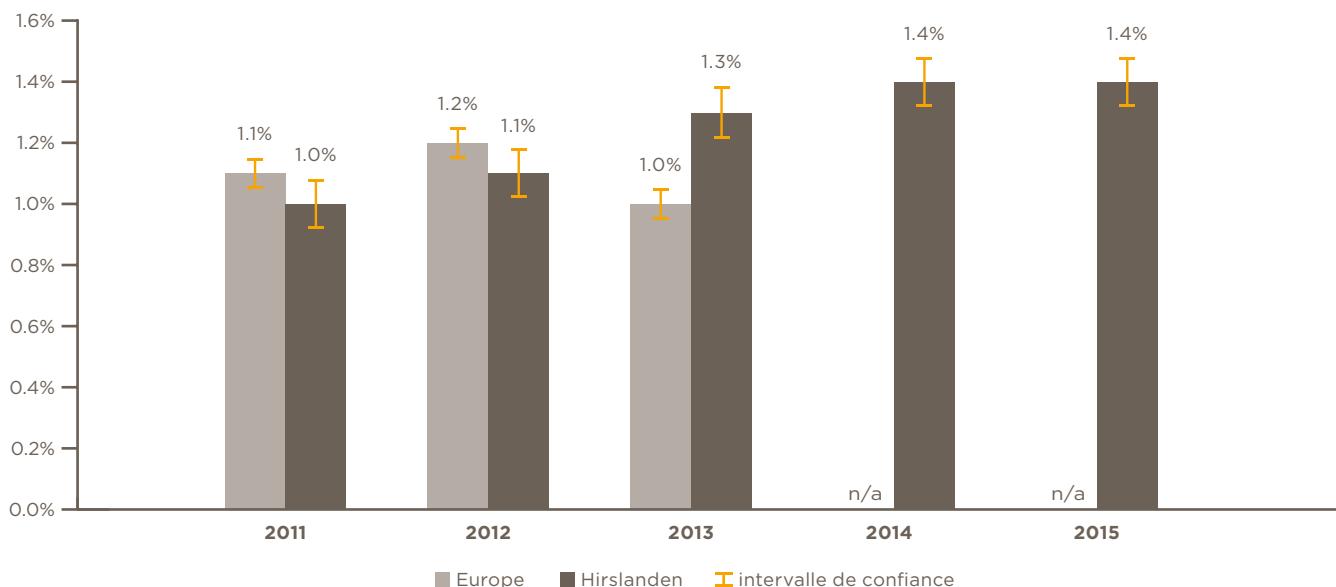
AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne
PM Klinik Permanence, Berne
SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug
LC Clinique La Colline, Genève
RO Klinik Am Rosenberg, Heiden
BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne
MG Hirslanden Klinik Meggen
BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse
SH Klinik Stephanhorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich
IP Klinik Im Park, Zurich

Retour non planifié en salle d'opération
(2011-2015)



Retour non planifié en salle d'opération, données 2015																	Total
	AA	BS	PM	SA	AK	LC	RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP	Total
Nombre d'opérations	6688	5398	3630	8522	3102	3392	3901	2772	2678	8000	1126	3236	1439	5509	13 712	7049	80154
Nombre de retours non planifiés en salle d'opération	142	168	16	69	36	44	17	6	37	118	6	11	14	65	264	69	1082
%	2.12	3.11	0.44	0.80	1.16	1.30	0.44	0.22	1.38	1.48	0.53	0.34	0.97	1.18	1.93	0.98	1.35

CHUTES DOCUMENTÉES

Pour l'année 2015, les cliniques Hirslanden ont enregistré 1051 chutes en 491492 jours de traitement. En la matière, les chiffres du Groupe Hirslanden restent donc inférieurs à la valeur de comparaison européenne.

Les chutes de patients peuvent avoir des causes très diverses. Les prévenir représente donc une tâche complexe pour toutes les cliniques, dans le cadre des soins infirmiers en particulier. Le personnel infirmier des cliniques Hirslanden assume cette mission en réévaluant régulièrement le risque individuel de chute d'un patient pendant son séjour et en adaptant les mesures de prévention en conséquence.

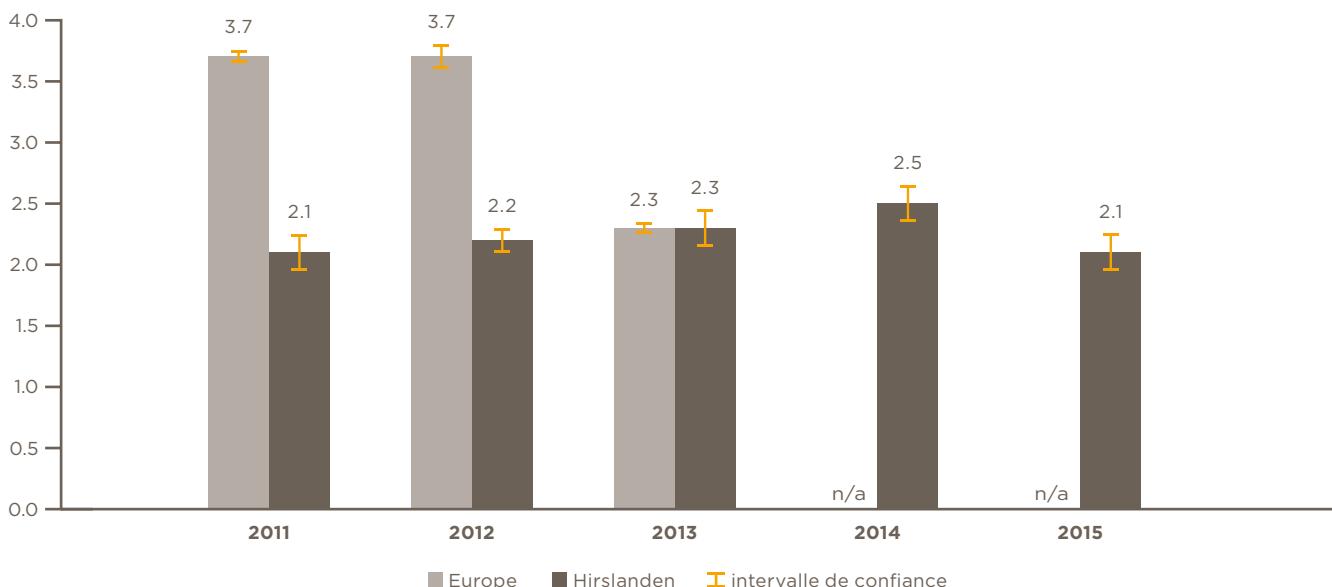
AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne
PM Klinik Permanence, Berne
SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug
LC Clinique La Colline, Genève
RO Klinik Am Rosenberg, Heiden
BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne
MG Hirslanden Klinik Meggen
BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse
SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich
IP Klinik Im Park, Zurich

Chutes documentées
Cas pour 1000 jours de traitement (2011-2015)



Chutes documentées, données 2015	AA	BS	PM	SA	AK	LC	RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP	Total
Nombre de jours de traitement	46 086	35 890	10 409	42 760	19 399	19 421	16 036	17 233	21 807	61 682	4 170	12 992	6 439	34 986	106 147	36 035	491 492
Nombre de chutes	124	104	18	97	22	72	15	49	27	147	0	29	3	56	186	102	1 051
Cas pour 1000 jours de traitement	2.69	2.90	1.73	2.27	1.13	3.71	0.94	2.84	1.24	2.38	0.00	2.23	0.47	1.60	1.75	2.83	2.14

SURVEILLANCE DES INFECTIONS ET SÉCURITÉ DES PATIENTS

COMME LA SATISFACTION DES PATIENTS, LA SURVEILLANCE DES INFECTIONS ET LA SÉCURITÉ DES PATIENTS COMPTENT PARMI LES PRINCIPAUX FACTEURS DE BÉNÉFICE POUR LE PATIENT. UNE GESTION DE L'HYGIÈNE SYSTÉMATISÉE EST DONC UNE CONDITION INDISPENSABLE, EN PARTICULIER DANS LES DOMAINES HOSPITALIERS DANS LESQUELS LE RISQUE D'INFECTION EST ÉLEVÉ, DANS LES UNITÉS DE SOINS INTENSIFS PAR EXEMPLE.

Depuis 2008, le Groupe de cliniques privées Hirslanden recense les infections nosocomiales à l'aide du système de surveillance des infections en milieu hospitalier (KISS) du centre de conseils sur l'hygiène (BZH). Comme il s'agit de la plus grande base de données mondiale pour les infections nosocomiales, KISS offre d'excellentes possibilités de comparaison. Les données relevées portent sur deux domaines: d'une part, la fréquence d'utilisation de cathéters et de respirateurs (dispositifs médicaux ou «devices» en anglais) dans les unités de soins intensifs, de même que les infections qui y sont liées, et d'autre part, l'incidence d'infections dans les interventions de routine. Le recensement des infections associées aux dispositifs médicaux est de la plus haute importance pour l'amélioration de la qualité dans les hôpitaux. C'est la raison pour laquelle l'OMS l'a inclus dans son projet «High 5s» lancé dès l'année 2006 dans le but d'améliorer la sécurité des patients.

Les infections associées aux dispositifs médicaux en unités de soins intensifs incluent le nombre de maladies septiques liées aux cathéters veineux centraux, le nombre d'infections des voies urinaires liées aux sondes vésicales et le nombre de pneumonies liées aux ventilations assistées. Le nombre de jours d'utilisation est rapporté au nombre de patients atteints

d'infections. Les valeurs ainsi calculées sont comparées au «75^e percentile», c'est-à-dire à la valeur correspondant au résultat obtenu par 75 pour cent des cliniques. Le choix de cette valeur de comparaison est lié à la fréquence d'utilisation des différents cathéters dans le groupe de patients considéré.

En 2015, on note une augmentation du nombre de maladies septiques liées à l'emploi de cathéters veineux centraux. Pour la première fois depuis plusieurs années, cet indicateur se situe au-dessus du 75^e percentile. Le tableau situé sous le graphique montre qu'il s'agit de cas isolés. Une analyse approfondie a révélé que cette élévation de fréquence s'était produite pour l'essentiel au cours du premier semestre et les mesures prises alors s'avèrent efficaces. Le nombre d'infections des voies urinaires liées aux sondes vésicales et le nombre de pneumonies liées aux ventilations assistées ont, en revanche, pu être encore réduits.



98.8

99.0

19

pour cent des poses de cathéter veineux central n'entraînent pas de septicémie

pour cent des poses de sonde urinaire n'entraînent pas d'infection

pour cent de cas de pneumonie associée à la ventilation assistée de moins que l'année précédente

INFECTIONS ASSOCIÉES AUX DISPOSITIFS MÉDICAUX EN UNITÉ DE SOINS INTENSIFS

Le taux de «Septicémie associée à la présence d'un cathéter» a augmenté par rapport à l'année précédente. Le résultat total pour toutes les cliniques Hirslanden se situe donc pour la première fois depuis plusieurs années au-dessus du 75^e percentile. Cette augmentation a été observée au cours du premier semestre et les mesures prises alors se sont montrées efficaces au second semestre.

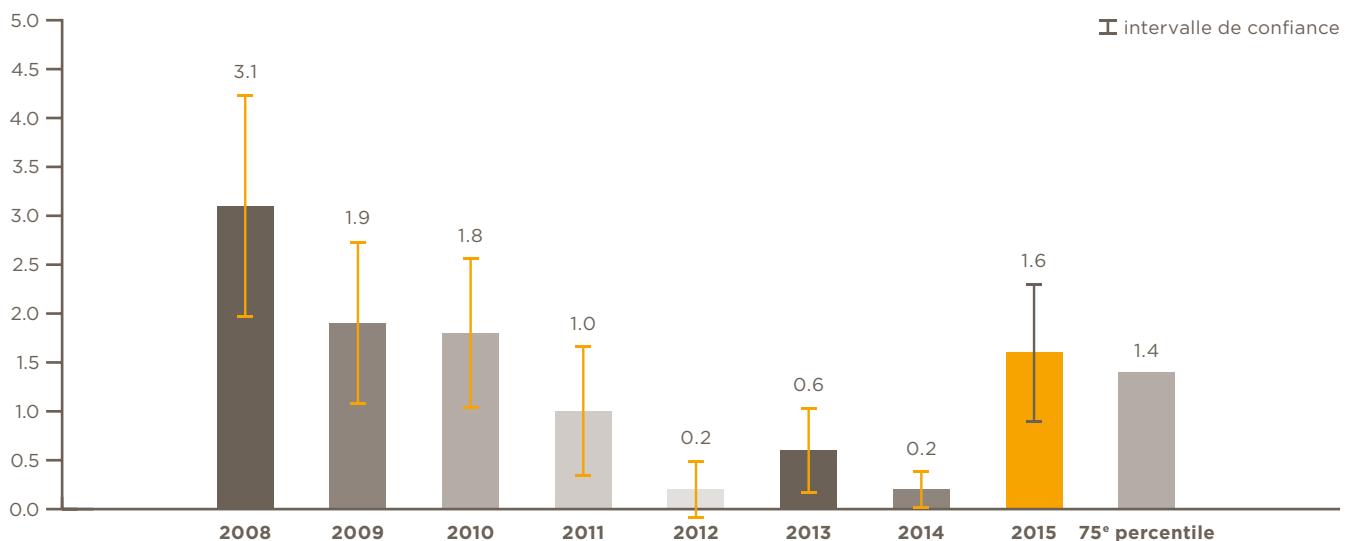
AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne

SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich

IP Klinik Im Park, Zurich

Septicémie associée à la présence d'un cathéter
Cas pour 1000 jours de traitement (2008–2015)



Septicémie associée à la présence d'un cathéter, données 2015

	AA	BS	CC	ST	SH	HI	IP	Total
Nombre de jours d'utilisation	1704	3 033	1521	1004	472	3 620	1 256	12 610
Nombre de cas de septicémie	2	5	1	2	0	4	1	15
Taux d'infections	1.17	1.65	0.66	1.99	0.00	1.10	0.80	1.19

Le nombre des infections associées à la présence d'une sonde urinaire a légèrement diminué par rapport à l'année précédente, ce qui constitue une amélioration. Tous les patients porteurs d'un cathéter reçoivent quotidiennement la visite d'hygiénistes hospitaliers qui recherchent la présence éventuelle de signes d'infection. Ils contrôlent par ailleurs l'implantation du cathéter et les soins s'y rapportant par le personnel infirmier. Les médecins examinent eux

aussi quotidiennement si le cathéter est encore indiqué ou doit être enlevé. Tout cathéter retiré est envoyé directement au laboratoire pour un contrôle bactériologique. Les données collectées et analysées par les hygiénistes sont ensuite discutées dans les commissions d'hygiène des cliniques. Ces dernières communiquent les résultats aux médecins et services concernés et donnent lieu, le cas échéant, à l'instauration de mesures complémentaires.

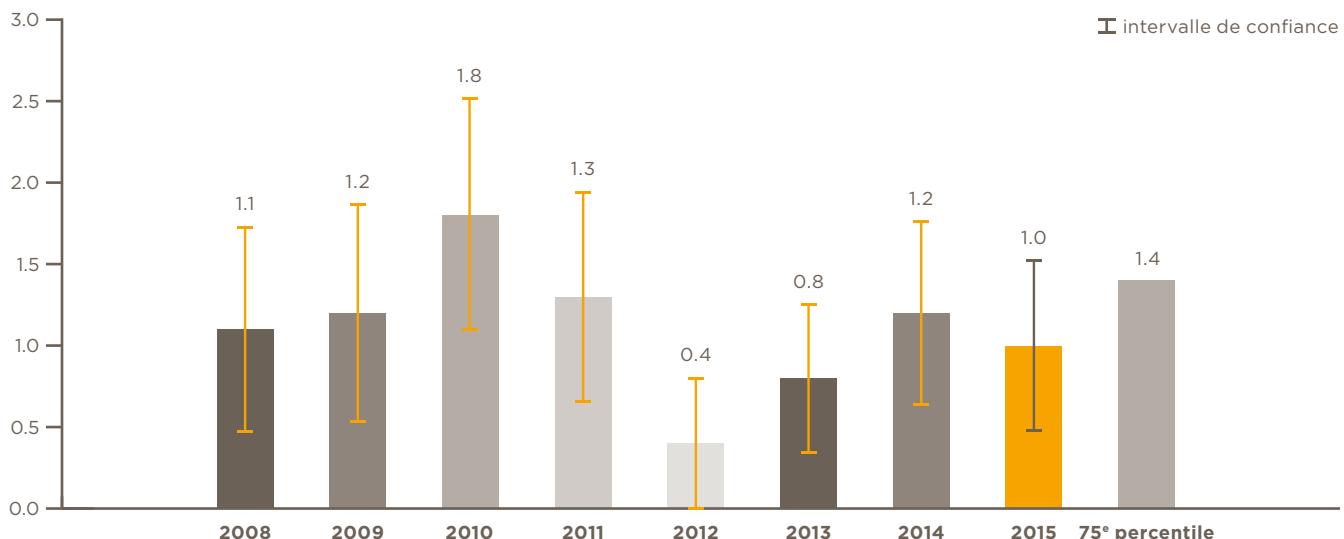
AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne

SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich

IP Klinik Im Park, Zurich

Infection associée aux sondes urinaires
Cas pour 1000 jours de traitement (2008–2015)



Infection associée aux sondes urinaires, données 2015

	AA	BS	CC	ST	SH	HI	IP	Total
Nombre de jours d'utilisation	1843	3 071	1 687	1 380	995	4 013	1 402	14 391
Nombre de cas d'infection des voies urinaires	5	0	1	0	1	7	1	15
Taux d'infections	2.71	0.00	0.59	0.00	1.01	1.74	0.71	1.04

Le taux de «Pneumonie associée à la ventilation assistée» a lui aussi diminué par rapport à l'année précédente et demeure nettement inférieur au 75^e percentile. Il ne faut cependant pas oublier qu'en raison de l'extrême rareté de ces événements, chaque infection a une répercussion importante sur le résultat affiché.

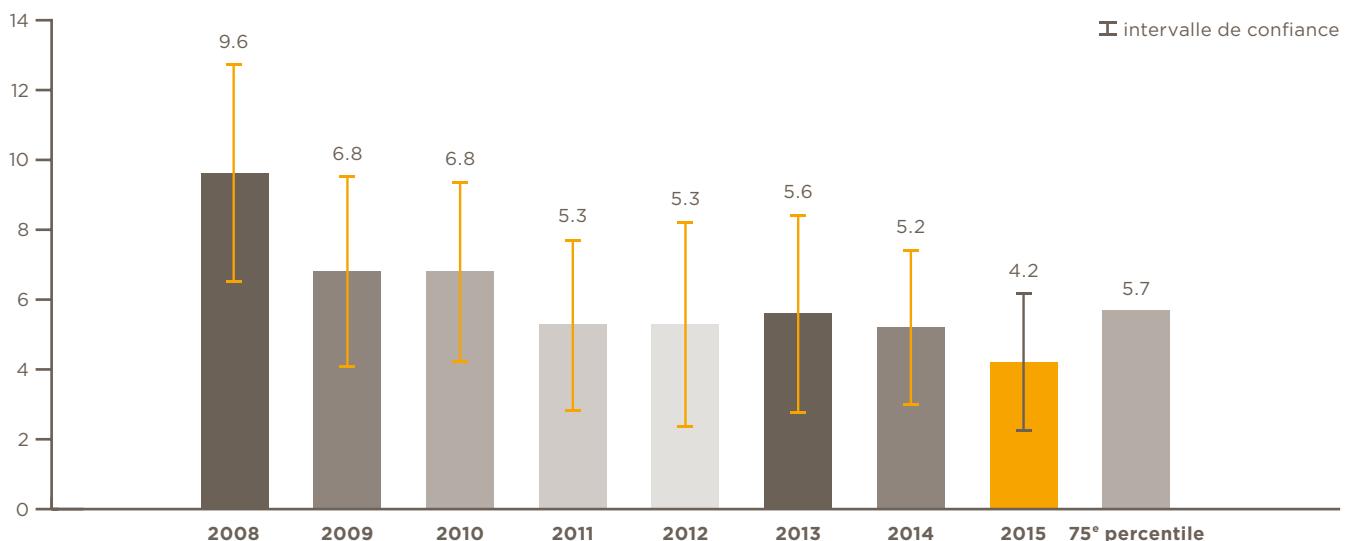
AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne

SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich

IP Klinik Im Park, Zurich

Pneumonie associée à la ventilation assistée
Cas pour 1000 jours de traitement (2008–2015)



Pneumonie associée à la ventilation assistée, données 2015

	AA	BS	CC	ST	SH	HI	IP	Total
Nombre de jours d'utilisation	847	803	184	320	74	1349	488	4 065
Nombre de cas de pneumonie	6	5	2	1	0	3	0	17
Taux d'infections	7.08	6.23	10.87	3.13	0.00	2.22	0.00	4.18

LA MORTALITÉ DANS LES UNITÉS DE SOINS INTENSIFS

LA MORTALITÉ DANS LES UNITÉS DE SOINS INTENSIFS EST RELEVÉE DANS TOUTES LES CLINIQUES HIRSLANDEN POSSÉDANT UNE INFRASTRUCTURE CORRESPONDANTE EN DONNÉES CORRIGÉES DES FACTEURS DE RISQUE. EN TERMES DE COMPARAISON ENTRE MORTALITÉ EFFECTIVE ET MORTALITÉ THÉORIQUE, ELLES OBTIENNENT DES RÉSULTATS NETTEMENT SUPÉRIEURS À LA MOYENNE SUISSE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES.

L'évaluation de la mortalité dans les unités de soins intensifs doit tenir compte de facteurs de risque individuels comme l'âge et les maladies concomitantes et donc être corrigée en fonction de cela. L'instrument employé à cet effet est le Simplified Acute Physiology Score (SAPS). L'état physiologique de chaque patient est établi à l'aide du SAPS et de ses paramètres afin de déterminer son risque de mortalité. La somme de tous les risques de mortalité ainsi calculés indique la «mortalité théorique». En rapportant cette mortalité théorique à la «mortalité effective», on obtient l'«indice de mortalité». Une prise en charge thérapeutique de haute qualité se caractérise par une mortalité effective correspondant au maximum à la moitié de la mortalité théorique.

La mortalité effective de tous les patients ayant séjourné dans une unité de soins intensifs a augmenté par rapport à l'année précédente (2014: 3.2%, 2015: 4.1%). L'indice de mortalité, quant à lui, est resté stable, ce qui indique un accroissement de la sévérité des cas.



7 861



5

4.1

patients ont été traités en unité de soins intensifs en 2015

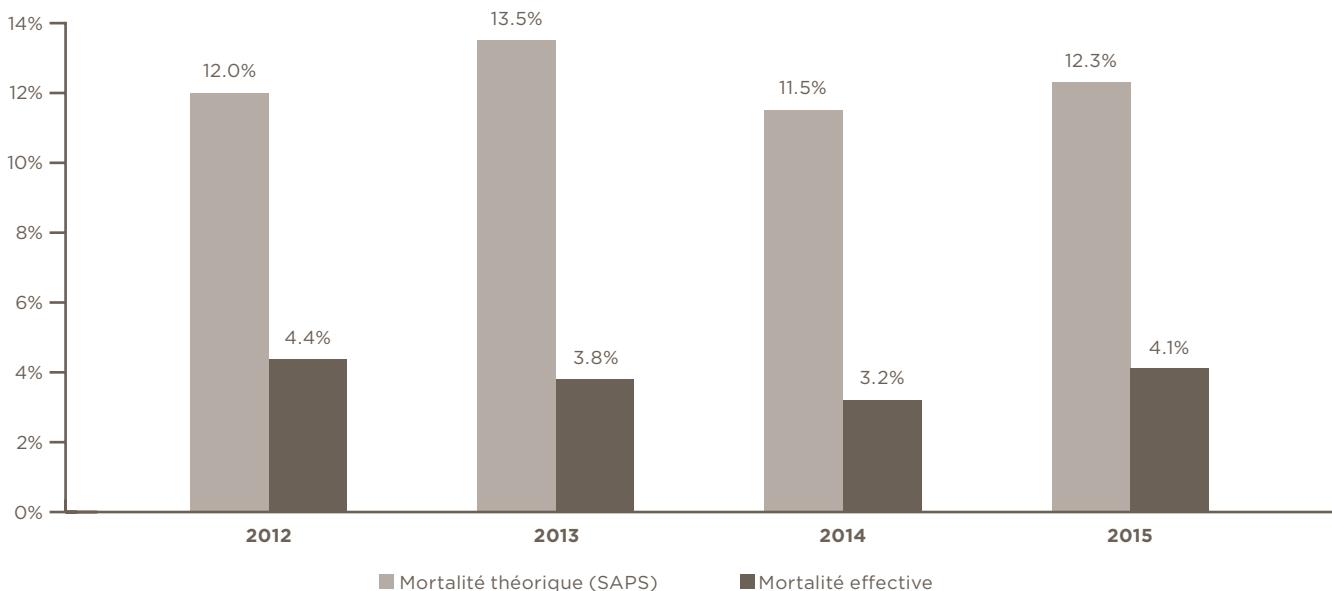
fois plus de patients que prévu survivent à leur séjour à l'unité de soins intensifs

pour cent de mortalité effective pour tous les patients séjournant dans une unité de soins intensifs

MESURE DE LA MORTALITÉ EN UNITÉ DE SOINS INTENSIFS

La comparaison de la mortalité théorique et de la mortalité effective dans les unités de soins intensifs des cliniques Hirslanden donne un résultat extrêmement positif et stable au fil des années. La mortalité effective y est nettement inférieure à la mortalité théorique. Il est à noter de surcroît que, à la différence des comparaisons à l'échelle de toute la Suisse, Hirslanden prend en compte non seulement la mortalité effective dans les USI mais également celle des patients ayant été transférés des USI vers d'autres unités. Ces résultats sont donc d'autant plus remarquables.

La mortalité dans les USI
(2012-2015)



La mortalité dans les unités de soins intensifs, données 2012-2015	Hirslanden 2012	Suisse 2012	Hirslanden 2013	Suisse 2013	Hirslanden 2014	Suisse 2014	Hirslanden 2015	Suisse 2015
Mortalité théorique (SAPS)	12.0%	10.0%	13.5%	11.0%	11.5%	9.0%	12.3%	11.0%
Mortalité effective (tous patients en soins intensifs)	4.4%		3.8%		3.2%		4.1%	
Mortalité effective (décès en soins intensifs)	2.6%	4.0%	2.8%	5.0%	2.5%	4.0%	2.4%	4.0%
Indice de mortalité	0.4		0.3		0.2		0.2	
Age moyen des patients en soins intensifs	67.4	63.0	67.4	62.5	67.1	65.0	70.0	61.5
Durée de séjour moyenne en soins intensifs (jours)	2.1	2.4	1.9	2.6	1.5	2.3	2.1	2.5
Sévérité du cas (valeur moyenne SAPS)	27.1	30.0	28.1	31.1	27.1	29.0	28.2	30.9
Proportion de patients ventilés	37.1%	33.0%	38.2%	35.0%	39.1%	30.0%	33.3%	32.0%
Nombre de cas	5 989		6 907		7 948		7 861	86 754

L'«INITIATIVE QUALITÄTSMEDIZIN»

LANCÉE EN 2008, L'«INITIATIVE QUALITÄTSMEDIZIN» (IQM) A POUR BUT DE FAIRE PROGRESSER LA QUALITÉ EN MÉDECINE GRÂCE À DES PROCESSUS INNOVANTS ET EFFICACES, ET D'ÉTABLIR AINSI DE NOUVELLES RÉFÉRENCES EN LA MATIÈRE. AUJOURD'HUI, PLUS DE 250 HÔPITAUX D'ALLEMAGNE ET DE SUISSE SONT ENGAGÉS DANS CETTE INITIATIVE ET METTENT EN ŒUVRE, DE LEUR PROPRE CHEF, UNE ASSURANCE QUALITÉ DÉPASSANT LES EXIGENCES LÉGALES EN VIGUEUR.

L'IQM repose sur trois principes: la mesure de la qualité sur la base de données de routine, la transparence des résultats par leur publication et les améliorations de la qualité grâce à des procédures d'évaluation par des pairs («peer review»).

En Suisse, la mesure de la qualité sur la base de données de routine s'effectue à l'aide du jeu d'indicateurs CH-IQI (Inpatient Quality Indicators). La version actuelle comprend 184 chiffres clés portant sur différents résultats, quantités et procédures, qui concernent 48 tableaux cliniques et traitements significatifs.

L'IQM publie tous les résultats de mesure des indicateurs cités pour toutes les cliniques participantes. Dès lors que certains résultats sont nettement supérieurs ou inférieurs au benchmark correspondant, l'IQM engage une procédure d'évaluation par des pairs («peer review») qui examine tous les cas de traitement ayant conduit à ces anomalies. La procédure d'évaluation par des pairs se déroule en quatre étapes:

1. Le médecin responsable et son équipe effectuent une revue interne.
2. Les pairs procèdent, sur place également, à un examen critique constructif des cas concernés. Cette analyse des dossiers s'effectue selon une procédure clairement définie et sur la base de critères uniformisés.
3. Une discussion du cas a alors lieu entre les pairs et le médecin responsable. Elle constitue le volet principal de la procédure de revue. Si les pairs identifient effectivement des problèmes de qualité, des solutions sont proposées et discutées. Ces problèmes concernent souvent des interfaces interdisciplinaires, des normes, des lignes directrices, des documentations et des processus.
4. Pour finir, les conclusions sont présentées au management de la clinique. Le médecin responsable est chargé de la mise en place des propositions d'amélioration. En cela, il bénéficie du soutien de la direction de la clinique, qui supervise la réalisation.

Au cours de l'exercice 2015/16, deux cliniques Hirslanden ont fait l'objet d'une procédure de «peer review».

En Suisse, les hôpitaux sont de plus en plus nombreux à rejoindre l'Initiative Qualitätsmedizin (IQM). Au vu de cette situation, H+ (Les Hôpitaux de Suisse) a suggéré une helvétisation de la procédure de «peer review». Deux objectifs sont visés ici, à savoir l'extension de la procédure à deux autres langues nationales, le français et l'italien, afin que les hôpitaux de Suisse romande et du Tessin puissent aussi y participer et, par ailleurs, l'intégration des soins infirmiers à la procédure. Cela suppose que, à l'avenir, non seulement des médecins mais aussi le personnel infirmier soit formés à la fonction de pairs. Le projet est porté par une alliance réunissant H+ (Les Hôpitaux de Suisse), la Fédération des médecins suisses FMH ainsi que l'association des Swiss Nurse Leaders. Du fait de son approche interprofessionnelle, l'helvétisation de la procédure de «peer review» est suivie avec un vif intérêt en Allemagne.



40
2831
0.0

pour cent des hospitalisations selon les DRG sont couvertes par le CH-IQI

premières implantations d'une endoprothèse totale du genou ont été réalisées en 2015 dans les cliniques Hirslanden

pour cent de mortalité pour ces interventions

UNE «PEER REVIEW» SUR LE VIF À LA KLINIK HIRSLANDEN

DEPUIS 2013, 15 DES 16 CLINIQUES HIRSLANDEN SONT MEMBRES DE L'INITIATIVE POUR UNE MÉDECINE DE QUALITÉ («INITIATIVE QUALITÄTSMEDIZIN» OU IQM). DANS CE CONTEXTE, ELLES RELÈVENT ET ANALYSENT DIFFÉRENTS INDICATEURS DANS L'OBJECTIF D'AMÉLIORER SANS CESSE LA QUALITÉ DES RÉSULTATS ET, PAR LÀ, D'ACCROÎTRE LE BÉNÉFICE POUR LE PATIENT. L'INITIATIVE PRÉVOIT NOTAMMENT DES PROCÉDURES D'ÉVALUATION PAR DES PAIRS («PEER REVIEW»). EN 2015, UNE PROCÉDURE DE CE TYPE A EU LIEU À LA KLINIK HIRSLANDEN DE ZURICH.

L'Initiative pour une médecine de qualité vise à mettre en place une culture de la qualité et de l'erreur ouverte grâce au recueil systématique de données de routine et à une gestion active de l'erreur, et en fournissant les moyens de «s'aider soi-même». Les cliniques membres de l'IQM relèvent entre autres les taux de mortalité, chiffres clés de processus, taux de complications, ainsi que des informations quantitatives en données absolues. A cet effet, 48 procédures et tableaux cliniques principaux sont pris en compte. De ces relevés sont tirés 184 chiffres clés portant sur 40 objectifs de qualité, qui sont ensuite publiés dans un résumé des résultats.

Lorsqu'une anomalie survient, l'IQM engage une procédure d'évaluation par des pairs («peer review»). Dans la Klinik Hirslanden de Zurich, une telle procédure a eu lieu pour la catégorie «Indicateurs de chirurgie viscérale sans ischémie intestinale (18.26) – décès dans le cadre d'indications chirurgicales» en 2015.

La procédure d'évaluation par des pairs est un instrument d'assurance qualité médicale non bureaucratique, centré sur un échange entre collègues. Des médecins cliniciens externes – l'équipe de pairs – analysent systématiquement certains processus et structures d'une clinique en étudiant des dossiers de patients décédés afin de déterminer les potentiels d'optimisation. Tous les pairs IQM sont formés selon le curriculum de «Peer review médicale» de la Chambre des médecins allemande. Dans le cadre d'une telle procédure, un nombre maximal de 20 cas ayant contribué à une anomalie statistique (une mortalité accrue par exemple) sont analysés. Avant la procédure, les médecins chefs de service ou accrédités responsables du domaine en question se voient remettre des questionnaires d'analyse à l'aide desquels ils effectuent une autoévaluation structurée.

Le jour de l'évaluation à la Klinik Hirslanden a débuté par une analyse de dossiers par l'équipe de pairs, qui a duré environ quatre heures. Elle a été suivie de l'étape centrale de la procédure d'évaluation, à savoir une discussion collégiale d'environ trois heures sur les cas en question entre les pairs et le médecin accrédité responsable. Tous les services impliqués dans le traitement examiné ont pris part à la discussion.

Dans les deux semaines suivant la procédure, la Klinik Hirslanden a reçu un rapport spécifiant les résultats. Il indiquait quatre facteurs d'amélioration potentielle quant au déroulement des processus, aux documentations et à la définition des responsabilités. Des mesures concrètes ont ensuite été définies en rapport avec ces potentiels d'amélioration et la procédure d'évaluation par les pairs s'est achevée sur un résultat fructueux.

La procédure menée à la clinique Hirslanden a eu encore un autre effet positif: l'explication détaillée du modèle de prestataire de système du Groupe de cliniques privées Hirslanden et la présentation de l'infrastructure de traitement des patients ont permis de venir à bout des réserves de l'équipe de pairs externes à l'égard des cliniques privées.

Si la procédure d'évaluation par des pairs présente des aspects très positifs, il faut mentionner toutefois l'important travail administratif que demandent sa préparation et sa réalisation. Les expériences faites par la Klinik Hirslanden montrent en outre que réaliser une telle procédure dans un système de médecins accrédités s'accompagne de défis particuliers.

En dépit ou en raison précisément de ces défis, les procédures d'évaluation par des pairs constituent une précieuse expérience pour les cliniques Hirslanden et une chance d'analyser en profondeur et d'améliorer structures et processus. L'Initiative pour une médecine de qualité apporte une précieuse contribution à l'amélioration de la qualité des résultats et aide Hirslanden à accroître le bénéfice pour le patient.

DONNÉES DE MORTALITÉ D'APRÈS CH-IQI

Les données de mortalité font partie des indicateurs de qualité selon CH-IQI, publiés en même temps que d'autres par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans son rapport sur la qualité. Hirslanden a relevé les taux de mortalité selon la même méthode puis les a consolidés pour le Groupe entier ainsi que par clinique. Ces taux figurent dans le tableau suivant, où ils sont comparés à un indice de

référence international. Les nombres de cas publiés ici sont des données plus actuelles que les chiffres sur lesquels se fonde la publication de l'OFSP. Les indicateurs sont déterminés à l'aide d'un algorithme qui est également utilisé dans l'élaboration annuelle de la statistique des hôpitaux.

CH-IQI 2015		Total	AA	BS	PM	SA	AK	LC
Infarctus du myocarde	NC	710	94	202	1	6	8	6
A.01.01.M	N	23	3	5	0	0	0	0
Diagnostic principal infarctus du myocarde, nombre de décès	N%	3.20%	3.20%	2.50%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
	VE	5.60%	4.70%	5.66%	4.97%	15.39%	3.24%	5.87%
A.03.02.M	NC	482	36	157	0	0	0	0
Cathéter des coronaires en cas d'infarctus du myocarde (diagnostic principal), sans opération du cœur, (âge >19 ans), mortalité	N	8	1	1	0	0	0	0
	N%	1.70%	2.80%	0.60%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
	VE	3.76%	3.37%	3.73%				
Opérations du cœur	NC	621	101	157	0	0	0	0
A.07.12.M	N	5	1	0	0	0	0	0
Opération des coronaires uniquement, sans infarctus (âge >19 ans), mortalité	N%	0.80%	1.00%	0.00%	0%	0.00%	0.00%	0.00%
	VE	1.37%	1.28%	1.70%				
Ablation de la vésicule biliaire	NC	1028	131	207	14	42	36	52
E.01.01.M	N	0	0	0	0	0	0	0
Cholécystectomie en cas de calculs biliaires et de cholécystite, sans tumeur, mortalité	N%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
	VE	0.14%	0.12%	0.17%	0.06%	0.24%	0.06%	0.08%
Ablation de l'ensemble du gros intestin	NC	189	25	41	0	0	4	4
E.04.02.M	N	2	1	0	0	0	0	0
Résections du colon lors d'un cancer colorectal sans diagnostic complet, mortalité	N%	1.10%	4.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
	VE	3.32%	3.00%	2.41%			2.16%	2.60%
Ablation de la prostate	NC	501	54	82	0	4	3	0
H.05.02.M	N	3	0	1	0	0	0	0
Prostato-vésiculectomie radicale, mortalité	N%	0.60%	0.00%	1.20%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
	VE	0.10%	0.08%	0.12%		0.03%	0.15%	
Prothèses articulaires, endoprothèse totale	NC	2 633	250	5	135	343	122	225
I.01.01.M	N	1	0	0	0	1	0	0
Première implantation d'endoprothèse de hanche (pas en cas de fracture), mortalité	N%	0.04%	0.00%	0.00%	0.00%	0.29%	0.00%	0.00%
	VE	0.38%	0.65%		0.65%	0.17%	0.13%	
I.01.03.M	NC	2 831	241	8	276	354	122	204
Première implantation d'endoprothèse totale du genou, mortalité	N	0	0	8	0	0	0	0
	N%	0.00%	0.00%	0	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
	VE			0.00%				
Opérations de la colonne vertébrale	NC	1 749	107	13	61	348	49	89
I.02.02.M	N	0	0	0	0	0	0	0
Excision de tissu d'un prolapsus discal (sans accident, tumeur, OP CV complexe), mortalité	N%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
	VE	0.06%	0.04%	0.10%	0.07%	0.04%	0.06%	0.07%
Septicémie	NC	217	27	16	0	23	4	25
J.02.01.M	N	52	9	4	0	5	1	0
Diagnostic principal septicémie, mortalité	N%	24.00%	33.30%	25.00%	0.00%	21.70%	25.00%	0.00%
	VE	14.62%	14.25%	12.98%		16.25%	21.17%	15.83%

AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne
PM Klinik Permanence, Berne
SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug
LC Clinique La Colline, Genève
RO Klinik Am Rosenberg, Heiden
BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne
MG Hirslanden Klinik Meggen
BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse
SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich
IP Klinik Im Park, Zurich

NC Nombre de cas **N** Numérateur **N%** Numérateur en pour cent **VE** Valeur escomptée

RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP
0	0	38	61	0	0	0	5	212	77
0	0	0	3	0	0	0	0	8	4
0.00%	0.00%	0.00%	4.90%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	3.80%	5.20%
		4.96%	6.15%				6.60%	5.85%	5.13%
0	0	20	55	0	0	0	0	146	68
0	0	0	1	0	0	0	0	2	3
0.00%	0.00%	0.00%	1.80%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	1.40%	4.40%
		3.86%	3.67%					3.82%	3.95%
0	0	94	0	0	0	0	0	225	44
0	0	0	0	0	0	0	0	3	1
0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	1.30%	2.30%
		1.04%						1.32%	1.37%
0	0	61	170	4	0	33	81	157	40
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
		0.13%	0.15%	0.27%		0.07%	0.08%	0.14%	0.13%
0	0	24	21	0	0	1	13	34	22
0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	2.90%	0.00%
		3.20%	4.14%			2.56%	3.04%	4.69%	3.14%
0	0	42	49	0	0	0	74	177	16
0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
0.00%	0.00%	2.40%	2.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
		0.09%	0.12%			0.06%	0.06%	0.11%	0.05%
299	138	0	222	57	188	127	73	350	99
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
0.10%			1.42%					0.29%	0.08%
296	212	0	225	85	254	126	76	269	83
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
3	42	79	359	0	34	57	183	236	89
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
0.00%	0.07%	0.07%	0.06%		0.05%	0.02%	0.08%	0.08%	0.09%
0	3	7	56	0	0	0	13	33	10
0	1	1	14	0	0	0	2	11	4
0.00%	33.30%	14.30%	25.00%	0.00%	0.00%	0.00%	15.40%	33.30%	40.00%
	10.91%	14.24%	14.32%				13.12%	14.68%	13.72%

UNE GESTION DE LA QUALITÉ INTÉGRALE

LA GESTION DE LA QUALITÉ MISE EN ŒUVRE PAR LE GROUPE DE CLINIQUES PRIVÉES HIRSLANDEN REPOSE SUR DES NORMES INTERNATIONALES ET DES MODÈLES ÉPROUVÉS DANS LA PRATIQUE. L'INTERACTION SYSTÉMIQUE DE CES MESURES DE QUALITÉ GARANTIT QUE LES RÉSULTATS DONNENT LIEU À UN PROCESSUS D'AMÉLIORATION CONTINUE.

Depuis des années, Hirslanden mène des enquêtes auprès de ses patients sur la base des instruments de mesure de l'ANQ et de l'HCAHPS. Aujourd'hui déjà, la grande majorité du feed-back est positive, témoignant de l'effectivité des mesures de qualité prises et de l'efficacité du processus d'amélioration. Hirslanden entend néanmoins continuer à accroître le nombre de retours positifs de la part des patients.

Outre les enquêtes menées auprès des patients, le Groupe recourt à des systèmes d'indicateurs d'assurance qualité des produits et résultats comme IQIP et KISS. La qualité des produits et résultats s'inscrit dans un système professionnel de gestion des processus ayant pour cadre la norme de processus pour entreprises de services ISO 9001:2008. La gestion des processus fait elle-même partie du vaste système de gestion de la qualité du Groupe de cliniques privées Hirslanden, qui repose sur le modèle de «Business Excellence» de la Fondation européenne pour la gestion de la qualité (EFQM). Utilisé pour l'évaluation et l'état des lieux de toutes les cliniques, ce modèle assure un développement coordonné et axé sur les résultats de toutes les activités de l'entreprise.

La norme de processus pour entreprises de services ISO 9001:2008 déjà mentionnée est en vigueur dans toutes les cliniques Hirslanden comme au Corporate Office. Ces unités sont donc toutes certifiées ISO. Seule la Clinique La Colline de Genève, qui a rejoint le groupe en 2014, ne sera certifiée qu'en 2016. La norme ISO 9001 définit des principes de gestion de la qualité dans les entreprises de services de secteurs très différents.

Depuis 2012, il existe en outre une nouvelle norme européenne intitulée EN 15224:2012 «Services de santé – Systèmes de management de la qualité», dont l'application est prévue dans le cadre de projets pilotes.

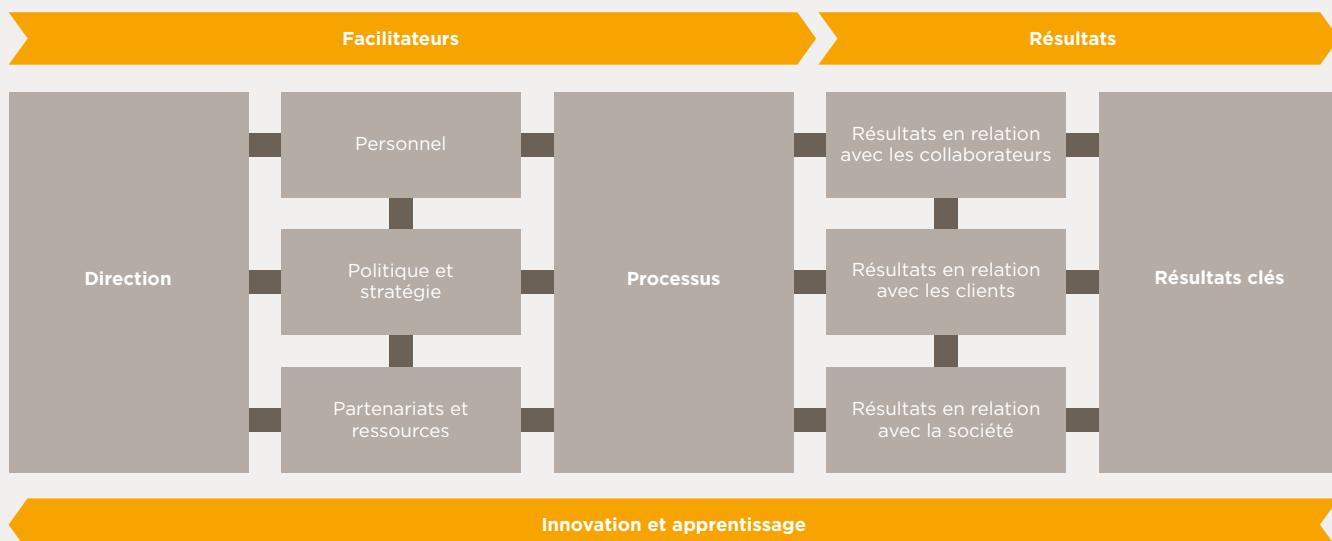
Contrairement à la norme ISO, le modèle EFQM déjà évoqué sert avant tout à l'autoévaluation. En cela, il examine la qualité des résultats clés, la satisfaction des clients et des collaborateurs ainsi que des résultats concernant la société (en matière de durabilité par exemple), et les rapporte à une orientation stratégique claire.

NORME ISO 9001:2008

La préparation à la certification dure généralement une quinzaine de mois. Tous les processus de l'entreprise sont alors analysés, documentés et mis en relation les uns avec les autres. Le résultat obtenu est une représentation de la clinique axée sur les processus. L'établissement et la documentation d'un processus d'amélioration continue sont tout aussi essentiels que cette représentation. La norme ISO 9001:2008 applique en cela les principes du cycle dit de Deming, à savoir la planification d'un processus, suivie de son exécution, puis de la vérification du résultat obtenu et, si nécessaire, de la correction ou de l'adaptation de ce processus.

La certification est confirmée annuellement dans le cadre d'un audit externe. Associé aux audits internes, ce contrôle fournit des renseignements importants sur le potentiel d'optimisation existant au sein des cliniques, dont l'exploitation fait partie du processus d'amélioration continue.

MODÈLE EFQM



NORME EN 15224:2012

Valable pour les prestataires du secteur des soins de santé, la norme européenne EN 15224:2012 utilise une terminologie propre à ce secteur. Elle formule par ailleurs trois exigences spécifiques à l'égard des entreprises du secteur de la santé: 1) une gestion des processus et des risques cliniques, 2) un concept de personnel regroupant tous les collaborateurs impliqués dans la prise en charge des patients et 3) la sécurité des patients, définie comme un objectif «universel». Cette norme cible en premier lieu les principaux processus cliniques mais ne néglige pas pour autant les secteurs non médicaux comme l'administration.

EFQM

Le modèle de «Business Excellence» offre une vue d'ensemble complète des interactions existant au sein d'une entreprise. Il a été créé en 1988 par 14 CEO d'entreprises européennes de renom, en collaboration avec la Commission européenne. Son objectif était et reste de renforcer la compétitivité des entreprises européennes. Le modèle EFQM comporte cinq critères dits «facilitateurs» et quatre critères de résultat qui reflètent les rapports de causalité immédiats à une entreprise. Le graphique ci-dessous fournit une représentation du modèle EFQM.

CRITICAL INCIDENT REPORTING SYSTEM (CIRS)

DEPUIS 2008, TOUTES LES CLINIQUES HIRSLANDEN ONT INSTAURÉ L'UTILISATION DU SYSTÈME D'INFORMATIONS DE SÉCURITÉ (SIS). CELUI-CI PERMET AUX COLLABORATEURS DE TOUTES LES CATÉGORIES PROFESSIONNELLES DE SIGNALER ANONYMEMENT TOUTE ERREUR QUI AURAIT PU PROVOQUER DES INCIDENTS DOMMAGEABLES ET CONTRIBUE À ÉTABLIR UNE CULTURE CONSTRUCTIVE DE LA GESTION DE L'ERREUR.

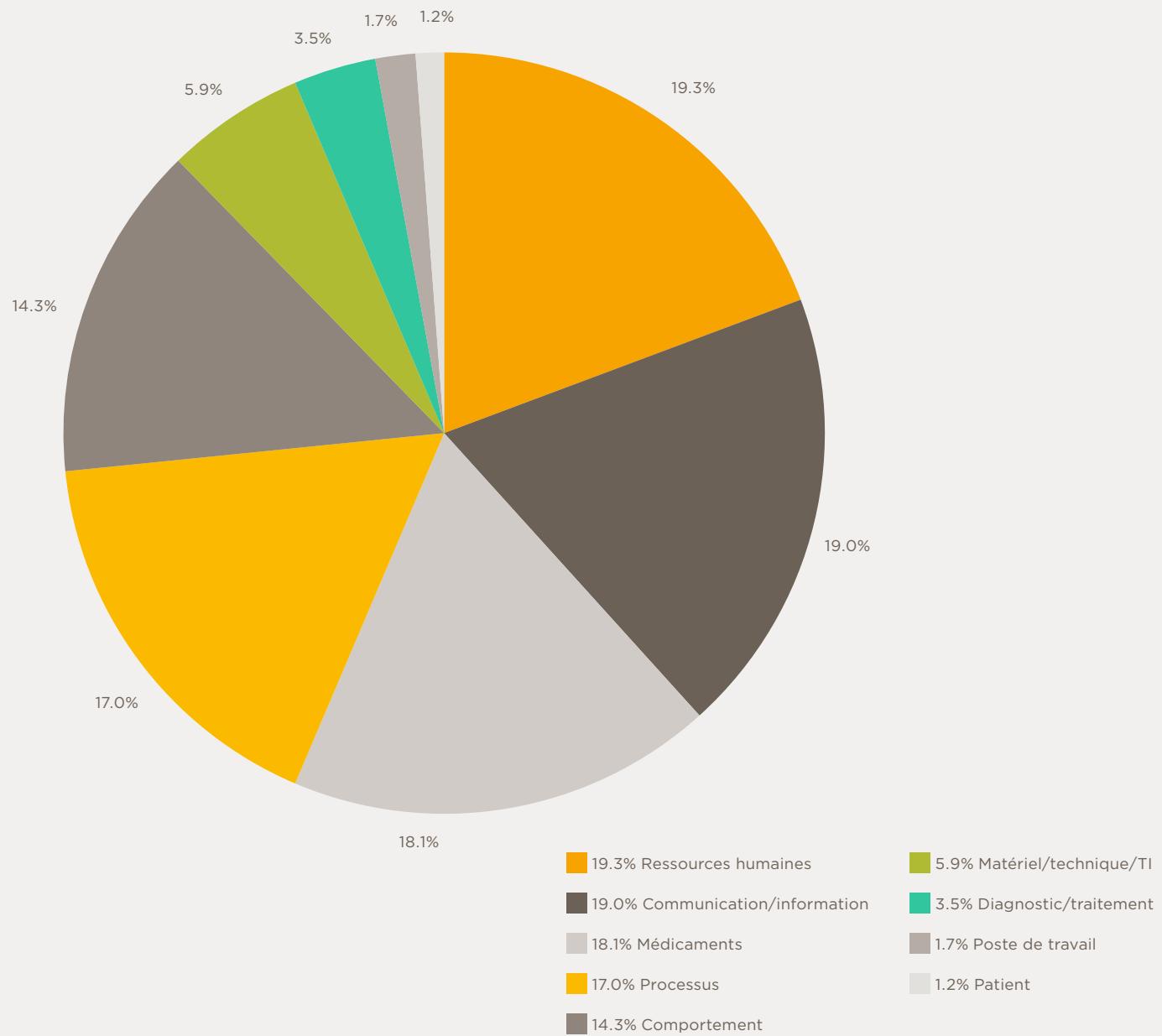
Le système de déclaration SIS s'appuie sur un fait statistique, à savoir que tout incident dommageable effectivement survenu est précédé de plusieurs centaines de quasi-accidents ou «critical incidents». Les incidents critiques, répertoriés comme tels dans le «Critical Incident Reporting System» (CIRS), sont classés par catégories, puis analysés et traités par une commission interdisciplinaire. L'accent est mis ici sur deux questions primordiales: «Pourquoi le système a-t-il laissé passer ce quasi-accident?» et «Comment le système peut-il être modifié ou complété pour qu'une erreur similaire ne se produise plus?» Pour pouvoir profiter mutuellement de leurs expériences et de leurs conclusions, les cliniques tiennent régulièrement des réunions SIS lors desquelles elles présentent les cas auxquels elles ont été confrontées et les mesures préventives qui ont été décidées, puis en discutent.

Les cas CIRS particulièrement complexes et offrant un important potentiel d'enseignement font l'objet d'une analyse plus approfondie. A cet effet, on utilise la méthode du Diagramme de causes et effets pour analyser systématiquement les erreurs. L'objectif consiste à tirer également la plus grande expérience possible d'erreurs qui ne sont que potentielles.

En présence d'un cas CIRS d'une complexité particulière devant être examiné plus en détail, la direction mandate une équipe d'analyse spécialisée, formée à cette fin. Cette équipe examine le cas sur la base de différents facteurs comme le facteur patient, le cadre institutionnel et l'environnement de travail. Au moment de l'examen du dossier du patient, on établit déjà de premières possibilités d'actes erronés pour ces différents facteurs. Par la suite, des personnes impliquées sont interrogées. Cet entretien personnel est l'élément clé de la procédure. Il permet de mettre au jour d'autres erreurs potentielles, y compris des erreurs existant seulement à l'état latent.

Lors de l'analyse des cas CIRS, on distingue les facteurs sources d'erreurs du processus erroné lui-même. Ainsi, deux patients portant le même nom constituent un facteur patient potentiellement source d'erreurs. Le processus erroné qui en résulte serait que le mauvais patient soit emmené au service radiologie. Pour chacun de ces facteurs sources d'erreurs, au moins une contre-mesure forte est prise pour laquelle une échéance est fixée et des personnes responsables sont définies.

La grande force de la méthode du Diagramme de causes et effets tient à l'approche structurée de traitement d'un cas clinique complexe. Par ailleurs, cette méthode est facile à apprendre pour une personne possédant les connaissances médicales appropriées et largement reconnue. Le facteur humain sur lequel elle repose constitue en revanche un inconvénient potentiel. Cette méthode exige un savoir médical complexe, de grandes compétences sociales et de l'empathie. Compte tenu de l'ampleur du travail demandé par la méthode du Diagramme de causes et effets telle qu'elle est décrite ici, elle est mise en œuvre seulement pour les cas CIRS extrêmement complexes offrant un potentiel d'enseignement élevé.

**CATÉGORIES DE QUASI-ACCIDENTS
(POURCENTAGES)**

L'ANNÉE 2015/16 EN CHIFFRES

NOMBRE D'HOSPITALISATIONS ET SPÉCIALITÉS PAR CLINIQUE¹

Dans certaines spécialités, on relève un faible nombre de cas. Cela s'explique par trois raisons:

1. De nombreux traitements ne requérant pas d'hospitalisation sont dispensés en ambulatoire; ils ne figurent donc pas dans le tableau ci-dessous.

2. Le classement des cas par spécialité dépend de celle qu'exerce le médecin en charge du cas. S'il en exerce d'autres, elles ne seront pas comptabilisées dans la statistique.
3. Les transferts internes au sein d'une clinique durant une même hospitalisation ne sont pas non plus pris en compte.

AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne
PM Klinik Permanence, Berne
SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug
LC Clinique La Colline, Genève
RO Klinik Am Rosenberg, Heiden
BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne
MG Hirslanden Klinik Meggen
BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse
SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich
IP Klinik Im Park, Zurich

Clinique	AA	BS	PM	SA	AK	LC	RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP	Total	
Orthopédie/médecine sportive	2127	12	2433	3819	1876	2174	3029	2603	5	2226	647	2838	805	2128	3457	1297	31476	
Gynécologie/obstétrique	1441	-	-	2296	736	55	-	-	1077	1246	68	-	45	1392	2316	1099	11771	
Chirurgie/chirurgie viscérale	1177	2294	299	403	538	488	38	41	614	1089	235	22	382	1090	2851	886	12607	
Cardiologie	990	2087	-	-	-	-	-	-	522	1001	-	-	-	15	2543	1659	8817	
Médecine interne	1199	670	311	1251	60	397	-	69	481	1504	-	-	-	286	1299	196	7804	
Urologie	600	469	38	230	124	156	-	258	354	692	-	-	25	915	1075	236	5172	
Neurochirurgie	136	104	171	954	167	220	-	-	286	1156	-	44	181	-	890	93	4402	
Oncologie/hématologie	395	304	-	7	95	-	-	297	22	281	-	-	-	49	444	166	1979	
Oto-rhino-laryngologie (ORL)	266	-	133	-	58	14	85	92	-	339	190	30	-	233	444	19	1903	
Chirurgie de la main	227	-	30	-	-	-	603	162	5	232	24	455	9	74	131	157	2109	
Chirurgie cardiaque et vasculaire thoracique	387	433	-	-	-	43	-	-	262	-	-	-	-	-	928	202	2255	
Angiologie/chirurgie vasculaire	480	75	-	-	31	-	-	-	142	654	-	-	-	124	479	399	2384	
Gastroentérologie	114	173	-	113	37	17	-	-	7	213	-	-	-	53	368	61	1156	
Pneumologie	31	5	-	102	-	-	-	-	7	128	-	-	-	5	266	77	621	
Ophtalmologie	-	-	-	-	-	129	-	24	-	21	-	-	8	-	161	167	510	
Chirurgie plastique	144	-	135	75	-	45	28	26	76	150	55	48	-	300	115	42	1239	
Anesthésiologie/traitement de la douleur	-	-	-	-	-	-	-	19	-	-	-	-	-	-	46	-	65	
Chirurgie maxillo-faciale	113	-	31	-	-	46	-	15	-	29	-	28	-	-	7	67	336	
Rhumatologie/médecine physique et réadaptation	-	-	-	24	36	-	-	5	-	27	-	7	-	-	69	-	168	
Chirurgie thoracique	-	119	-	-	-	-	-	-	80	96	-	-	-	-	160	16	311	
Neurologie	14	-	-	-	-	-	-	-	-	135	-	-	-	-	362	9	520	
Autres spécialités	16	-	3	-	79	-	6	24	26	26	-	-	11	-	19	3	213	
Néphrologie	11	17	-	49	-	-	-	-	15	22	-	-	-	6	-	43	163	
Radiologie/neuroradiologie	-	24	-	-	-	-	-	-	198	-	103	-	-	-	11	217	32	585
Radio-oncologie/radiothérapie	34	-	-	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	43	
Total	9902	6786	3584	9323	3837	3784	3789	3849	3974	11370	1219	3472	1466	6681	18647	6926	98609	

¹ hospitalisations de l'exercice 2015/16, hors nouveau-nés

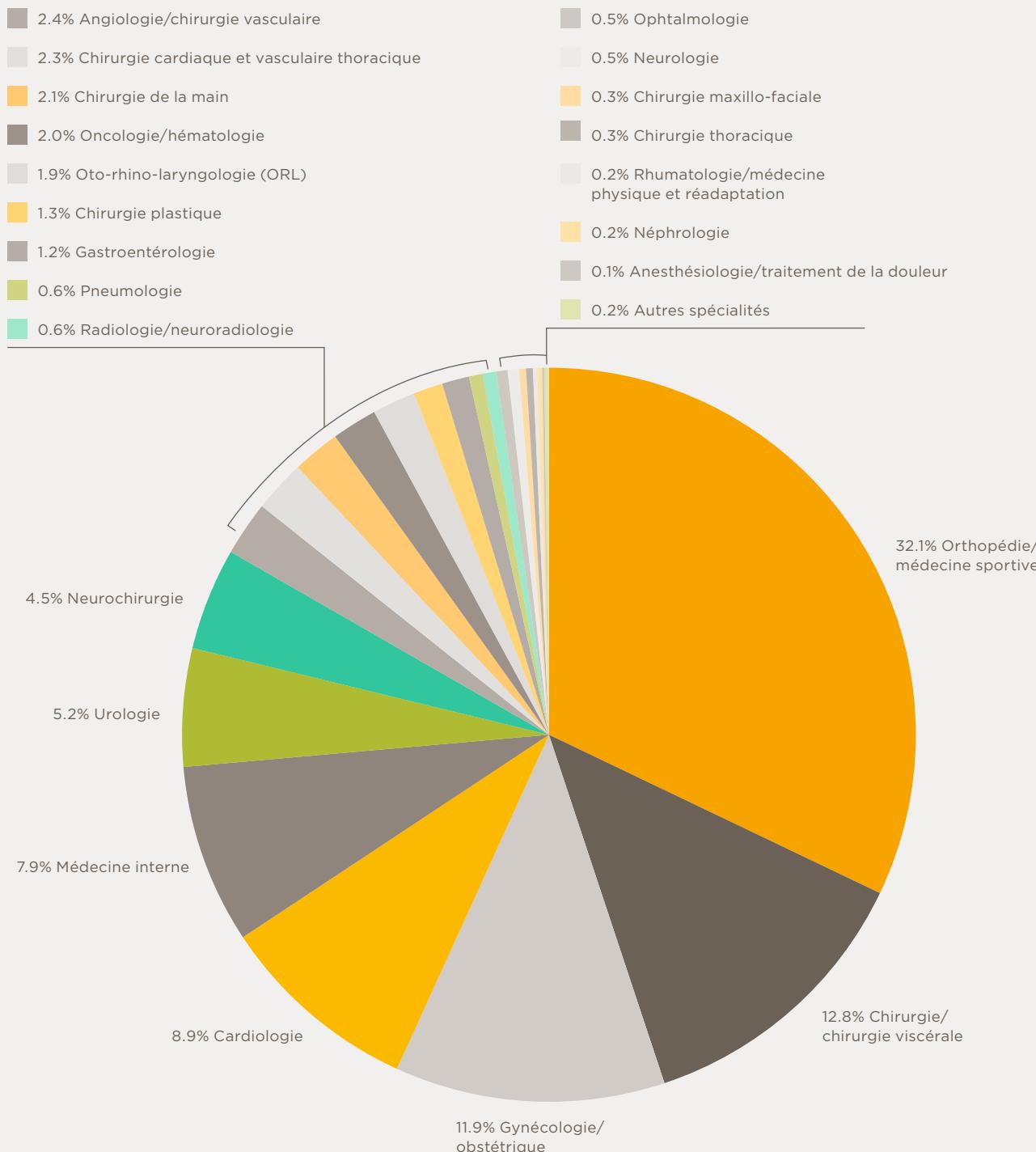
Cette répartition par spécialités repose sur la spécialité du médecin responsable du cas et non sur un classement par groupes de prestations hospitalières. Les nombres de cas inférieurs à 5 sont totalisés sous la rubrique «autres spécialités».

NOS PRESTATIONS

SPÉCIALITÉS

Au cours de l'exercice 2015/16, l'orthopédie s'est, une fois encore, avérée la spécialité dominante du Groupe de cliniques privées Hirslanden. L'ordre de primauté des autres spécialités – gynécologie/obstétrique, cardiologie et médecine interne – est lui aussi resté inchangé. Le diagramme synoptique montre que dans certaines cliniques, certaines

spécialités majeures représentent une part substantielle des prestations fournies. Ceci est particulièrement vrai pour la cardiologie et les neurosciences, avec tout leur éventail de prestations de neuroradiologie et de neurochirurgie interventionnelles.



SWISSDRG

Depuis 2012, les hôpitaux suisses facturent toutes les prestations fournies aux patients stationnaires dans le cadre de l'assurance de base obligatoire (LAMal) sur la base de forfaits par cas. Cela signifie qu'une rémunération forfaitaire leur est versée pour chaque cas traité, quelle que soit la durée de séjour effective du patient. En règle générale, les hôpitaux ne peuvent pas facturer des prestations en sus. En effet, le forfait couvre déjà les frais d'infrastructure hospitalière, les honoraires des médecins, les prestations infirmières, ainsi que les consommables et le matériel d'implantation utilisés.

Le système des forfaits par cas est un système unifié à l'échelle de la Suisse, qui a pour but de renforcer la concurrence sur le plan de la qualité et des prix entre les prestataires. Il vise à garantir une rémunération conforme aux prestations des différents cas traités et à assurer un haut degré de transparence et de comparabilité entre les hôpitaux.

Le système des forfaits par cas est basé sur ce que l'on appelle les Diagnosis Related Groups (DRG). Les DRG sont des groupes homogènes, tant sur le plan du coût économique que de l'effort médical. Tous les traitements stationnaires sont enregistrés selon ces groupes. C'est le diagnostic principal, établi à la sortie de l'hôpital, qui constitue le critère déterminant de classement d'un patient dans un DRG donné. D'autres critères entrent également en jeu, à savoir les diagnostics associés et les procédures, le degré de gravité, la durée du séjour, ainsi que l'âge et le sexe du patient. A cela s'ajoute le poids à la naissance chez les nouveau-nés. Dans un premier temps, tous les diagnostics et procédures sont saisis au moyen des codes correspondants. Un logiciel de groupement (Grouper) assure ensuite le classement de l'hospitalisation dans un DRG donné.

Au sein du Groupe Hirslanden, un centre de services partagés (Shared Service Center) disposant des ressources en personnel et du savoir-faire nécessaires est en charge du codage. Le codage et le regroupement de tous les cas de traitement conformément aux directives de SwissDRG s'effectuent sous la direction de codeurs spécifiquement formés.

La mise en œuvre des principes de codage par les hôpitaux est contrôlée régulièrement dans le cadre d'une révision externe obligatoire. L'évaluation de la qualité de ce codage s'effectue par échantillonnage, indépendamment de toute suspicion particulière. Au cours de l'exercice sous revue, toutes les cliniques Hirslanden ont été soumises à une révision portant sur l'année 2015. Cette révision a concerné 2340 échantillons issus d'un ensemble de 98600 cas facturés conformément aux SwissDRG. Le réviseur a attesté la qualité de codage du Groupe Hirslanden.

MDC

Les catégories majeures de diagnostic ou «Major Diagnostic Categories – MDC» constituent le premier niveau de description des différents groupes de traitement dans le système DRG. En général, les DRG y sont classés par systèmes d'organes et par entités pathologiques. Le tableau donne un aperçu des MDC les plus fréquentes dans les cliniques Hirslanden. On y retrouve une fois encore une nette prépondérance des cas relevant de l'orthopédie (MDC 8), de

l'obstétrique (MDC 14 et 15) et de la médecine de l'appareil circulatoire (MDC 5). Depuis le 1^{er} janvier 2014, les évaluations sont basées sur le système SwissDRG en vigueur. Le changement de version du catalogue correspondant à celui de l'année civile, les relevés suivants concernent uniquement l'année 2015.

AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne
PM Klinik Permanence, Berne
SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug
LC Clinique La Colline, Genève
RO Klinik Am Rosenberg, Heiden
BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne
MG Hirslanden Klinik Meggen
BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse
SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich
IP Klinik Im Park, Zurich

CATÉGORIE MAJEURE DE DIAGNOSTIC (SWISSDRG)

MDC	Désignation	AA	BS	PM	SA	AK	LC	RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP	2015
8	Affections de l'appareil locomoteur et du tissu conjonctif	2550	135	2797	4 885	1968	2291	3557	2782	328	3631	688	3 090	979	2104	4 894	1818	38 497
5	Affections de l'appareil circulatoire	1940	2 495	50	239	119	121	30	30	896	1 452	51	48	23	154	3 706	2185	13 539
6	Affections de l'appareil digestif	1012	2 016	131	485	389	383		67	473	1 252	52	7	262	797	2 041	483	9 854
14	Grossesses, accouchements et postpartum	892			1 238	517				539	859				916	1 143	672	6 785
15	Nouveau-nés	753			1 155	475				523	836				832	1 004	598	6 176
13	Affections de l'appareil reproducteur féminin	428	54		746	156	67		6	374	283	41		26	335	841	401	3 762
11	Affections des organes urinaires	373	301	33	256	96	105		238	215	507			15	390	769	150	3 448
9	Affections de la peau, du tissu sous-cutané et des seins	329	71	42	351	79	125	50	60	200	403	74	28	23	509	558	171	3 073
1	Affections du système nerveux	232	94	38	177	61	123	96	67	103	456	23	123	20	89	982	152	2 836
4	Affections et troubles des organes respiratoires	301	289	44	262	47	88		62	146	492				81	643	126	2 582

Les chiffres de cas <5 ne figure pas.

DIAGNOSTICS ET OPÉRATIONS

CIM ET CHOP

Un Diagnosis Related Group est déterminé à l'aide d'un codage de tous les diagnostics et traitements. Le catalogue CIM (Classification Internationale des Maladies, angl. ICD) constitue la base du codage des diagnostics principaux et associés. Le catalogue CHOP (Classification suisse des interventions chirurgicales), quant à lui, constitue la base du codage des interventions chirurgicales et des traitements.

Le premier tableau fournit une vue d'ensemble des diagnostics principaux les plus fréquents et de leur répartition dans les cliniques Hirslanden. Comme les années précédentes, les diagnostics liés aux naissances ou aux nouveau-nés sont les plus fréquents.

Le deuxième tableau indique les traitements principaux les plus fréquents dans les cliniques Hirslanden. L'évaluation s'effectue sur la base de toutes les opérations et interventions documentées. Elle ne tient pas compte des procédures qui ne sont pas réalisées en salle d'opération ou ne constituent pas une intervention. Dans les cliniques Hirslanden, la plupart des opérations et autres interventions relèvent de l'orthopédie et de la cardiologie.

En raison du degré élevé de différenciation des deux catalogues, toute déduction concernant d'éventuelles totalisations par catégories s'avère difficile. Citons en exemple le nombre de nouveau-nés qui ne correspond pas au nombre de cas désignés par le code de diagnostic principal Z38.0. Cette différence s'explique par le fait que les nouveau-nés peuvent relever d'autres diagnostics. Etant donné par ailleurs que les catalogues et donc les directives de codage varient légèrement d'une année sur l'autre, les possibilités de comparaison des diagnostics et procédures présentés ici avec ceux de l'exercice précédent sont limitées. D'une manière générale, on peut toutefois observer que, grâce au codage sur la base du catalogue SwissDRG, la précision de la documentation progresse en permanence.

AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne
PM Klinik Permanence, Berne
SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug
LC Clinique La Colline, Genève
RO Klinik Am Rosenberg, Heiden
BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne
MG Hirslanden Klinik Meggen
BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse
SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich
IP Klinik Im Park, Zurich

DIAGNOSTIC PRINCIPAL (CIM)

CIM	Désignation	AA	BS	PM	SA	AK	LC	RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP	2015
M23	Lésion interne du genou	185		887	496	173	150	389	460		160	87	313	48	196	456	111	4 113
M17	Gonarthrose (arthrose du genou)	290	9	350	476	159	210	391	242		260	101	302	156	83	331	99	3 460
S83	Luxation, entorse et foulure des articulations et des ligaments du genou	202		292	238	214	112	506	231		206	70	307	94	90	530	125	3 217
Z38	Enfants nés vivants, par lieu de naissance	318			544	303				187	487				661	181	413	3 094
M16	Coxarthrose (arthrose de la hanche)	234		131	337	117	183	291	138		219	55	179	126	72	343	98	2 529
I25	Cardiopathie ischémique chronique	243	610							189	245				818	366	2 474	
M51	Atteintes d'autres disques intervertébraux	126	17	49	382	122	98	10	48	105	441		44	56	302	320	105	2 225
M75	Lésions de l'épaule	87		179	178	118	79	180	391		152	46	250	96	132	173	143	2 204
K40	Hernie inguinale	244	244	54	107	168	75		6	82	277	27		116	179	345	143	2 074
M20	Déformations acquises de doigt et d'orteil	114		42	352	65	155	188	183		255	116	162	78	82	129	91	2 012
M48	Autres spondylopathies	179	22	51	243	81	67	24	61	109	271		60	62	194	364	191	1 979

Les chiffres de cas <5 ne figure pas.

TRAITEMENT PRINCIPAL (CHOP)

CHOP	Désignation	AA	BS	PM	SA	AK	LC	RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP	2015
81.5	Prothèse articulaire des extrémités inférieures	565	14	489	976	290	452	681	417		550	140	504	278	177	865	214	6 612
80.6	Méniscectomie du genou	278		776	519	238	184	607	328		183	95	390	47	214	446	142	4 449
81.4	Autre réparation d'articulations des extrémités inférieures	152		442	290	160	105	401	413		186	71	260	109	104	594	109	3 396
74.1	Césarienne isthmique basse	351			405	245				239	317				400	625	318	2 900
79.3	Réduction ouverte de fracture avec fixation interne	120		144	142	109	240	145	119		240	13	186	21	70	306	48	1 903
77.5	Traitemen t d'hallux valgus et autres déformation d'orteil	96		41	334	57	106	155	137		249	117	152	67	76	123	84	1 794
81.0	Arthrodèse de vertèbre	78	12	20	274	207	57	46		26	256		20	72	210	261	172	1 715
78.6	Extraction d'un implant osseux	80	10	92	152	96	196	206	79		128	20	155	16	76	225	78	1 611
80.5	Excision ou destruction de disque intervertébral	89	13	45	295	38	88		41	85	330		31	50	168	218	66	1 560
81.8	Arthroplastie et réparation d'épaule et de coude	42		135	123	52	80	178	119		160	46	165	77	98	134	62	1 472

Les chiffres de cas <5 ne figure pas.

LES DIAGNOSIS RELATED GROUPS (DRG) EN CHIFFRES

Chacun des Diagnosis Related Groups du catalogue SwissDRG – on en compte environ un millier – est désigné par un code composé de quatre caractères et une appellation en plein texte. Le premier caractère fait référence aux MDC explicitées précédemment, les chiffres des MDC

étant transcrits en écriture alphabétique (A à Z). Les deux caractères suivants sont des chiffres (01 à 99) qui désignent les diagnostics et procédures (SwissDRG de base). Enfin, le quatrième caractère fait référence au degré de gravité du cas, à l'aide des lettres A à H, A désignant le degré le plus élevé.

FRÉQUENCE DES SWISSDRG DANS LES CLINIQUES HIRSLANDEN

En règle générale, les cas les plus fréquents sont ceux qui surviennent non seulement en grand nombre mais également avec une relative homogénéité. A l'instar de nombreux autres hôpitaux, il s'agit, dans les cliniques Hirslanden, des naissances et des interventions sur le genou. Parmi les DRG fréquents figurent également les traitements cardiaques et les prothèses articulaires.

AA Hirslanden Klinik Aarau

BS Klinik Beau-Site, Berne

PM Klinik Permanence, Berne

SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug

LC Clinique La Colline, Genève

RO Klinik Am Rosenberg, Heiden

BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne

ST Klinik St. Anna, Lucerne

MG Hirslanden Klinik Meggen

BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse

SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall

HI Klinik Hirslanden, Zurich

IP Klinik Im Park, Zurich

NOMBRE DE DIAGNOSTICS/TRAITEMENTS PAR CAS

	AA	BS	PM	SA	AK	LC	RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP	2015
Indice de traitement	4.2	4.9	2.3	3.3	3.5	2.7	2.6	3.9	3.8	3.6	2.1	2.7	3.4	3.0	5.1	4.7	3.9
Indice de diagnostic	5.6	6.3	3.5	4.6	3.9	3.1	3.1	3.6	4.2	5.0	2.0	3.4	4.0	3.6	5.4	4.4	4.6

LES SWISSDRG LES PLUS FRÉQUENTS

DRG	Total	AA	BS	PM	SA	AK	LC	RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP	2015	
P67	Nouveau-né, poids à l'admission >2499g, sans procédure opératoire significative, sans ventilation artificielle >95 heures	714			1079	447				482	773				788	949	561	5 793	
I18	Arthroscopie, y compris biopsie ou autres interventions sur les os et les articulations	307			981	691	294	214	704	378		223	115	506	68	264	552	171	5 469
I53	Autres interventions sur la colonne vertébrale sans cc extrêmement sévères, avec intervention complexe ou halo-traction	259	32	110	635	154	156	32	148	196	586		93	95	308	502	158	3 464	
O60	Accouchement par voie basse	375			704	217				243	455				404	345	264	3 007	
O01	Césarienne	359			414	249				240	357				418	627	319	2 983	
I20	Interventions sur le pied	146			63	491	123	254	314	213		346	118	270	96	120	195	154	2 904
I47	Révision ou remplacement de l'articulation de la hanche sans diagnostic de complication, sans arthrodèse, avec intervention à complications, ou implantation ou remplacement de prothèse de tête radiale	248			144	364	128	195	301	144		222	52	183	126	74	368	100	2 654
F49	Diagnostic cardiaque invasif, hors infarctus aigu du myocarde	259	796								158	273				756	349	2 591	
I43	Implantation ou changement complet d'une endoprothèse du genou	225			229	308	113	194	301	172		143	69	243	119	75	231	78	2 505
I13	Interventions sur l'humérus, le tibia, le péroné et la cheville	131			166	275	146	131	223	114		177	56	254	41	112	439	109	2 374

Les chiffres de cas <5 ne figure pas.

CASE MIX INDEX (CMI)

Pour facturer les prestations hospitalières dans le système de forfaits par cas, un «cost-weight» est attribué à chaque traitement stationnaire. Cette pondération permet de comparer les différents DRG entre eux en termes de ressources nécessaires. En divisant la somme des «cost-weights» de toutes les hospitalisations d'une année au sein d'une clinique

par le nombre total de cas, on obtient l'indice dit «Case Mix Index» (CMI) de cette clinique. Le CMI renseigne sur la charge économique mais pas sur le type d'intervention. Il en résulte que des cas très différents comme une implantation coûteuse ou le traitement complexe d'un patient en unité de soins intensifs affichent un «cost-weight» similaire.

AA Hirslanden Klinik Aarau
BS Klinik Beau-Site, Berne
PM Klinik Permanence, Berne
SA Salem-Spital, Berne

AK AndreasKlinik Cham Zug
LC Clinique La Colline, Genève
RO Klinik Am Rosenberg, Heiden
BC Clinique Bois-Cerf, Lausanne

CC Clinique Cecil, Lausanne
ST Klinik St. Anna, Lucerne
MG Hirslanden Klinik Meggen
BI Klinik Birshof, Münchenstein Bâle

BE Klinik Belair, Schaffhouse
SH Klinik Stephanshorn, Saint-Gall
HI Klinik Hirslanden, Zurich
IP Klinik Im Park, Zurich

CASE MIX INDEX

SwissDRG	AA	BS	PM	SA	AK	LC	RO	BC	CC	ST	MG	BI	BE	SH	HI	IP	2015
Résultat CMI	1.2	1.6	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	1.3	1.1	0.9	1.0	1.1	1.0	1.4	1.2	1.1

sorties d'hospitalisation, année civile 2015, incluant les nouveau-nés et les assurés selon la LAA

MÉDECINE CARDIAQUE

Comme les années précédentes, en 2015 encore, un patient adulte sur cinq, voire un sur quatre, a été traité dans une clinique Hirslanden pour certaines indications de médecine

cardiaque en Suisse. Ces taux élevés soulignent la très grande place de la médecine chirurgicale et interventionnelle aiguë dans les cliniques du Groupe.

Opérations	Hirslanden Nombre de cas	Part de Hirslanden à fréquence en Suisse
Pontage coronarien	1092	33.7%
Opérations des valves cardiaques	1352	32.9%
Interventions cardiovasculaires percutanées	3 098	17.5%
Implantation d'un défibrillateur automatique	158	19.9%
Troubles circulatoires associés au cathétérisme cardiaque	5 733	27.3%
Implantation et remplacement de pacemaker cardiaque permanent	773	18.6%

SPÉCIALITÉS PAR CLINIQUE

EN POINT DE MIRE: LA MÉDECINE CARDIAQUE

AVEC PLUS DE 10 800 CAS TRAITÉS DANS SIX CLINIQUES EFFEC-TUANT DES INTERVENTIONS CARDIAQUES, LA MÉDECINE DU CŒUR EST L'UNE DES PREMIÈRES SPÉCIALITÉS DU GROUPE DE CLINIQUES PRIVÉES HIRSLANDEN. LES PRESTATIONS, QUI VONT DE LA CHIRURGIE CARDIAQUE À LA RYTHMOLOGIE, RE-POSENT SUR UNE COLLABORATION À LA FOIS INTERDISCI-PLINAIRE ET INDÉPENDAMMENT DU SITE.

En 2015, pour différentes indications de médecine cardiaque, un patient adulte sur quatre a été traité dans une clinique Hirslanden. Dans certaines disciplines, la part des cliniques Hirslanden est même plus élevée encore: les opérations des valves cardiaques sont réalisées dans 31 pour cent des cas dans des cliniques Hirslanden, les pontages corona-liens dans 29 pour cent des cas. Hirslanden contribue donc pour une large part aux soins de base des patients atteints de maladies cardiaques.

Afin de garantir des soins de haute qualité et d'être en permanence à la pointe du progrès médical, Hirslanden favorise la collaboration entre des médecins qualifiés exerçant différentes sous-disciplines de médecine cardiaque, qu'il réunit grâce à un système médical complet et à une infrastructure moderne. Ce système médical, qui rassemble des disciplines comme la médecine d'urgence, l'anesthésie, la médecine intensive et la médecine interne générale, permet une prise en charge optimale des patients.

La collaboration n'est pas seulement interdisciplinaire au sein du Groupe mais s'étend aussi à des partenaires externes dans le cadre de coopérations. Citons ici l'exemple de la coopération de la Hirslanden Klinik Aarau avec l'Hôpital de l'Île de Berne et l'Hôpital cantonal d'Aarau.

Depuis 2014, le professeur Thierry Carrel et le Dr Lars Englberger dirigent, en plus de leurs activités à l'Hôpital de l'Île de Berne, le service de chirurgie cardiaque de la Hirslanden Klinik Aarau. Il en résulte que la médecine cardiaque de cette dernière est reliée à l'université. La clinique peut ainsi jouer un rôle dans la formation et la recherche médicale

à l'Hôpital de l'Île et contribuer à établir des standards médicaux communs. Après sa restructuration, le service de chirurgie cardiaque d'Aarau couvre – comme le Groupe de cliniques dans son ensemble d'ailleurs – l'ensemble des prestations de chirurgie cardiaque (à l'exception des transplantations et de la chirurgie cardiaque pédiatrique). Ces prestations incluent entre autres les pontages corona-liens, les opérations des valves cardiaques et la chirurgie aortique thoracique. Avec ses services de chirurgie cardiaque et de cardiologie, la Hirslanden Klinik Aarau assure des soins de médecine cardiaque complets dans la région du Plateau suisse.

La même année, une collaboration fructueuse entre le service de chirurgie cardiaque de la Hirslanden Klinik Aarau et le service de cardiologie de l'Hôpital cantonal d'Aarau (KSA) a vu le jour, donnant lieu à la création du «Herzzentrum Aargau». Depuis, des réunions de l'équipe de médecine cardiaque ont lieu chaque semaine au KSA ainsi que des visites communes quotidiennes de patients de la Hirslanden Klinik Aarau. Les interventions spécialisées comme la TAVI (implantation mini-invasive d'une bioprothèse valvulaire aortique par voie transcathéter) sont réalisées par des cardiologues au laboratoire de cathétérisme de la Hirslanden Klinik Aarau en collaboration avec des chirurgiens cardiaques sur place.



**«Dans le domaine de la médecine cardiaque,
Aarau réalise ce dont tout le monde parle:
l'excellence par la coopération.»**

Dr Lars Englberger

INFRASTRUCTURE DES CLINIQUES

	Hirslanden Klinik Aarau	Klinik Beau-Site, Berne	Klinik Permanence, Berne	Salem-Spital, Berne	AndreasKlinik Cham Zug	Clinique La Colline, Genève	Klinik Am Rosenberg, Heiden
Lits							
Lits en unités de lits (stationnaires)	155	111	47	168	56	67	62
Lits en chambres simples	67	27	15	39	14	67	13
Lits en chambres doubles	67	72	17	72	26	0	22
Lits en chambres à plusieurs lits	21	12	15	57	16	0	27
Lits en unités de soins spéciaux							
Unité de soins intensifs	8	12	0	0	0	0	0
Salle de réveil/Unité de soins intermédiaires	10	25	7	11	16	22	5
Hôpital de jour	17	6	0	10	15	21	0
Service des urgences	x	x		x	x	x	x
Salles d'opération et d'accouchement							
Salles d'opération	7	5	3	8	4	6	5
Salles d'accouchement	2	0	0	4	3	0	0
Equipements médicaux							
IRM (Imagerie par résonance magnétique)	2	1	0	2	0	0	0
CT (Scanographe)	2	1	0	2	0	0	0
Labo de cathétérisme	2	3	0	0	0	0	0
avec labo d'électrophysiologie	x	x					
Médecine nucléaire	0	0	0	0	0	0	0
LINAC (accélérateur linéaire y compris CyberKnife)	1	0	0	0	0	0	0
Robots d'opération	1	1	0	0	0	0	0
Dialyse	6	0	0	10	0	0	0

	Clinique Bois-Cerf, Lausanne	Clinique Cecil, Lausanne	Klinik St. Anna, Lucerne	Hirslanden Klinik Meggen	Klinik Birshof, Münchenstein Bâle	Klinik Belair, Schaffhouse	Klinik Stephanshorn, Saint-Gall	Klinik Hirsländen, Zurich	Klinik Im Park, Zurich	Total
	68	86	196	20	48	28	109	330	126	1677
20	44	59	4	13	3	8	236	30	659	
48	42	82	10	28	22	78	94	96	776	
0	0	55	6	7	3	23	0	0	242	
<hr/>										
	0	7	6	0	0	0	6	22	8	69
11	21	15	5	14	6	5	15	16	204	
10	14	14	5	0	0	9	16	17	154	
	x	x				x	x	x		
<hr/>										
	5	6	6	3	5	2	5	14	8	92
0	2	3	0	0	0	0	4	3	2	23
<hr/>										
1	1	4	0	1	0	2	6	3	23	
1	1	1	0	1	0	1	3	2	15	
0	2	1	0	0	0	0	5	3	16	
	x	x			0	0		x		
0	1	2	0	0	0	0	2	0	5	
1	0	0	0	0	0	0	4	0	6	
0	1	1	0	0	0	0	1	0	5	
0	23	13	0	0	0	0	0	12	64	

GLOSSAIRE

Terme	Explication
75 ^e percentile	Terme statistique; 75% des valeurs de comparaison sont égales ou supérieures
BZH	Centre de conseils sur l'hygiène de Fribourg-en-Brisgau
Case Mix (CM)	Somme des coûts pondérés (cost-weights) par cas d'un hôpital
Case Mix Index (CMI)	Coût pondéré (cost-weight) moyen d'un hôpital
CH-IQI	Swiss Inpatient Quality Indicators; indicateurs de qualité pour les hôpitaux de soins aigus de l'Office fédéral de la santé
CHOP	Classification suisse des interventions chirurgicales; utilisée pour le codage des opérations et des traitements
CIM	ICD, International Classification of Diseases, Classification internationale des maladies; utilisée pour le codage des diagnostics
CIRS	Critical Incident Reporting System; système d'annonce anonyme des quasi-accidents
CMD	MDC, Major Diagnostic Categories; principales catégories diagnostiques dans les systèmes DRG
Corporate Office	Siège principal du Groupe de cliniques privées Hirslanden, situé à Zurich
Cost-weight	Coût pondéré, coût de traitement moyen d'un DRG
Dispositif médical (angl. device)	Produit médical susceptible de soutenir les fonctions du corps humain (p. ex. sondes urinaires, respirateurs)
DRG	Diagnosis Related Groups, groupes de diagnostic par cas; système de classification qui répartit les patients hospitalisés en groupes de cas homogènes, tant sur le plan du coût économique que de l'effort médical
EFQM	European Foundation for Quality Management
Escarre	(Ulcère de pression, u. de décubitus): plaie chronique résultant de la compression de tissus mous en position couchée prolongée
Forfait par cas	Rémunération de prestations médicales par un forfait selon le cas traité
Indice de mortalité	Rapport de la mortalité théorique à la mortalité effective (réelle) dans un collectif de patients
Infection nosocomiale	Infection contractée durant un séjour ou un traitement dans un hôpital
Intervalle de confiance	Notion indiquant la précision de l'estimation d'un paramètre statistique sur un échantillon (une moyenne, par exemple)
IQIP	International Quality Indicator Project
ISO	International Organization for Standardization; organisation internationale de normalisation
ISO 9001:2008	Norme de gestion de la qualité pour les entreprises de services

Terme	Explication
KISS	Krankenhaus-Infektions-Surveillance-System; système de surveillance des infections en milieu hospitalier
Liste des hôpitaux	Liste de tous les hôpitaux d'un canton autorisés à facturer leurs prestations à l'assurance obligatoire de soins selon la LAMal
LPZ	International Prevalence Measurement of Care Problems; instrument de mesure de la prévalence des phénomènes de soins développé par l'université de Maastricht
MHS	Médecine hautement spécialisée
SAPS	Simplified Acute Physiology Score; système de classification servant à déterminer l'état physiologique d'un patient et notamment le risque de mortalité individuel d'un patient en soins intensifs
SIRIS	Registre suisse des implants
Soins somatiques aigus	Traitements hospitaliers de maladies aiguës ou d'accidents
SQLape	Algorithme d'analyse destiné à la collecte de données sur les réhospitalisations et les réopérations
SwissDRG	Système suisse de DRG entré en vigueur en 2012; dérivé du système allemand G-DRG
Swissnoso	Association de médecins occupant des postes de cadres, qui élabore des recommandations contre les infections nosocomiales et la résistance aux antibiotiques pour le système de santé suisse, adapte des directives internationales aux besoins nationaux et informe au sujet des développements dans le domaine de la prévention des infections. Swissnoso mène en outre, dans toute la Suisse, une étude de prévalence qui fournit des données précieuses sur les infections nosocomiales
USI	Unité de soins intensifs

LES CLINIQUES ET CENTRES DU GROUPE DE CLINIQUES PRIVÉES HIRSLANDEN

1 CLINIQUE LA COLLINE

Directeur: Stéphan Studer
Avenue de Beau-Séjour 6
CH-1206 Genève
T +41 22 702 20 22
F +41 22 702 20 33
info@lacolline.ch



2 CLINIQUE BOIS-CERF

Directeur: Cédric Bossart
Avenue d'Ouchy 31
CH-1006 Lausanne
T +41 21 619 69 69
F +41 21 619 68 25
clinique-boiscerf@hirslanden.ch



3 CLINIQUE CECIL

Directeur: Jean-Claude Chatelain
Avenue Ruchonnet 53
CH-1003 Lausanne
T +41 21 310 50 00
F +41 21 310 50 01
clinique-cecil@hirslanden.ch



4 SALEM-SPITAL

Directeur: Norbert Schnitzler
Schänzlistrasse 39
CH-3013 Berne
T +41 31 337 60 00
F +41 31 337 69 30
salem-spital@hirslanden.ch



5 KLINIK PERMANENCE

Directeur: Daniel Freiburghaus
Bümpizstrasse 83
CH-3018 Berne
T +41 31 990 41 11
F +41 31 991 68 01
klinik-permanence@hirslanden.ch



6 KLINIK BEAU-SITE

Directeur: Dr Christoph Egger
Schänzlihalde 11
CH-3013 Berne
T +41 31 335 33 33
F +41 31 335 37 72
klinik-beausite@hirslanden.ch



7 PRAXISZENTRUM AM BAHNHOF

Directeur: Dr Christoph Egger
Parkterrasse 10
CH-3012 Berne
T +41 31 335 50 00
F +41 31 335 50 80
pzbernhirslanden.ch

8 PRAXISZENTRUM DÜDINGEN

Directeur: Dr Christoph Egger
Bahnhofplatz 2A
CH-3186 Guin
T +41 26 492 80 00
F +41 26 492 80 88
praxiszentrum.duedingen@hirslanden.ch



9 KLINIK BIRSHOF

Directrice: Daniela de la Cruz
Reinacherstrasse 28
CH-4142 Münchenstein
T +41 61 335 22 22
F +41 61 335 22 05
klinik-birshof@hirslanden.ch



10 HIRSLANDEN KLINIK AARAU

Directeur: Philipp Keller
Schänisweg
CH-5001 Aarau
T +41 62 836 70 00
F +41 62 836 70 01
klinik-aarau@hirslanden.ch



11 KLINIK ST. ANNA

Directeur: Dr Dominik Utiger
St. Anna-Strasse 32
CH-6006 Lucerne
T +41 41 208 32 32
F +41 41 370 75 76
klinik-stanna@hirslanden.ch

12 ST. ANNA IM BAHNHOF

Directeur: Dr Dominik Utiger
Zentralstrasse 1
CH-6003 Lucerne
T +41 41 556 61 80
F +41 41 556 61 60
bahnhof.stanna@hirslanden.ch



13 HIRSLANDEN KLINIK MEGGEN

Directrice: Andrea Bazzani
Huobmattstrasse 9
CH-6045 Meggen
T +41 41 379 60 00
F +41 41 379 60 95
klinik-meggen@hirslanden.ch



14 ANDREASKLINIK CHAM ZUG

Directeur: Dr Urs Karli
Rigistrasse 1
CH-6330 Cham
T +41 41 784 07 84
F +41 41 784 09 99
info.andreasklinik@hirslanden.ch



15 KLINIK IM PARK

Directeur: Stephan Eckhart
Seestrasse 220
CH-8027 Zurich
T +41 44 209 21 11
F +41 44 209 20 11
klinik-impark@hirslanden.ch



16 KLINIK HIRSLANDEN

Directeur: Dr Conrad Müller
Witellikerstrasse 40
CH-8032 Zurich
T +41 44 387 21 11
F +41 44 387 22 33
klinik-hirslanden@hirslanden.ch



**17 KLINIK BELAIR**

Directeur: Dr Peter Werder
Rietstrasse 30
CH-8201 Schaffhouse
T +41 52 632 19 00
F +41 52 625 87 07
klinik-belair@hirslanden.ch

**19 KLINIK STEPHANSHORN**

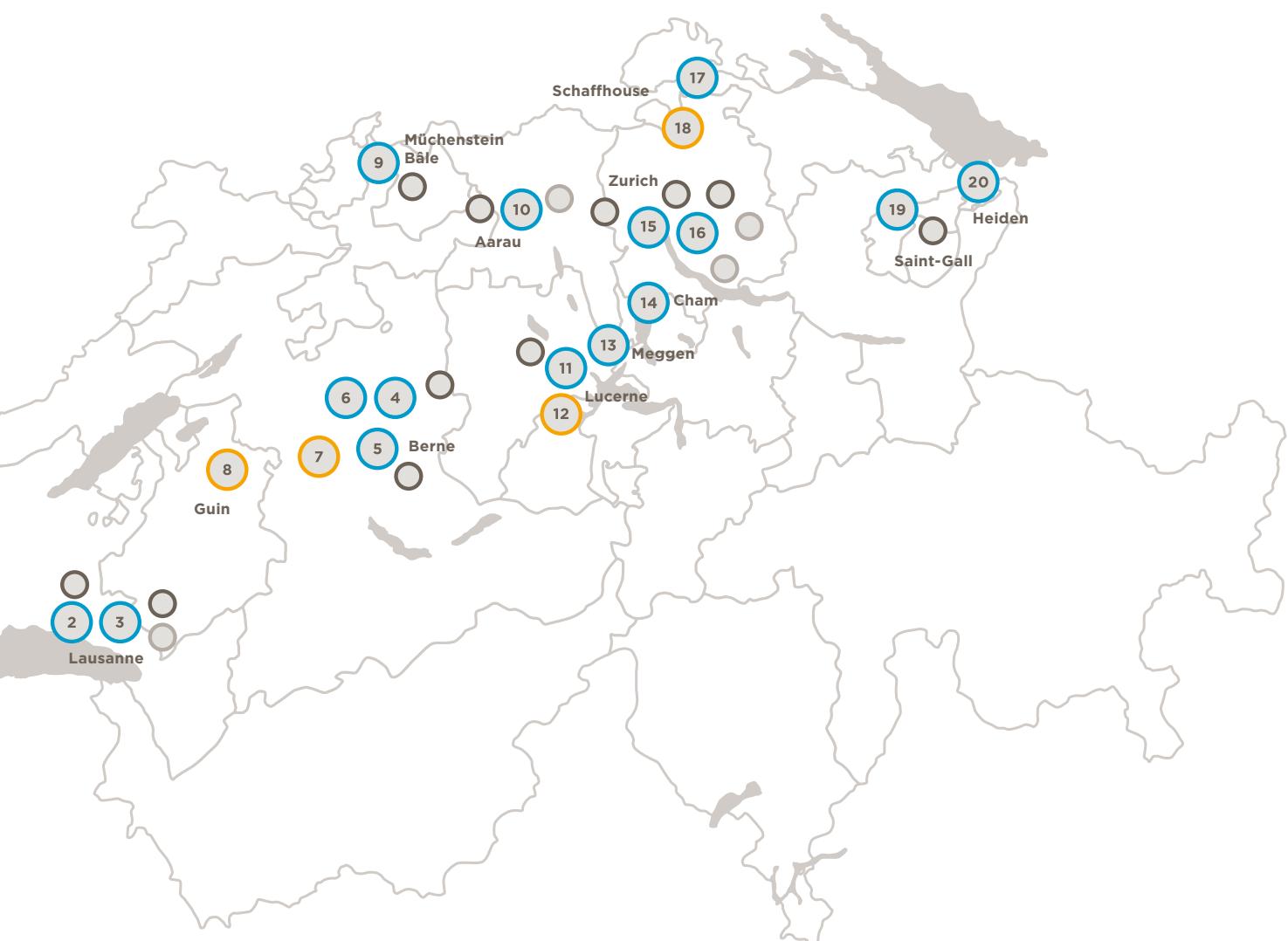
Directrice: Andrea Rütsche
Brauerstrasse 95
CH-9016 Saint-Gall
T +41 71 282 71 11
F +41 71 282 75 30
klinik.stephanshorn@hirslanden.ch

18 PRAXISZENTRUM AM BAHNHOF

Directeur: Dr Peter Werder
Bleicheplatz 3
CH-8200 Schaffhouse
T +41 52 557 11 00
F +41 52 557 11 01
pbz.schaffhausen@hirslanden.ch

**20 KLINIK AM ROSENBERG**

Directeur: Alexander Rohner
Hasenbühlstrasse 11
CH-9410 Heiden
T +41 71 898 52 52
F +41 71 898 52 77
klinik-amrosenberg@hirslanden.ch



Cliniques



Centres médicaux



Instituts de radiologie



Instituts de radiothérapie

DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES – POUR LE BIEN DE NOS PATIENTS

L'étroite collaboration entre le Groupe de cliniques privées Hirslanden et ses partenaires stratégiques a permis le développement de processus innovants et la création de nouveaux produits et services.



IMPRESSION

Editeur: Groupe de cliniques privées Hirslanden, communication d'entreprise

Photos: Gian Marco Castelberg

Réalisation: Detail AG

Impression: Kromer Print AG

Ce rapport annuel est publié en allemand ainsi que dans ses traductions française et anglaise.

Le rapport annuel du Groupe de cliniques privées Hirslanden 2015/16 couvre l'exercice du 1.4.2015 au 31.3.2016.

Les textes se réfèrent toujours aux personnes des deux sexes.



RAPPORT ANNUEL ET DE QUALITÉ 2015/16 À TÉLÉCHARGER:
WWW.HIRSLANDEN.CH/RAPPORTANNUEL

RAPPORT ANNUEL ET DE QUALITÉ 2015/16 FOURNISANT DES
DONNÉES DE QUALITÉ DÉTAILLÉES:
WWW.HIRSLANDEN.CH/RAPPORTDEQUALITE

INFORMATIONS SUR LES DIFFÉRENTES CLINIQUES:
WWW.HIRSLANDEN.CH/SITES

EMPLOIS ET CARRIÈRES:
WWW.HIRSLANDEN.CH/EMPLOIS

HIRSLANDEN
SEEFELDSTRASSE 214
CH-8008 ZURICH
T +41 44 388 75 85
UNTERNEHMENSKOMMUNIKATION@HIRSLANDEN.CH

WWW.HIRSLANDEN.CH



***Hirslanden AG
Zurich***

***Report of the statutory auditor
to the General Meeting on the
consolidated financial statements 2016***



Report of the statutory auditor
to the General Meeting of
Hirslanden AG
Zurich

Report of the statutory auditor on the consolidated financial statements

As statutory auditor, we have audited the accompanying consolidated financial statements of Hirslanden AG, which comprise the consolidated statement of financial position, consolidated income statement, consolidated statement of comprehensive income, consolidated cash flow statement, consolidated statement of changes in equity and notes, for the year ended 31 March 2016.

Board of Directors' responsibility

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS) and the requirements of Swiss law. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation and fair presentation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. The Board of Directors is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards as well as the International Standards on Auditing. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system. An audit also includes evaluating the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the year ended 31 March 2016 give a true and fair view of the financial position, the results of operations and the cash flows in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS) and comply with Swiss law.

PricewaterhouseCoopers AG, Birchstrasse 160, Postfach, CH-8050 Zürich, Switzerland
Telefon: +41 58 792 44 00, Telefax: +41 58 792 44 10, www.pwc.ch



Report on other legal requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 728 CO and article 11 AOA) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists which has been designed for the preparation of consolidated financial statements according to the instructions of the Board of Directors.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

PricewaterhouseCoopers AG

Handwritten signature of Gerhard Siegrist.

Gerhard Siegrist

Audit expert
Auditor in charge

Handwritten signature of Diego J. Alvarez.

Diego J. Alvarez

Audit expert

Zurich, 4 May 2016

Enclosure:

- Consolidated financial statements (the consolidated statement of financial position, consolidated income statement, consolidated statement of comprehensive income, consolidated cash flow statement, consolidated statement of changes in equity and notes)

Hirslanden AG

ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS 2016



CONTENTS

for the year ended 31 March

General Information	3
Independent auditor's report	4
Consolidated statement of financial position	6
Consolidated income statement	7
Consolidated statement of comprehensive income	8
Consolidated cash flow statement	9
Consolidated statement of changes in equity	10
Notes to the annual consolidated financial statements	11
1. General Information	
2. Summary of significant accounting policies	
3. Financial instruments and risk management	
4. Critical accounting estimates and judgements	
5. Property, equipment and vehicles	
6. Intangible assets	
7. Investments in associates	
8. Other investments and loans	
9. Deferred taxation	
10. Inventories	
11. Trade and other receivables	
12. Cash and cash equivalents	
13. Share capital and share premium	
14. Reserves	
15. Non-controlling interests	
16. Borrowings	
17. Loans from related parties	
18. Other liabilities	
19. Provisions	
20. Retirement benefit obligations	
21. Derivative financial instruments	
22. Trade and other payables	
23. Expenses by nature	
24. Other gains and losses	
25. Finance income and cost	
26. Taxation	
27. Other comprehensive income	
28. Cash flow information	
29. Commitments	
30. Related party transactions	
31. Standards and interpretations issued but not yet effective	
32. Investments in subsidiaries and associates	
33. Segment reporting	
34. Events after the balance sheet date	

GENERAL INFORMATION

for the year ended 31 March

NATURE OF ACTIVITIES

The main business of the Group is to enhance the quality of life of patients by providing comprehensive, high-quality hospital services on a cost-effective basis.

GENERAL REVIEW OF ACTIVITIES

The Group currently operates sixteen hospitals in Switzerland.

The financial results are fully disclosed in the consolidated income statement and in the consolidated financial statements.

COMPANY NAME

Hirslanden AG ("Group")

COMPANY REGISTRATION NUMBER

CHE-113.796.171

ULTIMATE HOLDING COMPANY

Mediclinic International plc

REGISTERED OFFICE

Seefeldstrasse 214, 8008 Zurich

EXECUTIVE MANAGEMENT

Dr. T. O. Wiesinger (Chief Executive Officer)

Mr. A. Steiner (Chief Operating Officer, resigned, March 31, 2015)

Dr. D. Liedtke (Chief Operating Officer, appointed, April 01, 2015)

Mr. M. U. Oetiker (Chief Strategy Officer)

Mr. A. H. Kappeler (Chief Financial Officer)

Dr. C. H. A. Westerhoff (Chief Clinical Officer, appointed, April 01, 2015)

BOARD OF DIRECTORS

Dr. T. O. Wiesinger (President)

Mr. A. Steiner (resigned, March 31, 2015)

Dr. D. Liedtke (appointed, April 01, 2015)

Mr. A. H. Kappeler

COMPANY SECRETARY

Mr. R. Baumgartner (resigned, December 31, 2014)

Ms. M. Seikel (appointed, January 01, 2015)

AUDITORS

PricewaterhouseCoopers AG, Switzerland, Zürich

CONSOLIDATED STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

as at 31 March

		G R O U P	
	Notes	2016 CHF 000	2015 CHF 000
ASSETS			
Non-current assets		4'563'558	4'512'125
Property, equipment and vehicles	5	3'717'656	3'668'077
Intangible assets	6	837'643	836'461
Investments in associates	7	1'115	159
Other investments and loans	8	2'046	1'696
Deferred income tax assets	9	5'098	5'732
Current assets		695'886	676'963
Inventories	10	50'848	48'329
Trade and other receivables	11	469'008	429'666
Cash and cash equivalents	12	176'030	198'968
Total assets		5'259'444	5'189'088
EQUITY			
Capital and reserves		551'882	551'882
Share capital	13	551'882	551'882
Share premium	13	1'007'302	1'007'302
Capital contribution reserve		145	(122)
Retained earnings	14.1	92'120	29'952
Hedge reserve	14.2	(3'764)	(5'442)
Attributable to equity holders of the Company		1'647'685	1'583'572
Non-controlling interests	15	210	414
Total equity		1'647'895	1'583'986
LIABILITIES			
Non-current liabilities		3'249'183	3'237'918
Borrowings	16	1'699'096	1'741'274
Loans from related parties	17	713'924	746'086
Deferred income tax liabilities	9	613'193	613'573
Other liabilities	18	1'571	1'914
Provisions	19	32'266	32'925
Retirement benefit obligations	20	163'468	65'465
Derivative financial instruments	21	25'665	36'681
Current liabilities		362'366	367'184
Trade and other payables	22	272'046	269'232
Borrowings	16	50'000	50'000
Other liabilities	18	343	617
Provisions	19	26'861	32'876
Income tax payables	28.2	13'116	14'459
Total liabilities		3'611'549	3'605'102
Total equity and liabilities		5'259'444	5'189'088

The notes on page 11 to 51 are an integral part of these consolidated financial statements.

CONSOLIDATED INCOME STATEMENT

for the year ended 31 March

		G R O U P	
	Notes	2016 CHF 000	2015 CHF 000
Revenue		1'657'487	1'562'619
Cost of sales	23	(962'581)	(914'148)
Administration and other operating expenses	23	(359'779)	(344'481)
Operating profit before depreciation and amortisation (EBITDA)		335'127	303'990
Depreciation and amortisation	23/5/6	(92'374)	(82'492)
Operating profit		242'753	221'498
Other gains / (losses)	24	11'016	(25'801)
Income from associates	7	240	159
Finance income	25	942	18'242
Finance cost	25	(80'510)	(83'071)
Profit before taxation		174'441	131'027
Income tax (expenses) / income	26	(35'172)	31'850
Profit for the year		139'269	162'877
 Attributable to:			
Equity holders of the Company		139'463	162'904
Non-controlling interests	15	(194)	(27)
		139'269	162'877

The notes on page 11 to 51 are an integral part of these consolidated financial statements.

CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME

for the year ended 31 March

	Notes	CHF 000	G R O U P
		2016	2015
Profit for the year		139'269	162'877
Items that may be subsequently reclassified to profit or loss			
Other comprehensive income / (loss) - derivative financial instruments	14.2/27		
Derivative financial instruments - net gain / (loss)		2'128	(10'111)
Deferred tax on fair value of derivative financial instruments		(450)	<u>1'678</u>
		2'138	<u>(7'973)</u>
Items that will not be reclassified to profit or loss			
Other comprehensive income / (loss) - actuarial results	14.1/27		
Actuarial (loss)		(97'284)	(55'968)
Deferred tax on actuarial result		19'943	<u>(77'341)</u>
		11'474	<u>(44'494)</u>
Other comprehensive loss, net of tax		<u>(75'663)</u>	<u>(52'467)</u>
Total comprehensive income for the year		<u>63'606</u>	<u>110'410</u>
Attributable to:			
Equity holders of the Company		63'800	110'437
Non-controlling interests	15	(194)	<u>(27)</u>
		<u>63'606</u>	<u>110'410</u>

The notes on page 11 to 51 are an integral part of these consolidated financial statements.

CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

for the year ended 31 March

Notes	G R O U P	
	2016	2015
	CHF 000 Inflow/ (outflow)	CHF 000 Inflow/ (outflow)
CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES		
Cash received from customers	1'620'898	1'582'560
Cash paid to suppliers and employees	<u>(1'336'382)</u>	<u>(1'237'925)</u>
Cash generated from operations	28.1	284'516
Finance income	28.3	713
Interest paid	28.3	(44'764)
Taxation paid	28.2	(16'768)
NET CASH FLOW FROM OPERATIONS	223'697	275'681
CASH FLOW FROM INVESTMENT ACTIVITIES		
Investment to maintain operations	(143'824)	(258'582)
Investment to expand operations	(75'500)	(70'128)
Proceeds on sale of property, equipment and vehicles	(68'366)	(71'852)
Investments in/proceeds from investments in associates, other investments and loans	1'081	962
Disposal of subsidiary	(1'039)	413
Business combinations, net of cash acquired	-	3'795
	-	(121'772)
CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES		
Repayments of borrowings	16	(102'811)
Receipts of borrowings	16	86'741
Repayments of loans from related parties	17	(50'616)
Receipts of loans from related parties	17	(307'955)
Refinancing costs	-	415'000
Payment to ultimate holding company	-	(245'206)
Dividend distributions	-	235'581
	(5)	(10'464)
	-	(213)
	-	(2)
Net movement in cash and cash equivalents	(22'938)	103'840
Opening balance of cash and cash equivalents	198'968	95'128
Closing balance of cash and cash equivalents	176'030	198'968

The notes on page 11 to 51 are an integral part of these consolidated financial statements.

CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY
as at 31 March

G R O U P

	Share capital (note 13)	Share premium (note 13)	Capital contribution reserve	Retained earnings (note 14.1)	Hedge reserve (note 14.2)	Shareholders' equity	Non-controlling interests (note 15)	Total equity
	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000
Balance at 01 April 2014	551'882	1'007'302	-	(88'412)	2'531	1'473'303	436	1'473'739
Profit for the year	-	-	-	162'904	-	162'904	(27)	162'877
Other comprehensive income, net of tax	-	-	-	(44'494)	(7'973)	(52'467)	-	(52'467)
Total comprehensive income for the year	-	-	-	118'410	(7'973)	110'437	(27)	110'410
Longterm incentive scheme	-	-	(167)	-	-	(167)	-	(167)
Capital contribution expense	-	-	45	-	-	45	-	45
Dividends (longterm incentive scheme)	-	-	-	(46)	-	(46)	-	(46)
Transactions with non-controlling interests	-	-	-	-	-	-	7	7
Dividend distributions	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)
Balance at 31 March 2015	551'882	1'007'302	(122)	29'952	(5'442)	1'583'572	414	1'583'986
Profit for the year	-	-	-	139'463	-	139'463	(194)	139'269
Other comprehensive income, net of tax	-	-	-	(77'341)	1'678	(75'663)	-	(75'663)
Total comprehensive income for the year	-	-	-	62'122	1'678	63'800	(194)	63'606
Longterm incentive scheme	-	-	168	-	-	168	-	168
Capital contribution expense	-	-	99	-	-	99	-	99
Dividends (longterm incentive scheme)	-	-	-	46	-	46	-	46
Transactions with non-controlling interests	-	-	-	-	-	-	(8)	(8)
Dividend distributions	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)
Balance at 31 March 2016	551'882	1'007'302	145	92'120	(3'764)	1'647'685	210	1'647'895

The notes on page 11 to 51 are an integral part of these consolidated financial statements.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

1. GENERAL INFORMATION

Hirslanden AG (company registration number: CHE-113.796.171) and its subsidiaries, Hirslanden Private Hospital Group ("The Group"), operates multi-disciplinary private hospitals in Switzerland.

The main business of the Group is to enhance the quality of life of patients by providing comprehensive, high-quality hospital services on a cost-effective basis.

Hirslanden AG is a limited corporation company incorporated and domiciled in Switzerland. The address of its registered office is:

Hirslanden AG, Seefeldstrasse 214, CH-8008 Zurich

On 25 June 2014, Hirslanden AG acquired Med-Kompetenz SA (renamed into Hirslanden Clinique La Colline SA) and its subsidiaries Clinique La Colline SA, Polyclinique la Colline SA and Med-Immo la Colline SA. Furthermore, it acquired Swissana Clinic AG, Meggen on 08 August 2014 and IMRAD SA on 14 October 2014. Med-Immo la Colline SA was sold to a third party on 19 February 2015. On 27 March 2015, Hirslanden Freiburg AG, Düdingen was established by Hirslanden AG. Thus, the Group consists of 16 hospitals.

With the merger balance sheet as per 31 December 2014, SWISSANA CLINIC AG was merged into Klinik St. Anna AG. With the merger balance sheet as per 31 March 2015, Clinique La Colline SA and Polyclinique la Colline SA were merged into Hirslanden Clinique La Colline SA.

Since 15 February 2016 the ultimate holding company of the Group is Mediclinic International plc., a company listed on the London Stock Exchange ("LSE") and the Johannesburg stock exchange. On that date, the combination of Al Noor Hospitals Group plc and Mediclinic International Limited, the former ultimate holding company of the Group, became effective. The transaction was settled in the form of a reverse take over followed by a name change from Mediclinic International Limited into Mediclinic International plc.

Hirslanden AG is a wholly owned subsidiary of Mediclinic Luxembourg S.à.r.l.; Mediclinic Luxembourg S.à.r.l. is a wholly owned subsidiary of Mediclinic Holdings Netherlands B.V. and finally Mediclinic Holdings Netherlands B.V. is a wholly owned subsidiary of Mediclinic International plc.

These annual financial statements have been approved for issue by the Board of Directors on 4 May 2016 for the ultimate approval of the shareholders at their annual general meeting.

2. SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The principal accounting policies applied in the preparation of these consolidated financial statements are set out below. These policies have been consistently applied to all the years presented, unless otherwise stated.

2.1 Basis of preparation

The annual financial statements of the Group are prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS). The consolidated financial statements are presented in Swiss Francs (CHF), which is the functional and presentation currency of all group companies and all values are rounded to the nearest thousand (CHF 000) except when otherwise indicated. The financial statements are prepared on the historical cost convention, as modified by the revaluation of certain financial instruments and available for sale assets to fair value.

The preparation of the financial statements in conformity with IFRS requires the use of certain critical accounting estimates. It also requires management to exercise its judgement in the process of applying the Group's accounting policies. The areas involving a higher degree of judgement or complexity, or areas where assumptions and estimates are significant to the annual financial statements, are disclosed in note 4.

The consolidated financial statements of the Group for the year ended 31 March 2016 contain the result of the year beginning 1 April 2015 until 31 March 2016. The comparative figures are comprised of the year from 1 April 2014 to 31 March 2015.

The new accounting standards, amendments and interpretations which have been published that are mandatory for accounting periods beginning on or after 1 April 2016 or later periods but which the Group has not early adopted are disclosed in note 31.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

2.2 Change in accounting policy

The IASB has published interpretations, new standards and amendments to existing standards that are effective for these financial statements. Apart from the changes described below, the accounting policies remain the same as in the previous year. No new or revised IFRSs were applied during the year. No amendments to standards and interpretations, which had a material effect, became effective during the year.

2.3 Consolidation and equity accounting

a) Subsidiaries

Subsidiaries are all entities (including structured entities) over which the Group has control. The Group controls an entity when it is exposed to, or has rights to, variable returns from its involvement with the entity and has the ability to affect those returns through its power over the entity.

Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the Group. They are no longer consolidated from the date control ceases.

The Group uses the acquisition method of accounting to account for business combinations. The consideration transferred for the acquisition of a subsidiary is the fair value of the assets transferred, the liabilities incurred and the equity interests issued by the Group. The consideration transferred includes the fair value of any asset or liability resulting from a contingent consideration arrangement. Identifiable assets acquired and liabilities and contingent liabilities assumed in a business combination are measured initially at their fair values at the acquisition date. On an acquisition-by-acquisition basis, the Group recognises any non-controlling interest in the acquiree either at fair value or at the non-controlling interest's proportionate share of the acquiree's identifiable net assets.

Acquisition related costs are expensed as incurred.

The excess of the consideration transferred, the amount of any non-controlling interest in the acquiree and the acquisition-date fair value of any previous equity interest in the acquiree over the fair value of the identifiable net assets acquired is recorded as goodwill. If the total of consideration transferred, non-controlling interest recognised and previously held interest measured is less than the fair value of the net assets of the subsidiary acquired in the case of a bargain purchase, the difference is recognised directly in the income statement.

If the business combination is achieved in stages, the acquisition date carrying value of the acquirer's previously held equity interest in the acquiree is re-measured to fair value at the acquisition date. Any gains or losses arising from such re-measurement are recognised in the income statement.

Any contingent consideration to be transferred by the Group is recognised at fair value at the acquisition date. Subsequent changes to the fair value of the contingent consideration that is deemed to be an asset or liability is recognised in accordance with IAS 39 either in the income statement or as a change to other comprehensive income. Contingent consideration that is classified as equity is not re-measured, and its subsequent settlement is accounted for within equity.

Intercompany transactions, balances and unrealised gains on transactions between group companies are eliminated. Unrealised losses are also eliminated unless the transaction provides evidence of an impairment of the asset transferred. When necessary, amounts reported by subsidiaries have been adjusted to conform with the Group's accounting policies.

Transactions with non-controlling interests that do not result in loss of control are accounted for as equity transactions - that is, as transactions with the owners in their capacity as owners. The difference between fair value of any consideration paid and the relevant share acquired of the carrying value of net assets of the subsidiary is recorded in equity. Gains or losses on disposals to non-controlling interest are also recorded in equity.

When the Group ceases to have control any retained interest in the entity is re-measured to its fair value at the date when control is lost, with the change in carrying amount recognised in the income statement. The fair value is the initial carrying amount for the purposes of subsequently accounting for the retained interest as an associate, joint venture or financial asset. In addition, any amounts previously recognised in other comprehensive income in respect of that entity are accounted for as if the Group had directly disposed of the related assets and liabilities. This may mean that amounts previously recognised in other comprehensive income are reclassified to the income statement.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

b) Associates

Associates are all entities over which the Group has significant influence but not control or joint control, generally accompanying a shareholding of between 20% and 50% of the voting rights.

Investments in associates are accounted for using the equity method of accounting. Under the equity method, the investment is initially recognised at cost, and the carrying amount is increased or decreased to recognise the investor's share of the profit or loss of the investee after the date of acquisition. The Group's investment in associates includes goodwill identified on acquisition. If the ownership interest in an associate is reduced but significant influence is retained, only a proportionate share of the amounts previously recognised in other comprehensive income is reclassified to the income statement where appropriate.

The Group's share of post-acquisition profit or loss is recognised in the income statement, and its share of post-acquisition movements is recognised in other comprehensive income with a corresponding adjustment to the carrying amount of the investment. When the Group's share of losses in an associate equals or exceeds its interest in the associate, including any other unsecured receivables, the Group does not recognise further losses, unless it has incurred legal or constructive obligations or made payments on behalf of the associate.

The Group determines at each reporting date whether there is any objective evidence that the investment in the associate is impaired. If this is the case, the Group calculates the amount of impairment as the difference between the recoverable amount of the associate and its carrying value and recognises the amount adjacent to share of profit/ (loss) of associates in the income statement.

Profits and losses resulting from upstream and downstream transactions between the Group and its associate are recognised in the Group's financial statements only to the extent of unrelated investors' interests in the associates. Unrealised losses are eliminated unless the transaction provides evidence of an impairment of the asset transferred.

Accounting policies of associates have been changed where necessary to ensure consistency with the policies adopted by the Group. Dilution gains and losses arising from investments in associates are recognised in the income statement.

2.4 Segment reporting

Consistent with internal reporting, the Group's segments are identified as the operating platform of Switzerland. The chief operating decision-maker, who is responsible for allocating resources and assessing performance of the operating segments, has been identified as the executive committee of Mediclinic International plc that makes strategic decisions.

2.5 Property, equipment and vehicles

Land and buildings mainly comprise hospitals and offices. All property, plant and equipment is shown at cost less subsequent depreciation and impairment, except for land, which is shown at cost less impairment. Cost includes expenditure that is directly attributable to the acquisition of the items. Subsequent costs are included in the asset's carrying amount or recognised as a separate asset, as appropriate, only when it is probable that future economic benefits associated with the item will flow to the Group and the cost of the item can be measured reliably. All other repairs and maintenance are charged to the income statement during the financial period in which they are incurred.

Land is not depreciated. Building shells are not depreciated unless the asset's carrying amount is greater than the residual value. Depreciation on the other assets is calculated using the straight-line method to allocate the cost of each asset to its residual value over the estimated useful life, as follows:

- Building shells:	100 years
- Fixed installations:	20 - 30 years or over the term of the lease contract if shorter
- Leasehold improvements:	3 - 10 years
- Equipment:	3 - 10 years
- Furniture and vehicles:	3 - 10 years

The assets' residual values and useful lives are reviewed and adjusted if appropriate, at each financial year end.

For a private hospital it is fundamentally important that the earnings potential of a building is maintained on a permanent basis. The Group therefore follows a structured maintenance program with regards to hospital buildings with the specific goal to prolong the useful lifetime of these buildings.

An asset's carrying amount is written down immediately to its recoverable amount if the asset's carrying amount is greater than its estimated recoverable amount.

Gains and losses on disposals are determined by comparing proceeds with carrying amounts. These are included in the income statement.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

2.6 Intangible assets

a) *Brand names*

The brand names are deemed to have an indefinite useful life as based on the analysis of all the relevant factors, there is no foreseeable limit to the period over which the assets are expected to generate net cash inflow for the Group. The brand names are carried at cost less accumulated impairment losses. Expenditures to maintain the brand names are accounted for against income as incurred.

b) *Goodwill*

Goodwill represents the excess of the consideration transferred over the fair value of net identifiable assets, liabilities and contingent liabilities of the acquiree and the fair value of the non-controlling interest in the acquiree. Goodwill on acquisitions of subsidiaries is included in intangible assets. Goodwill on acquisitions of associates is included in investments in associates. Goodwill is tested annually for impairment, or more frequently if events or changes in circumstances indicate a potential impairment. Goodwill is carried at cost less accumulated impairment losses. Impairment losses on goodwill are not reversed. Gains and losses on the disposal of an entity include the carrying amount of goodwill relating to the entity sold.

Goodwill is allocated to cash-generating units for the purpose of impairment testing. The allocation is made to those cash-generating units or groups of cash-generating units that are expected to benefit from the business combination in which the goodwill arose. Each unit or group of units to which the goodwill is allocated represents the lowest level at which the goodwill is monitored for internal management purposes. Goodwill is monitored at the operating segment level.

c) *Computer software and projects*

Acquired computer software licences and specific IT project costs such as internally developed software programmes are capitalised on the basis of the costs incurred to acquire and bring to use the specific software. These costs are amortised using the straight line method over their estimated useful lives (3 - 5 years). Costs associated with maintaining computer software programs or development expenditure that do not meet the recognition criteria are recognised as an expense as incurred.

2.7 Impairment of non-financial assets

Assets that have an indefinite useful life are not subject to amortisation and are tested annually for impairment and whenever events or changes in circumstance indicate that the carrying amount may not be recoverable. Assets that are subject to amortisation are tested for impairment whenever events or changes in circumstance indicate that the carrying amount may not be recoverable. An impairment loss is recognised for the amount by which the asset's carrying amount exceeds its recoverable amount. The recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell and value in use. For the purposes of assessing impairment, assets are grouped at the lowest levels for which there are separately identifiable cash flows (CGUs). Non-financial assets, other than goodwill that suffered an impairment are reviewed for possible reversal of the impairment at each reporting date.

2.8 Financial assets

The Group classifies its financial assets in the following categories: loans and receivables, available-for-sale financial assets and financial assets at fair value through profit or loss. The classification depends on the purpose for which the asset was acquired. Management determines the classification of its investments at initial recognition.

Purchases and sales of investments are recognised on trade date – the date on which the Group commits to purchase or sell the asset. Investments are initially recognised at fair value plus transaction costs for all financial assets not subsequently carried at fair value through profit or loss.

Financial assets are derecognised when the rights to receive cash flows from the financial assets have expired or have been transferred and the Group has transferred substantially all risks and rewards of ownership.

a) *Loans and receivables*

Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market. Loans and receivables are included in current assets, except for maturities greater than 12 months after the balance sheet date, which are classified as non-current assets. Loans and receivables are carried at amortised cost using the effective interest rate method.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

b) ***Investments available-for-sale***

Other long-term investments are classified as available-for-sale and are included within non-current assets unless management intends to dispose of the investment within 12 months of the balance sheet date. These investments are carried at fair value. Unrealised gains and losses arising from changes in the fair value of available-for-sale investments are recognised in other comprehensive income in the period in which they arise. When available-for-sale investments are either sold or impaired, the accumulated fair value adjustments are realised and included in the income statement.

c) ***Financial assets at fair value through profit or loss***

Financial assets at fair value through profit or loss are financial assets held for trading. A financial asset is classified in this category if acquired principally for the purpose of selling in the short term. Derivatives are also categorised as held for trading unless they are designated as hedges. Realised and unrealised gains and losses arising from changes in the fair value of these financial instruments are recognised in the income statement in the period in which they arise. Assets in this category are classified as current assets if expected to be settled within 12 months, otherwise they are classified as non-current.

d) ***Impairment***

The Group assesses at the end of each reporting period whether there is objective evidence that a financial asset or a group of financial assets is impaired.

A financial asset is impaired and impairment losses are incurred only if there is objective evidence of impairment as a result of one or more events that occurred after the initial recognition of the asset and that loss has an impact on the estimated future cash flows of the financial asset that can be reliably estimated. Evidence of impairment may include indications that the receivables or a group of receivables is experiencing significant financial difficulty, default or delinquency in interest or principal payments, the probability that they will enter bankruptcy or other financial reorganisation, and where observable data indicate that there is a measurable decrease in the estimated future cash flows, such as changes in arrears or economic conditions that correlate with defaults.

In the case of equity investments classified as available for sale, a significant or prolonged decline in the fair value of the security below its cost is considered an indicator that the investments are impaired. If any such evidence exists for available-for-sale financial assets, the cumulative loss – measured as the difference between the acquisition cost and the current fair value, less any impairment loss on that financial asset previously recognised in the income statement – is removed from equity and recognised in the income statement.

Impairment losses recognised in the income statement on equity instruments are not reversed through the income statement.

Loans and receivables together with the associated allowance are written off when there is no realistic prospect of future recovery and all collateral has been realised or has been transferred to the Group. If, in a subsequent year, the amount of the estimated impairment loss increases or decreases because of an event occurring after the impairment was recognised, the previously recognised impairment loss is increased or reduced by adjusting the allowance account.

2.9 **Offsetting of financial instruments**

Financial assets and liabilities are offset and the net amount reported in the statement of financial position when there is a legally enforceable right to offset the recognised amounts, the legal enforceable right is not contingent of a future event and is enforceable in the normal course of business even in the event of default, bankruptcy and insolvency, and there is an intention to settle on a net basis or realise the asset and settle the liability simultaneously.

2.10 **Inventories**

Inventories are valued at the lower of cost, determined on weighted average cost method, or net realisable value. The valuation excludes borrowing costs. Net realisable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less applicable variable selling expenses.

2.11 **Trade receivables and other receivables**

Trade receivables and other receivables are recognised at fair value and subsequently measured at amortised cost, less provision for impairment. A provision for impairment of trade receivables is established when there is objective evidence that the Group will not be able to collect all amounts due according to the original terms of the receivables. The amount of the provision is the difference between the asset's carrying amount and the present value of estimated future cash flows. The amount of the provision is recognised in the income statement.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

2.12 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents consist of balances with banks, post and cash on hand. Bank overdrafts are disclosed as part of borrowings in current liabilities on the statement of financial position.

2.13 Derivative financial instruments and hedging activities

Derivatives are initially recognised at fair value on the date a derivative contract is entered into and are subsequently measured at fair value. The method of recognising the resulting gain or loss depends on whether the derivative is designated as a hedging instrument, and if so, the nature of the item being hedged. Hedges of a particular risk associated with a recognised liability or a highly probable forecast transaction are designated as a cash flow hedge.

The Group documents, at inception of the transaction, the relationship between hedging instruments and hedged items, as well as its risk management objectives and strategy for undertaking various hedging transactions. The Group also documents its assessment, both at hedge inception and on an ongoing basis, of whether the derivatives that are used in hedging transactions are highly effective in offsetting cash flows of hedged items.

The fair value of the derivative instrument used for hedging purposes is disclosed in note 21. Movements on the hedging reserve in shareholders' equity are shown in note 14.2. The full fair value of a hedging derivative is classified as a non-current asset or liability when the remaining hedged item's maturity is more than 12 months; it is classified as a current asset or liability when the remaining maturity of the hedged item is less than 12 months.

Cash flow hedge

The effective portion of changes in the fair value of derivatives that are designated and qualify as cash flow hedges is recognised in other comprehensive income. The gain or loss relating to the ineffective portion is recognised immediately in the income statement.

Amounts accumulated in equity are recycled to the income statement in the periods when the hedged item affects profit or loss (for example, when the interest expense on hedged variable rate borrowings is recognised in the income statement). The respective recycling is recognised in the line item "Other (gains) / losses".

When a hedging instrument expires or is sold, or when a hedge no longer meets the criteria for hedge accounting, any cumulative gain or loss existing in equity at that time remains in equity and is recognised when the forecast transaction is ultimately recognised in the income statement. When a forecast transaction is no longer expected to occur, the cumulative gain or loss that was reported in equity is immediately transferred to the income statement.

2.14 Share capital

Ordinary shares are classified as equity. Shares in the Company held by wholly-owned group companies are classified as treasury shares and are held at cost.

Incremental costs directly attributable to the issue of new shares or options are shown in equity as a deduction from the proceeds, net of tax. Where any Group company purchases the Company's equity share capital (treasury shares), the consideration paid, including any directly attributable incremental costs (net of income taxes), is deducted from equity attributable to the Company's equity holders until the shares are cancelled, reissued or disposed of. Where such shares are subsequently sold or reissued, any consideration received, net of any directly attributable incremental transaction costs and the related income tax effects, is included in equity attributable to the Company's equity holders.

2.15 Trade and other payables

Trade and other payables are recognised initially at fair value and subsequently measured at amortised cost using the effective interest rate method.

Accounts payable are classified as current liabilities if payment is due within one year or less (or in the normal operating cycle of the business if longer). If not, they are presented as non-current liabilities.

2.16 Borrowings

Borrowings are recognised initially at fair value, net of transaction costs incurred. Borrowings are subsequently stated at amortised cost. Any difference between the proceeds (net of transaction costs) and the redemption value is recognised in the income statement over the period of the borrowings using the effective interest rate method. Borrowings are classified as current liabilities unless the Group has an unconditional right to defer settlement of the liability for at least 12 months after the balance sheet date.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

2.17 Borrowing costs

Borrowing costs are expensed when incurred, except for borrowing costs directly attributable to the construction or acquisition of qualifying assets. Borrowing costs directly attributable to the construction or acquisition of qualifying assets are added to the cost of those assets, until such time as the assets are substantially ready for their intended use. A qualifying asset is an asset that necessarily takes a substantial period of time to get ready for its intended use or sale. All other borrowing costs are expensed in the period they occur.

2.18 Provisions

Provisions are recognised when the Group has a present legal or constructive obligation, as a result of past events, and it is probable that an outflow of resources embodying economic benefits will be required to settle the obligation, and a reliable estimate of the amount of the obligation can be made.

2.19 Current and deferred income tax

The tax expense for the period comprises current and deferred tax. Tax is recognised in the income statement, except to the extent that it relates to items recognised in other comprehensive income or directly in equity. In this case, the tax is also recognised in other comprehensive income or directly in equity, respectively.

The current income tax charge is calculated on the basis of the tax laws enacted or substantively enacted at the balance sheet date in the cantons where the Company and its subsidiaries operate and generate taxable income. Management periodically evaluates positions taken in tax returns with respect to situations in which applicable tax regulations are subject to interpretation and establishes provisions where appropriate on the basis of amounts expected to be paid to the tax authorities.

Deferred income tax is recognised, using the liability method, on temporary differences arising between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. However, deferred tax liabilities are not recognised if they arise from the initial recognition of goodwill; deferred income tax is not accounted for if it arises from initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit or loss. Deferred income tax is determined using tax rates (and laws) that have been enacted or substantially enacted by the balance sheet date and are expected to apply when the related deferred income tax asset is realised or the deferred income tax liability is settled.

Deferred income tax assets are recognised only to the extent that it is probable that future taxable profit will be available against which the temporary differences can be utilised.

Deferred income tax liabilities are provided on taxable temporary differences arising on investments in subsidiaries and associates, except for deferred income tax liability where the timing of the reversal of the temporary difference is controlled by the Group and it is probable that the temporary difference will not reverse in the foreseeable future.

Deferred income tax assets are recognised on deductible temporary differences arising from investments in subsidiaries and associates only to the extent that it is probable that the temporary differences will reverse in the future and that there is sufficient taxable profit available against which the temporary differences can be utilised.

Deferred income tax assets and liabilities are offset when there is a legally enforceable right to offset current tax assets against current tax liabilities and when the deferred income tax assets and liabilities relate to income taxes levied by the same taxation authority on either the same taxable entity or different taxable entities where there is an intention to settle the balances on a net basis.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

2.20 Employee benefits

a) Retirement benefit costs

The Group provides defined contribution plans in terms of Swiss law, the assets of which are held in separate trustee administered funds. These plans are funded by payments from the employees and the Group, taking into account recommendations of independent qualified actuaries. Due to the strict definition of defined contribution plans in IAS 19, these plans are classified as defined benefit plans for IFRS purposes since the Group takes some investment and longevity risk in terms of Swiss law.

Defined benefit plans

A defined benefit plan is a plan that is not a defined contribution plan. This plan defines an amount of pension benefit an employee will receive on retirement, dependent on one or more factors such as age, years of service and compensation. The liability recognised in the balance sheet in respect of defined benefit pension plans is the present value of the defined benefit obligation at the end of the reporting period less the fair value of plan assets. The defined benefit obligation is calculated annually by independent actuaries using the projected unit credit method. The present value of the defined benefit obligation is determined by discounting the estimated future cash outflows using interest rates of high-quality corporate bonds that are denominated in the currency in which the benefits will be paid and that have terms to maturity approximating to the terms of the related pension obligation.

Actuarial gains and losses arising from experience adjustments and changes in actuarial assumptions are charged or credited to equity in other comprehensive income in the period in which they arise. Past service costs are recognised immediately in the income statement. A net pension asset is recorded only to the extent that it does not exceed the present value of any economic benefit available in the form of reductions in future contributions to the plan, and any unrecognised actuarial losses and past service costs. The annual pension costs of the Group's benefit plans are charged to the income statement.

The net interest costs are calculated by applying the discount rate to the net balance of the defined benefit obligation and the fair value of plan assets. These costs are recognised in the social insurance expenses.

b) Employee jubilee benefits

This provision is for benefits granted to employees for long-service. The accrued amount is included in provisions. For more details see note 19.

c) Profit-sharing and bonus plans

The Group recognises a liability and an expense for bonuses where a contractual obligation for short-term incentives exists or where there is a past practice that has created a constructive obligation. The amounts payable to employees in respect of the short-term incentive schemes are determined based on annual business performance targets.

d) Share-based compensation

The Mediclinic Group operates an equity-settled, share-based compensation plan, under which the entity receives services from employees as consideration for equity instruments (options) of the ultimate holding company. The fair value of the employee services received in exchange for the grant of the options is recognised as an expense. The total amount to be expensed is determined by reference to the fair value of the options granted:

- including any market performance conditions
- excluding the impact of any service and non-market performance vesting conditions; and
- including the impact of any non-vesting conditions.

At the end of each reporting period, the Group revises its estimates of the number of options that are expected to vest based on the non-market vesting conditions and service conditions. It recognises the impact of the revision to original estimates, if any, in the income statement, with a corresponding adjustment to equity.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

2.21 Revenue recognition

Revenue comprises hospital fees and is measured at the fair value of the consideration received or receivable for services provided, net of discounts. Revenue is recognised when the significant risks & rewards of ownership have been transferred or services have been provided, the amount of revenue can be measured reliably and it is probable that the future economic benefits will flow to the Group.

Revenue for general insured medical treatments is calculated based on the allocation of each case to the diagnosis-related group (DRG). The resulting weight of each case is multiplied by a base rate which is either negotiated, fixed by the authority or estimated for cases where no agreement is in place. For semi-private and private insured treatments, the group is invoicing based on individually negotiated rates with the insurance companies.

Revenue for outpatient medical treatments is calculated based on tax points for the different outpatient treatments, which are multiplied with an individual tax point value. Specific medicaments and other material is added to determine the hospital fee. The tax point values are regularly negotiated with the insurance companies.

Tariff provisions are recognised in revenue when the Group has a present legal or constructive obligation, as a result of past events, and it is probable that an outflow of resources will be required which can be reliably estimated.

Other revenues earned are recognised on the following basis:

a) *Interest income*

Interest income is recognised on a time-proportion basis using the effective interest rate method.

b) *Dividend income*

Dividend income is recognised when the shareholders' right to receive payment is established.

c) *Rental income*

Rental income is recognised on a straight-line basis over the term of the lease.

2.22 Cost of sales

Cost of sales consist of the cost of inventories, including obsolete stock, which have been expensed during the year, together with personnel costs and related overheads which are directly attributable to the provision of services.

2.23 Leased assets

Leases of property, equipment and vehicles where the Group assumes substantially all the benefits and risks of ownership are classified as finance leases. Finance leases are capitalised at the lease's commencement at the lower of the fair value of the leased property and the present value of the minimum lease payments. Each lease payment is allocated between the liability and finance charges so as to achieve a constant rate on the finance balance outstanding. The corresponding rental obligations, net of finance charges, are included in interest-bearing borrowings. The interest element of the finance charges is charged to the income statement over the lease period. The property, equipment and vehicles acquired under finance leasing contracts are depreciated over the useful lives of the assets or the term of the lease agreement if shorter and transfer of ownership at the end of the lease period is uncertain.

All other leases are classified as operating leases.

Payments made under operating leases (net of any incentives received from the lessor) are charged to the income statement on a straight-line basis over the period of the lease.

2.24 Foreign currency transactions

Items included in the financial statements of each of the Group's entities are measured using the currency of the primary economic environment in which it operates (the functional currency). The consolidated financial statements are prepared in Swiss Francs (CHF) which is the Company's functional and presentation currency.

Transactions in foreign currencies are translated to the functional currency at the rates of exchange ruling on the dates of the transactions or valuation where items are remeasured. Foreign exchange gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the translation at year-end exchange rates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the income statement.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

3. FINANCIAL INSTRUMENTS AND RISK MANAGEMENT

3.1 Financial risk factors

Normal business activities of a company exposes it to a variety of financial risks: market risk (including currency risk, interest rate risk and other price risk), credit risk and liquidity risk. The Group's overall risk management programme seeks to minimise potential adverse effects on the Group's financial performance.

a) Market risk

Currency risk

The Group is not exposed to any currency risk as it has no investments in foreign operations. Furthermore, there is no foreign currency exposure and consequently no forward cover contracts.

Interest rate risk

The Group's interest rate risk arises from long-term borrowings. Borrowings issued at variable rates expose the Group to cash flow interest rate risk. Interest rate derivatives expose the Group to fair value interest rate risk.

The Group manages its interest rate risk by using floating-to-fixed interest rate swaps. Such interest rate swaps have the economic effect of converting borrowings from floating rates to fixed rates. Generally, the Group raises long-term borrowings at floating rates and swaps them into fixed rates. Under the interest rate swaps, the Group agrees with other parties to exchange, at specified intervals (primarily quarterly), the difference between fixed contract rates and floating-rate interest amounts calculated by reference to the agreed notional amounts.

Interest rate sensitivity

The sensitivity analysis below has been determined based on the exposure to interest rates for both derivative and non-derivative instruments at financial year end and the stipulated change taking place at the beginning of the financial year and held constant throughout the reporting period in the case of instruments that have floating rates. If interest rates had been 25 basis points higher / lower and all other variables were held constant, the Group's profit for the year ended 31 March 2016 would increase / decrease by TCHF 2'375 / TCHF 2'360 (2015: decrease by TCHF 1'018 / TCHF 2'488) mainly as a result of higher / lower interest expenses on the floating rate borrowings, including ineffective interest rate swaps cash flows. The Group however has interest rate swaps for almost the full amount of the interest-bearing borrowings in place. As the floating rate on the non-derivative instrument does not allow negative interest rate the Group is exposed to an interest rate risk if the 3M Libor rate is negative which is the case as per 31 March 2016 and 31 March 2015. Therefore, if interest rates had been 25 basis points higher / lower and all other variables were held constant, the fair value change of the swaps would have lead to an increase / decrease of the Group's profit by TCHF 6'897 / TCHF 6'945 (2015: TCHF 10'949 / TCHF 11'051).

Other price risk

The Group is not exposed to other price risks.

b) Credit risk

Financial assets which potentially subject the Group to concentrations of credit risk consist principally of cash, short-term deposits and trade and other receivables. The Group's cash equivalents and short-term deposits are placed with quality financial institutions with a high credit rating. Trade receivables are represented net of the allowance for doubtful receivables. Credit risk with respect to trade receivables is very limited due to the fact that more than 92% of the Group's customers are insurance companies and federal authorities (cantons). In addition the insurance companies are supervised by a federal body and subject to regular credit-worthiness checks (insurance companies are obliged to maintain minimum reserve levels). Therefore, credit-worthiness is very high and the risk for non payment low.

The share of the largest insurance company in relation to revenue is approximately 15%. Further 7 to 8 insurance companies contribute approximately additional 70% of the revenues. The remaining part of the revenue is mainly related to another 40 insurance companies and to the federal authorities (cantons). The policy for patients that do not have a medical scheme or an insurance company paying for the Group's service, is to require an upfront payment instead. Therefore the Group does not have any significant exposure to any individual customer or counterparty.

The carrying amounts of financial assets included in the statement of financial position represents the Group's exposure to credit risk in relation to these assets. At 31 March 2016 and 31 March 2015, the Group did not consider there to be a significant concentration of credit risk which had not been adequately provided for.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

c) Liquidity risk

The Group manages liquidity risk by monitoring cash flow forecasts to ensure that it has sufficient cash to meet operational needs, while maintaining sufficient headroom on its undrawn borrowing facilities at all times so that the Group does not breach borrowing limits or covenants (where applicable) on any of its borrowing facilities. In the end, the borrowing power of the Group can only be limited by the ultimate holding company. No such limitation currently exists.

	2016	2015
	CHF 000	CHF 000
The Group's unused overdraft facilities are:	50'000	50'000

The following table details the Group's remaining contractual maturity for its financial liabilities. The tables have been drawn up based on the undiscounted cash flows of financial liabilities based on the required and expected date of repayment. The table includes both interest and principal cash flows. The analysis of derivative financial instruments has been drawn up based on undiscounted net cash inflows/(outflows) that settle on a net basis.

	Carrying value	Contractual cash flows	< 1 year	1-5 years	> 5 years
	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000
31 March 2016					
Financial liabilities					
Interest-bearing borrowings	2'463'020	2'690'060	100'527	2'492'297	97'236
Derivative financial instruments	25'665	25'446	10'193	15'253	-
Other liabilities - financial leasing	1'914	2'594	534	1'754	306
Trade and other payables	272'046	272'046	272'046	-	-
31 March 2015					
Financial liabilities					
Interest-bearing borrowings	2'537'360	2'851'066	101'828	1'136'267	1'612'971
Derivative financial instruments	36'681	36'280	9'751	26'529	-
Other liabilities - financial leasing	2'531	3'444	850	1'902	692
Trade and other payables	269'232	269'232	269'232	-	-

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

3.2 Categories of financial instruments

31 March 2016	Cash and cash equiv.	Loans and receivables	Available for sale	Total carrying amount
CHF 000				
Assets as per balance sheet				
Other investments and loans	-	250	1'796	2'046
Trade and other receivables	-	468'629	-	468'629
Cash and cash equivalents	176'030	-	-	176'030
Total	176'030	468'879	1'796	646'705
	Loans and payables	At fair value through profit or loss	Other financial liabilities	Total carrying amount
Liabilities as per balance sheet				
Borrowings	2'463'020	-	-	2'463'020
Other liabilities	-	-	1'914	1'914
Trade and other payables	217'379	-	-	217'379
Derivative financial instruments	-	25'665	-	25'665
Total	2'680'399	25'665	1'914	2'707'978
31 March 2015	Cash and cash equiv.	Loans and receivables	Available for sale	Total carrying amount
CHF 000				
Assets as per balance sheet				
Other investments and loans	-	-	1'696	1'696
Trade and other receivables	-	428'893	-	428'893
Cash and cash equivalents	198'968	-	-	198'968
Total	198'968	428'893	1'696	629'557
	Loans and payables	At fair value through profit or loss	Other financial liabilities	Total carrying amount
Liabilities as per balance sheet				
Borrowings	2'537'360	-	-	2'537'360
Other liabilities	-	-	2'531	2'531
Trade and other payables	210'361	-	-	210'361
Derivative financial instruments	-	36'681	-	36'681
Total	2'747'721	36'681	2'531	2'786'933

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

3.3 Fair values of financial instruments

The fair value of financial instruments is determined as follows:

Cash and cash equivalents, trade and other receivables:

The carrying amounts reported in the statement of financial position approximate fair values because of the short-term maturities of these amounts.

Other investments and loans:

The other investments and loans are categorised as available for sale financial assets and therefore are carried at fair value. They are classified as level 3, see below.

Borrowings and trade and other payables:

The fair value of the bonds amounts to TCHF 242'483 (2015: TCHF 242'320). The carrying amount of the other borrowings and trade and other payables reported in the balance sheet approximate fair values.

Derivative financial instruments: The fair value of the interest rate swap is calculated by use of discounted cash flow analysis using the applicable yield curve for the duration of the instrument, see note 21. Based on the degree to which the fair value of the interest rate swap is observable, it is classified as Level 2, see below.

The different levels have been defined as follows:

- Level 1 - Quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities
- Level 2 - Inputs other than quoted prices included within level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices)
- Level 3 - Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (that is, unobservable inputs)

3.4 Capital risk management

The Group manages its capital to ensure that entities in the Group will be able to continue as a going concern while maximising the return to stakeholders through the optimisation of the debt and equity balance. The capital structure of the Group consists of debt, which includes the borrowings disclosed in note 16 and 17 and equity attributable to equity holders of the parent, comprising issued capital, reserves and retained earnings as disclosed in notes 13 and 14 respectively. The Audit and Risk Committee of Mediclinic International plc and the Board of Directors of Hirslanden AG review the going concern status of the Group on an annual basis.

	2016	2015
	CHF 000	CHF 000
Borrowings - note 16 and 17	2'463'020	2'537'360
Less: cash and cash equivalents	<u>(176'030)</u>	<u>(198'968)</u>
Net debt	2'286'990	2'338'392
Total equity	1'647'895	1'583'986
Debt to capital ratio	1.39	1.48

The debt to capital ratio decreased to 1.39.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

4. CRITICAL ACCOUNTING ESTIMATES AND JUDGEMENTS

Estimates and judgements are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances.

4.1 Critical accounting estimates and assumptions

The Group makes estimates and assumptions concerning the future. The resulting accounting estimates will, by definition, seldom equal the related actual results. The estimates and assumptions that have a significant risk of causing a material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities within the next financial year are discussed below.

a) *Estimated impairment of goodwill*

The Group tests annually whether goodwill and the intangible asset with an indefinite useful life have suffered any impairment, in accordance with the accounting policy stated in note 2.6. The recoverable amounts of cash-generating units have been determined based on value-in-use calculations. These calculations require the use of estimates. The estimated figures assume a stable regulatory and tariff environment. Since 1 January 2012, a new financing and tariff system for mandatory basic insured patients in Switzerland was implemented. Although the new system is operational, there are still a number of areas that are still provisional and thus still uncertain, see note 4.3.

These uncertainties can have an impact on the recoverability of the goodwill and intangible asset's recoverable amount. Also refer to the sensitivity analysis in respect of the discount rate and the growth rate in note 6.

b) *Income taxes*

The Group is subject to income taxes in Switzerland. Judgement is required in determining the provision for income taxes. There are transactions and calculations for which the ultimate tax determination is uncertain during the ordinary course of business. The Group recognises liabilities for anticipated tax audit issues based on estimates of whether additional taxes will be due. Where the final tax outcome of these matters is different from the amounts that were initially recorded, such differences will impact the income tax and deferred tax provisions in the period in which such determination is made, see note 28.2.

c) *Pension benefits*

The present value of the pension obligation depends on a number of factors that are determined on an actuarial basis using a number of assumptions. The assumptions used in determining the net cost (income) for pensions include the discount rate. Any changes in these assumptions will impact the carrying amount of the pension obligations.

The Group determines the appropriate discount rate at the end of each year. This is the interest rate that should be used to determine the present value of estimated future cash outflows expected to be required to settle the pension obligations. In determining the appropriate discount rate, the Group considers the interest rates of high-quality corporate bonds that are denominated in the currency in which the benefits will be paid and that have terms to maturity approximating the terms of the related pension obligation.

Other key assumptions for pension obligations are based in part on current market conditions. Additional information is disclosed in note 20.

4.2 Critical judgements in applying the Group's accounting policies

a) *Indefinite life trade names*

The estimation of the indefinite useful life of the Swiss trade names is based on the expectation that there is no foreseeable limit to the period over which the asset is expected to generate net cash flows for the Group. This expectation requires a significant degree of management judgement. Refer to note 6.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

b) *Property, equipment and vehicles*

The estimation of the useful lives of property, equipment and vehicles is based on historic performance as well as expectations about future use and therefore requires a significant degree of judgement to be applied by management. These depreciation rates represent management's current best estimate of the useful lives and residual values of the assets.

The Group sets the useful life of its buildings to 100 years and calculates the residual value on current prices considering the age and condition expected at the end of the useful live. The Group would depreciate the difference between the actual carrying amount and the residual value at the end of its useful life based on the calculation and assumption over the useful live.

For a private hospital it is fundamentally important that the earnings potential of a building is maintained on a permanent basis. The Group therefore follows a structured maintenance programme with regards to hospital buildings with the specific goal to prolong the useful lifetime of these buildings.

4.3 *Regulatory environment*

As of 1 January 2012 the following major elements of the revised Swiss Health Insurance Act (KVG) were implemented in Switzerland: (i) the introduction of fixed fees for inpatient services based on diagnosis-related groups (DRGs), (ii) a new hospital financing system which redefines the funding proportions of the cantons versus the health insurance companies and (iii) the revision of the hospital planning that led to new hospital lists on which those hospitals are listed that are eligible to treat mandatory insured patients.

All hospitals with the exception of Klinik Im Park (subject to a legal appeal), the Lausanne hospitals as well as Clinique La Colline (only limited service mandates with fixed amount of general insured cases) are on the cantonal hospital lists. In some hospitals there are certain exceptions regarding the service mandates (e.g. limitation on highly specialised treatments). The current price level is still provisional in some cantons.

The following uncertainties remain also in the new calendar year:

- DRG pricing finalisation (base rates)
- Hospital lists in some cantons not final yet and still under debate or legally challenged
- Restrictions in cantonal legislation could impact the business
- Highly specialised medicine developments can impact the future medical mix

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016 CHF 000	2015 CHF 000
5. PROPERTY, EQUIPMENT AND VEHICLES		
Land - cost	1'067'383	1'067'383
Cost	1'067'383	1'067'383
Buildings	2'366'269	2'341'058
Cost	2'546'858	2'494'376
Accumulated depreciation	(180'589)	(153'318)
Land and buildings	3'433'652	3'408'441
Leasehold improvements	27'138	23'992
Cost	47'132	40'835
Accumulated depreciation	(19'994)	(16'843)
Equipment	204'937	175'067
Cost	463'611	393'743
Accumulated depreciation	(258'674)	(218'676)
Furniture and vehicles	28'811	27'727
Cost	122'734	108'346
Accumulated depreciation	(93'923)	(80'619)
Subtotal	3'694'538	3'635'227
Buildings under construction	23'118	32'850
	3'717'656	3'668'077

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

G R O U P

PROPERTY, EQUIPMENT AND VEHICLES (CONTINUED)

	Land and buildings	Leasehold improvement	Equipment	Furniture and vehicles	Total
	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000
Year ended 31 March 2016					
Net opening book value	3'441'291	23'992	175'067	27'727	3'668'077
Capital expenditure	43'012	6'298	70'302	14'484	134'096
Disposals	(262)	(1)	(434)	(96)	(793)
Depreciation	(27'271)	(3'151)	(39'998)	(13'304)	(83'724)
Net book value	3'456'770	27'138	204'937	28'811	3'717'656
At 31 March 2016					
Cost	3'637'359	47'132	463'611	122'734	4'270'836
Accumulated depreciation	(180'589)	(19'994)	(258'674)	(93'923)	(553'180)
Net book value	3'456'770	27'138	204'937	28'811	3'717'656
Year ended 31 March 2015					
Net opening book value	3'415'158	12'259	155'480	26'318	3'609'215
Capital expenditure	52'628	13'379	45'029	13'010	124'046
Business combinations	-	1'037	10'795	1'178	13'010
Disposals	(1'110)	-	(346)	(220)	(1'676)
Depreciation	(25'385)	(2'683)	(35'891)	(12'559)	(76'518)
Net book value	3'441'291	23'992	175'067	27'727	3'668'077
At 31 March 2015					
Cost	3'594'609	40'835	393'743	108'346	4'137'533
Accumulated depreciation	(153'318)	(16'843)	(218'676)	(80'619)	(469'456)
Net book value	3'441'291	23'992	175'067	27'727	3'668'077

Buildings under construction are included in land and buildings.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

	G R O U P			
	2016 CHF 000	2015 CHF 000		
PROPERTY, EQUIPMENT AND VEHICLES (CONTINUED)				
Capital expenditure				
Capital expenditure excluding expenditure in buildings under construction	121'221	96'585		
Capital expenditure in buildings under construction	12'875	27'461		
Total additions	134'096	124'046		
Profit on sale of equipment and vehicles	288	393		
Included in the book value of equipment above is capitalised financial lease equipment with a book value of	1'253	2'027		
Capitalised borrowing costs (IAS 23) included in capital expenditure	64	58		
Interest rates used to capitalise borrowing costs	2.40%	2.40%		
Mortgage notes on property and buildings are encumbered as security for borrowings - note 16	3'102'820	3'102'820		
6. INTANGIBLE ASSETS				
	Software and projects	Brand names	Goodwill	Total
	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000
Year ended 31 March 2016				
Net opening book value	26'586	425'900	383'975	836'461
Additions net	9'832	-	-	9'832
Amortisation	(8'650)	-	-	(8'650)
Net book value	27'768	425'900	383'975	837'643
At 31 March 2016				
Cost	54'923	425'900	383'975	864'798
Accumulated amortisation	(27'155)	-	-	(27'155)
Net book value	27'768	425'900	383'975	837'643
Year ended 31 March 2015				
Net opening book value	13'988	398'900	279'628	692'516
Additions net	17'872	-	-	17'872
Business combinations	700	27'000	104'347	132'047
Amortisation	(5'974)	-	-	(5'974)
Net book value	26'586	425'900	383'975	836'461
At 31 March 2015				
Cost	45'091	425'900	383'975	854'966
Accumulated amortisation	(18'505)	-	-	(18'505)
Net book value	26'586	425'900	383'975	836'461
The additions of property, equipment and vehicles and intangible assets during the year consist of				
Additions to maintain operations	75'562	70'066		
Additions to expand operations	68'366	71'852		
	143'928	141'918		

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

GROUP

The impairment test for goodwill and indefinite life brand names is based on value-in-use calculations. The calculations use cash flow projections based on financial budgets covering a five-year period. The discount rates used reflect specific risks related to the hospital industry. The calculation indicates that there was no impairment in the carrying value of goodwill and indefinite life brand names.

Impairment testing of goodwill and indefinite life brand names

General information

The carrying amounts of goodwill and indefinite life brand names are significant in comparison to the total carrying amount of intangible assets. The impairment test for goodwill and indefinite life brand names is based on value-in-use calculations.

The Group was identified as the cash generating unit to perform the impairment tests of goodwill and indefinite life brand names. This represents the lowest level within the entity at which the goodwill and indefinite life brand names are monitored for internal management purposes, namely at operating segment level.

	2016	2015
	CHF 000	CHF 000
Carrying amount of goodwill	383'975	383'975
Carrying amount of indefinite life brand names	425'900	425'900

Key assumptions used for value-in-use calculations are as follows:

Discount rates

Discount rates reflect management's estimate of the time value and the risks of the Group. The weighted average cost of capital (WACC) has been determined by consideration of respective debt and equity costs and ratios.

The discount rate applied to cash flow projections is 4.7% (2015: 5.8%).

Growth rates

Growth rates are based on budgeted figures and management's estimates. Despite the fact that there are still some uncertainties regarding the new hospital planning and financing system, the new regime has been quite stable on group level, for further details refer to note 4.3. Cash flows beyond the five-year period are extrapolated using a 1.6% (2015: 1.6%) growth rate.

Sensitivity analysis

For the goodwill, recoverable amount calculated based on value in use exceeded the carrying value by approximately TCHF 1'672'878 (2015: TCHF 467'882). A fall in growth rate to 0.3% (2015: 1.1%) or a rise in discount rate to 5.8% (2015: 6.2%) would remove the headroom.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016 CHF 000	2015 CHF 000
7. INVESTMENTS IN ASSOCIATES		
<i>Unlisted</i>		
Carrying value of investments in associates' equity	1'115	159
Opening balance	159	293
Addition in investments	875	-
Distribution received	(159)	(293)
Result from associates	240	159
Total profit of associates is TCHF 521 (2015: TCHF 281) of which the Group's share is TCHF 240 (2015: TCHF 159).		
Total revenue for the associates is TCHF 23'160 (2015: TCHF 20'219).		
The aggregate information of associates that are not individually material:		
The Group's share of profit	240	159
The Group's share of other comprehensive income	-	-
The Group's share of total comprehensive income	240	159
Aggregate carrying amount of Group's interest in these associates	240	159

All included financial information of the associates have a closing date as of 31 December.
However, the impact of the different year end date is immaterial.

Further details are disclosed in note 30 and 32.

8. OTHER INVESTMENTS AND LOANS

Unlisted - no active market

Loan and receivables	250	-
Investments available-for-sale: Shares	1'796	1'696
	2'046	1'696

Investments available-for-sale comprise of various small investments below 20% share holding. Its cost base, however, can be regarded as reasonable approximation of fair value.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016	2015
	CHF 000	CHF 000
9. DEFERRED TAXATION		
Deferred income tax assets and deferred income tax liabilities are offset when there is a legally enforceable right of offset and when the deferred income tax relates to the same fiscal authority.		
The movement on the deferred taxation account is as follows:		
Opening balance	607'841	595'404
Business combinations	-	6'503
<i>Deferred income tax assets</i>	-	(1'682)
Intangible assets	-	(103)
Long-term liabilities	-	(1'527)
Derivative	-	(52)
<i>Deferred income tax liabilities</i>	-	8'185
Intangible assets	-	6'526
Current assets	-	206
Short-term liabilities	-	1'453
Income statement charge for the year	19'747	19'546
Taxation change of temporary differences recorded in other comprehensive income	(19'493)	(13'612)
Balance at the end of the year	608'095	607'841

The movement in deferred income tax assets and liabilities during the year, without taking into consideration the offsetting of balances within the same tax jurisdiction, is as follows:

	Tangible assets	Intangible assets	Financial assets	Current assets	Provisions and others	Total
Deferred tax liabilities	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000
At 1 April 2015	554'277	100'952	72	8'697	13'337	677'335
Charged/(credited) to the income statement	183	(595)	15	(360)	7'952	7'195
At 31 March 2016	554'460	100'357	87	8'337	21'289	684'530
At 1 April 2014	555'284	94'295	103	8'955	12'072	670'709
Charged/(credited) to the income statement	(1'007)	131	(31)	(464)	(188)	(1'559)
Acquisition of subsidiary	-	6'526	-	206	1'453	8'185
At 31 March 2015	554'277	100'952	72	8'697	13'337	677'335
Set-off of deferred tax liabilities pursuant to set-off provisions				71'337	63'762	
Net deferred tax liabilities at the end of the year				613'193	613'573	

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

	G R O U P					
	Tangible assets CHF 000	Intangible assets CHF 000	Derivatives CHF 000	Long-term liabilities CHF 000	Loss carry forward CHF 000	Total CHF 000
Deferred tax assets						
At 1 April 2015	-	(3)	(7'758)	(13'421)	(48'312)	(69'494)
Charged/(credited) to the income statement	(45)	-	1'880	(147)	10'864	12'552
Charged/(credited) to other comprehensive income	-	-	450	(19'943)	-	(19'493)
At 31 March 2016	(45)	(3)	(5'428)	(33'511)	(37'448)	(76'435)
At 1 April 2014	-	(3)	679	(817)	(75'164)	(75'305)
Charged/(credited) to the income statement	-	103	(6'247)	397	26'852	21'105
Charged/(credited) to other comprehensive income	-	-	(2'138)	(11'474)	-	(13'612)
Acquisition of subsidiary	-	(103)	(52)	(1'527)	-	(1'682)
At 31 March 2015	-	(3)	(7'758)	(13'421)	(48'312)	(69'494)
					2016 CHF 000	2015 CHF 000
Set-off of deferred tax liabilities pursuant to set-off provisions					71'337	63'762
Net deferred tax assets at the end of the year					(5'098)	(5'732)

Deferred income tax assets are recognised to the extent that the realisation of the related tax benefit through future taxable profits is probable.

Tax losses which have not been recognized as deferred tax assets

expiry in 1 year	859	1'191
expiry in 2 years	1'248	1'186
expiry in 3 to 7 years	7'652	12'847

There are normally no income tax consequences for the Group of paying dividends from the subsidiaries to the parent Hirslanden AG.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016	2015
	CHF 000	CHF 000
10. INVENTORIES		
Inventories consist of:		
Pharmaceutical products	50'047	47'276
Consumables	801	1'053
	50'848	48'329

The cost of inventories recognised as an expense and included in cost of sales amounted to TCHF 354'182 (2015: TCHF 339'467), see note 23.

The write-down of inventories recognised as an expense during the year has an amount of TCHF 1'690 (2015: TCHF 1'084).

11. TRADE AND OTHER RECEIVABLES

Trade receivables	280'247	277'047
Less provision for impairment of receivables	(2'939)	(3'205)
Trade receivables - net *	277'308	273'842
Other receivables *)	191'321	155'051
Other receivables - personnel and social insurances	368	739
Other receivables - tax	11	34
	469'008	429'666
*) Thereof financial instruments:		
	468'629	428'893

Included in the Group's other receivables balance are unbilled services of TCHF 113'633 (2015: TCHF 98'535).

The credit risk of the trade receivables that are neither past due or impaired is limited since 92% (2015: 92%) of the performing trade receivables are from insurance companies or federal and cantonal authorities, see note 3.1b.

The ageing of the trade receivables is as follows:

Up to 3 months	234'659	234'489
3 to 6 months	22'546	19'698
Over 6 months	23'042	22'860
	280'247	277'047

As of 31 March 2016, trade receivables of TCHF 161'000 (2015: TCHF 168'880) were fully performing.

Included in the Group's trade receivables balance are trade receivables with a carrying value of TCHF 119'247 (2015: TCHF 107'167) which have been past due at the reporting date for which the Group did not provide for as there has not been a significant change in credit quality and the amounts are still considered to be recoverable. The ageing of these receivables are as follows:

Up to 3 months past due	99'939	83'037
Over 3 months past due	19'308	24'130
	119'247	107'167

The carrying amounts of the Group's trade and other receivables are denominated in Swiss Francs (CHF). The carrying value approximates the fair value.

Movement in the provision for impairment of receivables

Opening balance	(3'205)	(2'460)
Business combinations	-	(699)
Release used part	587	538
Decrease in the amount recognised in the income statement	1'560	704
Increase in the amount recognised in the income statement	(1'881)	(1'288)
At the end of year	(2'939)	(3'205)

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016	2015
	CHF 000	CHF 000
12. CASH AND CASH EQUIVALENTS		
Cash on hand	496	607
Cash at post	2'116	743
Cash at banks	173'418	197'618
Total cash and cash equivalents	176'030	198'968
Under the facility agreement all bank accounts are pledged, see note 16. The counterparties have a minimum credit rating by Moody's (A2) and Standard & Poor's (A).		
13. SHARE CAPITAL AND SHARE PREMIUM		
Authorised and issued share capital of CHF 1 per share (fully paid in)	551'882	551'882
Share premium	1'007'302	1'007'302
Total share capital and share premium	1'559'184	1'559'184
14. RESERVES		
14.1 Retained earnings		
Opening balance	29'952	(88'412)
Profit for the year	139'463	162'904
Dividend paid (longterm incentive scheme)	46	(46)
Actuarial loss	(77'341)	(44'494)
Balance at end of the year	92'120	29'952
14.2 Hedge Reserve		
Opening balance	(5'442)	2'531
Changes of fair value of derivative financial instruments	2'128	(10'111)
Change in deferred tax on fair value of derivative financial instruments	(450)	2'138
Balance at end of the year	(3'764)	(5'442)
15. NON-CONTROLLING INTERESTS		
Opening balance	414	436
Transactions with non-controlling interests	(8)	7
Dividend distributions	(2)	(2)
Share of loss	(194)	(27)
Balance at end of the year	210	414

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016	2015
	CHF 000	CHF 000
16. BORROWINGS		
Secured long-term bank loans		
Long-term portion	1'550'000	1'600'000
Short-term portion	1'500'000 50'000	1'550'000 50'000
Capitalised financing expenses	(35'904)	(43'726)
Net secured long-term bank loans	1'514'096	1'556'274
Long-term portion	1'464'096 50'000	1'506'274 50'000

The Group has two loan facilities:

Loan Facility A of TCHF 1'450'000 as of 31 March 2016 (2015: TCHF 1'500'000): During the financial year 2016, this loan bore interest at a floating rate of 3M LIBOR plus 1.5% (2015: plus 2%), whereas the floating rate was capped at 0%. The loan is repayable by July 2020.

Loan Facility B of TCHF 100'000 as of 31 March 2016 (2015: TCHF 100'000): During the financial year 2016, this loan bore interest at a floating rate of 3M LIBOR plus 2.85% (2015: plus 3.5%), whereas the floating rate was capped at 0%. The loan is repayable by July 2020.

The loan facilities granted by the funding banks under the existing financing structure are secured by various collaterals granted by the Group and by certain of its subsidiaries over their assets. For details please refer to comments made under the respective notes 5 and 12.

Listed bonds	235'000	235'000
Long-term portion	235'000	235'000

On 25 February 2015, the Group issued TCHF 145'000 1.625% Swiss Franc bonds and TCHF 90'000 2.0% Swiss Franc bonds to finance its expansion programme and working capital requirements. The bonds are repayable on 25 February 2021 and 25 February 2025 respectively.

Total Borrowings	1'749'096	1'791'274
-------------------------	------------------	------------------

17. LOANS FROM RELATED PARTIES

Long-term subordinated group loans	713'924	746'086
Long-term portion	713'924	746'086

The Group has two loans from related parties:

First loan of TCHF 652'209 (2015: TCHF 634'983) bears interest at 3.5% plus 12M Libor and is repayable by 1 August 2020.

Second loan of TCHF 61'715 (2015: TCHF 111'103) bears interest at 3.5% and is repayable by December 2018.

18. OTHER LIABILITIES

Other liabilities	1'914	2'531
Current liabilities	343	617
Non-current liabilities	1'571	1'914

Other liabilities are comprised of financial leasing of equipment.

These liabilities bear interest at interest rates ranging between 3% and 12% and are repayable in equal monthly payments in periods ranging from 1 to 7 years. Equipment with a book value of TCHF 1'253 (2015: TCHF 2'027) is encumbered as security for these liabilities.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

G R O U P

19. PROVISIONS

	Employee jubilee benefits CHF 000	Legal cases and other CHF 000	Tariff risks CHF 000	Total CHF 000
At 1 April 2015	20'545	891	44'365	65'801
Arised during the year	3'559	2'259	5'710	11'528
Utilised	(3'326)	(137)	(200)	(3'663)
Unused amounts reversed	(6)	(126)	(14'407)	(14'539)
At 31 March 2016	20'772	2'887	35'468	59'127
Current at 31 March 2016	3'271	465	23'125	26'861
Non-current at 31 March 2016	17'501	2'422	12'343	32'266
At 31 March 2016	20'772	2'887	35'468	59'127
At 1 April 2014	17'457	924	38'367	56'748
Arised during the year	5'183	390	15'468	21'041
Utilised	(2'095)	(98)	(928)	(3'121)
Unused amounts reversed	-	(325)	(8'542)	(8'867)
At 31 March 2015	20'545	891	44'365	65'801
Current at 31 March 2015	2'876	400	29'600	32'876
Non-current at 31 March 2015	17'669	491	14'765	32'925
At 31 March 2015	20'545	891	44'365	65'801

Employee jubilee benefits

This provision is for benefits granted to employees for long service.

Legal cases and other

The major part of this provision relates to retentions for malpractice and provisions for doctors' practices.

Tariff risks

These provisions are related to tariff risks (e.g. DRG base rate level, historic tariff disputes) in various hospitals.
For more details refer to note 4.3.

At 31 March, provisions are expected to be payable during the following financial years:

	2016 CHF 000	2015 CHF 000
Within 1 year	26'861	32'876
After one year but not more than five years	23'498	20'002
More than five years	8'768	12'923
	59'127	65'801

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

G R O U P

20. RETIREMENT BENEFIT OBLIGATIONS

Defined benefit pension plans of the Group:

- Pensionskasse Hirslanden (cash balance plan)
- Vorsorgestiftung VSAO (cash balance plan)
- Radiotherapie Hirslanden AG; Pension fund at foundation "pro" (cash balance plan)
- Hirslanden Clinique La Colline SA; Pension fund at banque cantonal vaudois (cash balance plan)
- Hirslanden Klinik Meggen (Hirslanden St. Anna AG); Pension fund at foundation "Nest" (cash balance plan)

	2016 CHF 000	2015 CHF 000
Balance sheet		
Amounts recognised in the balance sheet are as follows:		
Defined benefit obligation (DBO)	1'308'971	1'142'868
Fair value of plan assets	<u>1'145'503</u>	<u>1'077'403</u>
Deficit	163'468	65'465
Net pension liabilities	<u>163'468</u>	<u>65'465</u>

The movement in the **defined benefit obligation** over the year is as follows:

Opening balance	1'142'868	941'596
Employer current service cost	43'314	38'567
Interest cost on DBO	9'931	18'390
Employee contributions	37'870	35'606
Benefits paid from plan assets	(11'038)	(11'331)
Actuarial loss - experience	20'377	10'076
Actuarial loss/(gain) - change in demographical assumption	431	(26'115)
Actuarial loss - change in financial assumption	65'668	114'247
Plan change / Past service income	(450)	-
Business combinations	-	21'832
Balance at end of year	<u>1'308'971</u>	<u>1'142'868</u>

The movement of the fair value of **plan assets** over the year is as follows:

Opening balance	1'077'403	937'610
Employer contributions	43'458	40'746
Plan participants contributions	37'870	35'606
Benefits paid from fund	(11'038)	(11'331)
Interest income on plan assets	9'645	18'857
Return on plan assets (less)/greater than discount rate	(10'808)	42'240
Business combinations	-	14'682
Administration cost paid	(1'027)	(1'007)
Balance at end of year	<u>1'145'503</u>	<u>1'077'403</u>

Income statement

Amounts recognised in the income statement are as follows:

Current service cost	43'314	38'567
Past service income	(450)	-
Interest cost on DBO	9'931	18'390
Interest income on plan assets	(9'645)	(18'857)
Administrative costs paid	1'027	1'007
Total expense	<u>44'177</u>	<u>39'107</u>

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016 CHF 000	2015 CHF 000
Statement of comprehensive income		
Amounts recognised in the OCI are as follows:		
Actuarial loss due to liability experience	(20'377)	(10'076)
Actuarial loss due to liability assumption changes	(66'099)	(88'132)
Return on plan assets (less)/greater than discount rate	(10'808)	42'240
Total of comprehensive income	(97'284)	(55'968)
Statement of financial position		
Amount recognised in pension liabilities are as follows:		
Opening net liability	65'465	3'986
Expense as above	44'177	39'107
Contributions paid by employer	(43'458)	(40'746)
Actuarial loss recognised in OCI	97'284	55'968
Business combinations	-	7'150
Closing net liability	163'468	65'465
Actual return on plan assets	(1'163)	61'097
Principle actuarial assumptions on balance sheet date		
Discount rate	0.45%	0.90%
Future salary increases	1.50%	1.50%
Future pension increases	0.00%	0.00%
Inflation rate	1.00%	1.00%
Number of plan members		
Active members	8'617	8'219
Pensioners	694	640
	9'311	8'859
Experience adjustment		
On plan liabilities: loss	20'377	10'076
On plan assets: loss/(gain)	10'808	(42'240)

As at the last valuation date, the present value of the defined benefit obligation included approximately TCHF 1'066'438 (2015: TCHF 936'217) relating to active employees and TCHF 242'533 (2015: TCHF 206'651) relating to members in retirement.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

G R O U P

Asset allocation in CHF

Plan assets are comprised as follows:

Quoted	2016		2015	
	in TCHF	%	in TCHF	%
Fixed income	397'490	34.7	384'633	35.7
Equity investments	271'484	23.7	266'119	24.7
Real estate	92'786	8.1	117'437	10.9
Other	99'659	8.7	112'050	10.4
Total	861'419	75.2	880'239	81.7

Non-quoted	2016		2015	
	in TCHF	%	in TCHF	%
Fixed income	3'437	0.3	3'232	0.3
Equity investments	13'746	1.2	15'084	1.4
Real estate	189'008	16.5	126'056	11.7
Other	77'893	6.8	52'792	4.9
Total	284'084	24.8	197'164	18.3

Sensitivity analysis 31 March 2016

The sensitivity of the defined benefit obligation to changes in the weighted principal assumptions is:

	Impact on defined benefit obligation				
	Base assumption	Change in assumption	Increase in assumption	Decrease in assumption	
Discount rate	0.45%	0.25%	-2.90%	3.10%	
Salary growth rate	1.50%	0.50%	0.80%	-0.80%	
Pension growth rate	0.00%	0.25%	2.50%	-	
Change in assumption		Increase by 1 year in assumption		Decrease by 1 year in assumption	
Life expectancy (mortality)	1 year in expected lifetime of plan participants		2.40%	-2.40%	

Sensitivity analysis 31 March 2015

The sensitivity of the defined benefit obligation to changes in the weighted principal assumptions is:

	Impact on defined benefit obligation				
	Base assumption	Change in assumption	Increase in assumption	Decrease in assumption	
Discount rate	0.90%	0.50%	-5.20%	5.90%	
Salary growth rate	1.50%	0.50%	0.80%	-0.80%	
Pension growth rate	0.00%	0.25%	2.30%	-	
Change in assumption		Increase by 1 year in assumption		Decrease by 1 year in assumption	
Life expectancy (mortality)	1 year in expected lifetime of plan participants		2.20%	-2.20%	

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

G R O U P

The above sensitivity analyses are based on a change in an assumption while holding all other assumptions constant. In practice, this is unlikely to occur, and changes in some of the assumptions may be correlated. When calculating the sensitivity of the defined benefit obligation to significant actuarial assumptions the same method (present value of the defined benefit obligation calculated with the projected unit credited method at the end of the reporting period) has been applied as when calculating the pension liabilities recognised within the statement of financial position.

Expected contributions to the retirement benefit plans for the year ending 31 March 2017 are TCHF 37'137 (2016: TCHF 35'565)

The weighted average duration of the defined benefit obligation is 14.3 years (2015: 13.4 years). The maturity profile of the defined benefit obligation is as follows:

	Total CHF 000	< 1 year CHF 000	1-5 years CHF 000	> 5 years CHF 000
31 March 2016				
Defined benefit obligation	1'407'984	83'178	249'661	1'075'145
31 March 2015				
Defined benefit obligation	1'306'382	76'798	229'990	999'594

Retirement benefit plans

The pension plans also cover all employees for risk benefits (death and disability). Cover for retirement benefit begins on 1 January following the 24th birthday. The retirement pension for the cash balance plans is based on the level of the retirement credits, the interest rate to be credited and the conversion rate applied at retirement age. Risk benefits are related to insured salary.

Pension plans results

The consolidated actuarial gain/(loss) consists of the gain/(loss) due to the demographic experience, demographic and economic assumption changes, as well as an investment return different from assumed during the prior period.

As of 31 March 2016, there was a loss due to the demographic experience of TCHF 20'377 (2015: TCHF 10'076), a loss due to the change of demographic assumptions of TCHF 431 (2015: gain of TCHF 26'115), and a loss due to the change of the economic assumptions of TCHF 65'668 (2015: TCHF 114'247). There was a loss due to investment return different from the return implied by the discount rate of TCHF 10'808 (2015: gain of TCHF 42'240).

Additionally, there has been a plan change in the pension plan of Clinique La Colline (conversion rate reduction over the period 2018 to 2020 from 6.3% to 6.0% at age 65/64). This has been reflected as a plan amendment in the profit and loss for the period ending 31 March 2016 (prior service income of TCHF 450).

The following assumption has changed since the previous valuation

- The mortality rates have changed for all plans from the rates according to the BVG 2010 generational tables to the rates according to the BVG 2015 generational tables.
- The disability incidence rates have changed to be 100% of the BVG 2015 disability incidence rates for all plans except VSAO and have changed to be 66.67% of the BVG 2015 disability incidence rates for VSAO. The prior assumption for all plans except VSAO was 75% of BVG 2010 disability incidence rates and 50% of BVG 2010 disability incidence rates for VSAO plan.
- The proportion of members that are married has changed for all plans from BVG 2010 rates to BVG 2015 rates.
- The number and age of children has changed for all plans from BVG 2010 rates to BVG 2015 rates.
- The discount rate used to value plan obligations has changed from 0.90% to 0.45%.
- The interest credit rate on total account balance has changed from 0.90% to 0.45%.
- The interest credit rate on the BVG shadow account balance has changed from 0.90% to 0.45%.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

G R O U P

Pension plans — Characteristics and risks

Hirslanden Group has defined benefit pension plans in Switzerland that expose the Hirslanden Group to some actuarial or investment risks.

Pensionskasse Hirslanden

For employees of Hirslanden Group in Switzerland the Pensionskasse Hirslanden (PH) Fund provide post-employment, death-in-service and disability benefits in accordance with the Federal Law on Occupational Old-age, Survivor's and Disability Insurance (German: BVG). PH Fund is a foundation and an entity legally separate from Hirslanden Group. The Fund's governing body is composed of an equal number of employer and employee representatives. This governing body determines the level of benefits and the investment strategy for the plan assets based on asset-liability analyses performed periodically. The basis for these asset-liability analyses are the statutory pension obligations, as these largely determine the cash flows of the PH Fund. In addition, the investment of the plan assets is based on regulations developed by the governing body in accordance with the legal investment guidelines (BVV2). The investment committee of the governing body is responsible for their implementation. The governing body has mandated the investment activity to Complementa Investment Controlling AG, as the global custodian.

The benefits of the pension plan are substantially higher than the legal minimum. They are determined by the employer's and employee's contributions and interest granted on the plan members' accumulated savings; the interest rate is determined annually by the governing body in accordance with the legal framework (defined contribution, as defined by the occupational pension law). The employee's and the employer's contributions are determined based on the insured salary and range from 1.25% to 15.5% of the insured salary depending on the age of the beneficiary.

If an employee leaves Hirslanden Group or the pension plan respectively before reaching retirement age, the law provides for the transfer of the vested benefits to the new pension plan. These vested benefits comprise the employee's and the employer's contributions plus interest, the money originally brought in to the pension plan by the beneficiary. On reaching retirement age, the plan participant may decide whether to withdraw the benefits in the form of an annuity or (partly) as a lump-sum payment. The pension law requires adjusting pension annuities for inflation depending on the financial condition of the pension fund. Although the pension plan is fully funded at present in accordance with the pension law, the financial situation of the PH Fund will not allow for inflation adjustments.

The pension law in Switzerland envisages that benefits provided by a pension fund are fully financed through the annual contributions defined by the regulations. If insufficient investment returns or actuarial losses lead to a plan deficit as defined by the pension law, the governing body is legally obliged to take actions to close the funding gap within a period of 5 years to a maximum of 7 years. Besides adjustments to the level of benefits, such actions could also include additional contributions from respective group companies and the beneficiaries. The current financial situation of the PH Fund does not require such restructuring actions.

VSAO

For employed physicians of Hirslanden Group in Switzerland the VSAO Pension Fund provide post-employment, death-in-service and disability benefits in accordance with the Federal Law on Occupational Old-age, Survivor's and Disability Insurance (German: BVG). VSAO Fund is a foundation and an entity legally separate from Hirslanden Group. The Fund's governing body is composed of an equal number of employer and employee representatives. The investment of the plan assets is in accordance with the legal investment guidelines (BVV2).

The benefits of the pension plan are substantially higher than the legal minimum. They are determined by the employer's and employee's contributions and interest granted on the plan members' accumulated savings; the interest rate is determined by the governing body in accordance with the legal framework (defined contribution, as defined by the occupational pension law).

If an employee leaves Hirslanden Group or the pension plan respectively before reaching retirement age, the law provides for the transfer of the vested benefits to the new pension plan. These vested benefits comprise the employee's and the employer's contributions plus interest, the money originally brought in to the pension plan by the beneficiary. On reaching retirement age, the plan participant may decide whether to withdraw the benefits in the form of an annuity or as a lump-sum payment. The employee's and the employer's contributions is 14% of the insured salary.

The pension law in Switzerland envisages that benefits provided by a pension fund are fully financed through the annual contributions defined by the regulations. If insufficient investment returns or actuarial losses lead to a plan deficit as defined by the pension law, the governing body is legally obliged to take actions to close the funding gap within a period of 5 years to a maximum of 7 years. Besides adjustments to the level of benefits, such actions could also include additional contributions from respective group companies and the beneficiaries. The current financial situation of the VSAO Pension Fund does not require such restructuring actions.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016	2015
	CHF 000	CHF 000
21. DERIVATIVE FINANCIAL INSTRUMENTS		
(Assets)/Liabilities		
Interest rate swap		
Opening balance	36'681	(3'209)
Fair value adjustment through other comprehensive income - note 27	-	11'169
Fair value adjustment through income statement - note 24	(11'016)	28'721
 Balance at end of the year	25'665	36'681
Fair value portion due within 1 year	10'229	11'976
Fair value portion due after 1 year	15'436	24'705

In order to hedge specific exposures in the interest rate repricing profile of existing borrowings, the Group uses interest rate derivatives to generate the desired interest profile. At 31 March 2016 and 31 March 2015, the Group has an interest rate swap contract. However, due to the current negative interest environment the hedge relationship is not effective as the 3 month Swiss LIBOR on the borrowings is capped at a rate of 0% but is fully considered as interest payments on the swap.

The last date on which effectiveness was demonstrated was 30 September 2014 where the valuation of the interest rate swap resulted in a liability of TCHF 7'960. In line with hedge accounting, the resulting fair value adjustment of TCHF 11'169 was transferred to other comprehensive income as per 30 September 2014. After that date, hedge accounting was discontinued.

The valuation of the interest rate swap as at 31 March 2016 lead to a liability of TCHF 25'665 (2015: TCHF 36'681). The resulting fair value gain of TCHF 11'016 (September 2014 - March 2015: fair value loss of TCHF 28'721) was recorded through the income statement in the line item "Other (gains) / losses", see note 24.

The amount of TCHF 7'960 deducted by deferred tax of TCHF 1'684 recorded in the other comprehensive income before hedge accounting was discontinued is recycled over the lifetime of the swap. In 2016, a respective amount of TCHF 2'128 (2015: TCHF 1'058) is recorded through the income statement in the line item "Finance cost", see note 25, reversed by deferred tax expenses of TCHF 450 (2015: TCHF 224).

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016 CHF 000	2015 CHF 000
22. TRADE AND OTHER PAYABLES		
Trade payables	141'440	138'273
Other payables and accrued expenses	75'939	72'088
Other payables and accrued expenses - personnel and social insurances	48'516	53'818
Other payables and accrued expenses - capital tax	5'595	4'409
Value added tax	556	644
	272'046	269'232
Thereof financial instruments:	217'379	210'361
23. EXPENSES BY NATURE		
Auditors' remuneration	2'054	1'596
External audit	1'516	870
Other services	538	726
Cost of inventories	354'182	339'467
Depreciation	83'724	76'518
Buildings and fixed installations	27'271	25'385
Leasehold improvements	3'151	2'683
Equipment	39'998	35'891
Furniture and vehicles	13'304	12'559
Amortisation on intangible assets	8'650	5'974
Employee benefit expenses	744'543	705'333
Wages and salaries	628'299	593'766
Social insurance	56'872	54'034
Retirement benefit costs - defined benefit plans	44'177	39'107
Equity settled share-based payment charge	99	45
Other employee costs	15'096	18'381
Doctors' fees	22'638	25'018
Maintenance costs	38'474	38'360
Managerial and administration fees	50'084	48'203
Operating leases	24'755	22'811
Buildings	24'755	22'811
Other expenses	85'630	77'841
	1'414'734	1'341'121
Classified as:		
Cost of sales	962'581	914'148
Administration and other operating expenses	359'779	344'481
Depreciation	92'374	82'492
	1'414'734	1'341'121

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016 CHF 000	2015 CHF 000
24. OTHER GAINS AND LOSSES		
Change in fair value / ineffectiveness on cash flow hedge - note 21	(11'016)	28'721
Gain on disposal of subsidiary	-	(2'920)
Net other (gains) / losses	(11'016)	25'801
25. FINANCE INCOME AND COST		
Finance cost	58'265	68'897
Less: amounts included in the cost of qualifying assets	(64)	(58)
Finance cost net	58'201	68'839
Finance cost on interest rate swap	14'486	2'405
Amortisation of capitalised financing expenses	7'823	11'495
Derecognition of interest rate swap	-	332
Finance cost	80'510	83'071
Finance income	(942)	(18'242)
Net finance cost	79'568	64'829
26. TAXATION		
Income tax expense in the consolidated income statement		
Current income tax		
Current income tax charge	13'925	13'675
Previous year income tax charge	1'500	(65'071)
Deferred income tax		
Relating to origination on reversal of temporary differences and recognized tax losses	19'747	19'546
Income tax expense / (income) reported in the income statement	35'172	(31'850)
Reconciliation		
Net profit before income tax	174'441	131'027
Expected income tax rate	19.41%	19.21%
Income tax expense calculated on theoretical tax rate	33'859	25'174
Adjustments for previous years	1'500	(65'071)
Non-taxable income	-	(24)
Non-deductible expenses	927	2'274
Effect of changes in income tax rates	66	1'678
Effect of non-recognition of tax losses in current year	224	2'929
Recognition of tax losses relating to prior years	(1'299)	(241)
Utilisation of previously unrecognised tax losses	-	(360)
Other	(105)	1'791
Total income tax	35'172	(31'850)
Effective income tax rate	20.16%	-24.31%
In 2015, the position other included TCHF 914 tax expenses from La Colline Group on its profit before acquisition.		
The following tax was charged to other comprehensive income		
Deferred tax	19'493	13'612

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

	GROUP	
	2016	2015
	CHF 000	CHF 000
27. OTHER COMPREHENSIVE INCOME		
Components of other comprehensive income:		
Items that may be subsequently reclassified to the income statement		
Fair value adjustment - derivative financial instruments	-	(8'807)
Recycling of fair value adjustment of derecognised cash flow hedge	1'678	834
Items that will not be reclassified to the income statement		
Actuarial loss	(77'341)	(44'494)
Other comprehensive loss, net of tax	(75'663)	(52'467)
Tax and non-controlling interests on other comprehensive income:		
	Gross	Tax
Year ended 31 March 2016	CHF 000	CHF 000
Recycling of fair value adjustment of derecognised cash flow hedge	2'128	(450)
Actuarial (loss) / gain	(97'284)	19'943
Other comprehensive (loss) / income, net of tax	(95'156)	19'493
	Net	CHF 000
Year ended 31 March 2015	CHF 000	CHF 000
Fair value adjustment - derivative financial instruments	(11'169)	2'362
Recycling of fair value adjustment of derecognised cash flow hedge	1'058	(224)
Actuarial (loss) / gain	(55'968)	11'474
Other comprehensive (loss) / income, net of tax	(66'079)	13'612
	Net	CHF 000

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016 CHF 000	2015 CHF 000
28. CASH FLOW INFORMATION		
28.1 Reconciliation of profit before taxation to cash generated from operations		
Operating profit before interest and taxation	242'753	221'498
Non-cash items		
Depreciation	92'374	82'492
Movement in provisions	(6'674)	7'614
Movement in retirement benefit obligations	719	(1'639)
Equity settled share-based payment charge	99	46
Profit on sale of property, equipment and vehicles	(288)	(393)
Operating income before changes in working capital	328'983	309'618
Working capital changes		
Movements in inventories	(44'467)	35'017
Movements in trade and other receivables	(2'519)	(4'374)
Movements in current liabilities	(39'343)	2'715
	(2'605)	36'676
Cash generated from operations	284'516	344'635
28.2 Taxation paid		
Opening balance	(14'459)	(91'850)
Business combinations	-	(215)
Provision for the year	(15'425)	51'396
	(29'884)	(40'669)
Liability at the end of the year	13'116	14'459
Taxation paid	(16'768)	(26'210)
28.3 Interest paid and finance income		
Finance cost (income statement)	(80'510)	(83'071)
Non-cash items		
Amortisation of capitalised financing expenses - note 25	7'823	11'495
Other non-cash finance expenses	27'923	28'271
Interest paid (cash flow statement)	(44'764)	(43'305)
Finance income (income statement)	942	18'242
Non-cash items		
Other non-cash finance income	(229)	(17'681)
Finance income (cash flow statement)	713	561

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

G R O U P

	2016 CHF 000	2015 CHF 000
29. COMMITMENTS		
29.1 Capital commitments		
Incomplete capital expenditure contracts	13'600	41'250
Capital expenses authorised by the Board of Directors but not yet contracted	<u>25'500</u>	<u>12'300</u>
	39'100	53'550

These commitments will be financed from Group and borrowed funds.

At 31 March 2016 and 31 March 2015, some Group companies are liable jointly and individually for possible losses of their participation in "Zentrallabor, Zürich" according to Swiss Code of Obligations § 530 et seqq.

At 31 March 2016, the Group has a commitment to further invest approximately TCHF 1'200 in the ordinary partnership for the car park in Cham ("Baukonsortium") over the next three years (31 March 2015: TCHF 0). However, this will not have any impact on the participation. Furthermore, the Group is liable without limit and jointly and severally for the debts of the ordinary partnership.

29.2 Financial lease commitments

The Group has entered into financial lease agreements on equipment.

At 31 March, future non-cancellable minimum lease rentals are payable during the following financial years:

Within 1 year	534	850
After one year but not more than five years	1'754	1'902
More than five years	<u>306</u>	<u>692</u>
Total minimum lease payments	2'594	3'444
Less amounts representing finance charge	<u>(680)</u>	<u>(913)</u>
Present value of minimum lease payments	1'914	2'531

Interest rates underlying all obligations under finance leases are fixed at respective contract dates ranging from 3% to 12% (2015: 3% to 12%) per annum.

29.3 Operating lease commitments

The Group has entered into commercial leases on items of buildings. There are no restrictions placed upon the lessee by entering into these contracts. The respective expense is recognised in the rental expenses.

Future minimum rentals payable under non-cancellable rental contracts as at 31 March are as follows:

Within one year	22'741	21'374
After one year but not more than five years	59'672	61'942
More than five years	<u>140'032</u>	<u>144'307</u>
	222'445	227'623

29.4 Income guarantees

As part of the expansion of its network of specialist institutes and centres of expertise the Group has agreed to guarantee a minimum net income to these specialists for a start-up period of three to five years. Payments under such guarantees become due, if the net income from the collaboration does not meet the amounts guaranteed. There were no payments under the above mentioned income guarantees in the reporting period as the net income individually generated met or exceeded the amounts guaranteed.

Total of net income guaranteed:

April 2015 to March 2016	11'454	4'703
April 2016 to March 2017	7'628	2'575
April 2017 to March 2018	3'543	1'353
April 2018 to March 2019	283	600
	-	175

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

G R O U P

30. RELATED PARTY TRANSACTIONS

30.1 The following transactions were carried out with related parties:

	Interests from	Other Income from	Amounts owed by	Purchases from	Interests paid to	Amounts owed to
<u>as per 31 March 2016</u>	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000
Entities with significant influence over the Group						
Mediclinic Luxembourg S.à.r.l	-	-	-	-	22'005	656'988
Mediclinic CHF Finco Limited	-	-	-	-	3'546	62'459
Mediclinic International plc	-	-	-	1'611	-	-
Associate						
Zentrallabor Zürich	-	1'854	354	10'613	-	254
	Interests from	Other Income from	Amounts owed by	Purchases from	Interests paid to	Amounts owed to
<u>as per 31 March 2015</u>	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000	CHF 000
Entities with significant influence over the Group						
Mediclinic Luxembourg S.à.r.l	-	-	-	-	26'124	634'983
Mediclinic CHF Finco Limited	-	-	-	-	1'103	111'103
Mediclinic International plc	-	-	-	367	-	432
Associate						
Zentrallabor Zürich	-	1'856	667	10'852	-	81

30.2 Transaction with related parties

Associates

Zentrallabor Zürich, Zürich (ZLZ): The Group has a 55.93% (2015: 56.63%) interest in the ordinary partnership ZLZ. Ordinary partnership for a car park ("Baukonsortium"), Cham: The Group has a 24% (2015: 0%) interest in the Baukonsortium.

La Colline, Centre de Rééducation et Physiothérapie (CRP), Geneva: The Group has a 20% (2015: 0%) interest in CRP.

Terms and conditions of transactions with related parties

Purchases from related parties and fees for services rendered to related parties are made at normal market prices. TCHF 1'854 (2015: TCHF 1'856) from ZLZ represent a special discount granted on purchases since ZLZ is a non-profit organisation.

Interests earned from related parties correspond with commercial borrowing rates. There have been no guarantees provided or received for any related parties receivables or payables. For the years ended 31 March 2016 and 31 March 2015, the Group has not made any provision for doubtful debts relating to amounts owed by related parties. This assessment is undertaken each financial year through examining the financial position of each related party.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

	G R O U P	
	2016 CHF 000	2015 CHF 000
30.3 Key management compensation		
Short-term employee benefits	7'366	7'348
Post-employment pension benefits	962	892
Total compensation paid to key management	8'328	8'240

31. STANDARDS AND INTERPRETATIONS ISSUED BUT NOT YET EFFECTIVE

Certain new and revised IFRSs have been issued but are not yet effective for the Group. The Group has not early adopted the below listed new and revised IFRSs that are not yet effective.

The impact of the following new and revised accounting standards on the financial statements of the Group is not yet finally assessed:

IFRS 16 Leases (1 January 2019)

The new standard requires lessees to recognise a lease liability reflecting future lease payments and a 'right-of-use asset' for virtually all lease contracts. The IASB has included an optional exemption for certain short-term leases and leases of low-value assets; however, this exemption can only be applied by lessees.

For lessors, the accounting stays almost the same. However, as the IASB has updated the guidance on the definition of a lease, lessors will also be affected by the new standard. At the very least, the new accounting model for lessees is expected to impact negotiations between lessors and lessees.

The following new and revised accounting standards will have no material effects on the financial statements:

IFRS 9 Financial Instruments (1 January 2018)

The new standard improves and simplifies the approach for classification and measurement of financial assets compared with the requirements of IAS 39. IFRS 9 applies a consistent approach to classifying financial assets and replaces the numerous categories of financial assets in IAS 39, each of which had its own classification criteria. IFRS 9 also results in one impairment method, replacing the numerous impairment methods in IAS 39 that arise from the different classification categories.

IFRS 14 Regulatory Deferral Accounts (1 January 2016)

The new standard permits first-time adopters to continue to recognise amounts related to rate regulation in accordance with their previous GAAP requirements when they adopt IFRS. However, to enhance comparability with entities that already apply IFRS and do not recognise such amounts, the standard requires that the effect of rate regulation must be presented separately from other items. An entity that already presents IFRS financial statements is not eligible to apply the Standard.

IFRS 15 Revenue from contracts with customers (1 January 2018)

The new standard requires companies to recognise revenue to depict the transfer of goods or services to customers, that reflects the consideration to which the company expects to be entitled in exchange for those goods or services. The new Standard will also result in enhanced disclosures about revenue, and provides guidance for transactions that were not previously addressed comprehensively and improve guidance for multiple-element arrangements.

The following amendments to standards will have no material effects on the financial statements:

IFRS 10 Consolidated Financial Statements (1 January 2016)

IFRS 11 Joint Arrangements (1 January 2016)

IFRS 12 Disclosure of Interest in Other Entities (1 January 2016)

IAS 1 Presentation of Financial Statements (1 January 2016)

IAS 16 Property, Plant and Equipment (1 January 2016)

IAS 27 Consolidated and Separate Financial Statements (1 January 2016)

IAS 28 Investments in Associates and Joint Ventures (1 January 2016)

IAS 38 Intangible Assets (1 January 2016)

IAS 41 Agriculture (1 January 2016)

There are numerous other amendments to existing standards relating to the Annual Improvements process (2012-14 cycle, 1 January 2016) that are not yet effective for the company. Each of these has been assessed, and will not have a material impact on the financial statements.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

GROUP

32. INVESTMENTS IN SUBSIDIARIES AND ASSOCIATES

The ultimate shareholder is "Mediclinic International plc" which owns 100% of the shares.

Subsidiaries

The consolidated financial statements include the financial statements of Hirslanden AG and the subsidiaries listed in the following table:

On 25 June 2014, Hirslanden AG acquired Med-Kompetenz SA (renamed into Hirslanden Clinique La Colline SA) and its subsidiaries Clinique La Colline SA, Polyclinique la Colline SA and Med-Immo la Colline SA. Furthermore, it acquired SWISSANA CLINIC AG, Meggen on 08 August 2014 and IMRAD SA on 14 October 2014. Med-Immo la Colline SA was sold to a third party on 19 February 2015. On 27 March 2015, Hirslanden Freiburg AG, Düdingen was established by Hirslanden AG.

With the merger balance sheet as per 31 December 2014, SWISSANA CLINIC AG was merged into Klinik St. Anna AG. With the merger balance sheet as per 31 March 2015, Clinique La Colline SA and Polyclinique la Colline SA were merged into Hirslanden Clinique La Colline SA.

	Country of incorporation	Investments in % 2016	Investments in % 2015
Hirslanden Klinik Aarau AG, Aarau	Switzerland	100.0	100.0
Hirslanden Bern AG, Bern	Switzerland	100.0	100.0
Hirslanden Lausanne SA, Lausanne	Switzerland	100.0	100.0
Klinik Belair AG, Schaffhausen	Switzerland	100.0	100.0
AndreasKlinik AG Cham, Cham	Switzerland	100.0	100.0
Klinik Birshof AG, Münchenstein	Switzerland	99.7	99.7
Hirslanden Klinik Am Rosenberg AG, Heiden	Switzerland	100.0	100.0
Klinik am Rosenberg Heiden AG, Heiden	Switzerland	99.1	99.1
Klinik St. Anna AG, Luzern	Switzerland	100.0	100.0
Klinik Stephanshorn AG, St. Gallen	Switzerland	100.0	100.0
Radiotherapie Hirslanden AG, Aarau	Switzerland	100.0	100.0
Hirslanden Clinique La Colline SA, Genève	Switzerland	100.0	100.0
Clinique La Colline SA, Genève	Switzerland	-	100.0
Polyclinique la Colline SA, Genève	Switzerland	-	100.0
SWISSANA CLINIC AG, Meggen	Switzerland	-	100.0
IMRAD SA, Lausanne	Switzerland	80.0	80.0
Hirslanden Freiburg AG, Düdingen, Düdingen	Switzerland	100.0	100.0
Associates			
Zentrallabor Zürich, Zürich (ZLZ) *	Switzerland	55.9	56.6
Ordinary partnership for a car park ("Baukonsortium"), Cham	Switzerland	24.0	-
La Colline, Centre de Rééducation et Physiothérapie, Geneva	Switzerland	20.0	-

*) The Group does not control ZLZ as it has no power over the company.

NOTES TO THE ANNUAL CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the year ended 31 March

GROUP

33. SEGMENT REPORTING

The Group consists of one single business unit as the chief operating decision-maker, who is responsible for allocating resources and assessing performance of the operating segments, has been identified as the executive committee of Mediclinic International plc that makes strategic decisions.

The information reported to the chief operating decision-maker is in line with IFRS standards and is in line with the consolidated financial statements in this report. Therefore, no separate segment information is disclosed.

Entity-wide information

Breakdown of revenues by products and services:

	2016 CHF 000	2015 CHF 000
Analysis of revenue by category:		
Inpatient	1'297'865	1'221'960
Outpatient	274'659	261'901
Other revenue	84'963	78'758
Total	1'657'487	1'562'619

Revenues from external customers attributed to foreign countries are not material. Furthermore, there are no non-current assets located in foreign countries.

For information on major customers, please refer to note 3.1b.

34. EVENTS AFTER THE BALANCE SHEET DATE

Other than the facts and developments reported in the annual report, there have been no material changes in the affairs of financial position of the Company and the Group between the end of the reporting period and the date when the financial statements were authorised for issue.